

LES
SOCIÉTÉS DE CRÉDIT

JOUR & HEURE DE LA SOUTENANCE

Jeudi 21 février 1907, à 1 heure de l'après-midi.

COMPOSITION DU JURY

<i>PRÉSIDENT</i>	M. JACQUELIN.
<i>Professeur</i>	M. PERREAU.
<i>Chargé de cours</i>	M. HITIER.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Lu et approuvé :

Le Président,

RENÉ JACQUELIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

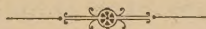
LES
SOCIÉTÉS DE CRÉDIT

PAR

JOSEPH MALPHETTES

DOCTEUR EN DROIT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
ET DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE MONTPELLIER



ALBI
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE DU SUD-OUEST

—
1907

UNIVERSITÉ DE PARIS

Faculté de Droit

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Le nom de Sociétés de Crédit est un titre si vaste et peut s'entendre de façons si diverses, qu'il importe d'en préciser le sens.

A proprement parler, on doit appeler Sociétés de Crédit toutes les Sociétés qui, sous différentes formes, font de l'emploi et de la vente du crédit une condition d'existence et une source de bénéfices.

A ce titre, outre les grandes sociétés financières, telles que le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel, la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui se sont plus spécialement proposé l'emploi du crédit en matière de banque, on peut embrasser sous le nom de Sociétés de Crédit, le Crédit Foncier, dont l'objet est de faire des prêts hypothécaires à longs termes, les Banques populaires, les Coopératives de Crédit, etc.

De toutes ces institutions, qui ont pour objet le crédit, mais qui l'emploient d'une façon différente, nous ne retiendrons que les grandes socié-

tés financières ayant la banque pour objet. Nous ferons même entre elles une distinction.

Les Sociétés de Crédit se divisent en effet en deux branches qui, tout en empiétant quelque peu l'une sur l'autre dans les attributions qu'elles se sont données, n'en sont pas moins fondamentalement distinctes.

La première catégorie de ces établissements s'occupe surtout de participations financières, de constitutions d'affaires industrielles et commerciales, et du placement des titres divers. La seconde comprend ceux qui ont donné pour objet principal à leur activité la réception des dépôts et l'escompte du papier de commerce.

Les premiers trouvent dans leurs capitaux propres une source suffisante à la marche de leur entreprise. Maîtres absolus de sommes qu'ils ont en leur possession, ils s'en servent à leur gré et jouent vis-à-vis de l'industrie le rôle de commanditaires. Le caractère de ces établissements est que, par la nature même de leurs opérations, ils sont amenés à faire des placements à longs termes, dont les bénéfices sont plus grands peut-être, mais, à coup sûr, plus aléatoires. Ils ne reçoivent pas de dépôts et font très peu d'escompte commercial. Leur rôle toutefois est éminemment utile, puisqu'ils s'attachent à développer et à soutenir plus spécialement dans le pays les entreprises du commerce et de l'industrie. Ces sociétés n'entrent pas dans le cadre de celles que nous

nous sommes proposé d'étudier. On compte parmi elles la Banque de Paris, le Crédit Mobilier, la Banque Parisienne, etc.

La deuxième catégorie d'établissements financiers englobés sous le nom de Sociétés de Crédit est celle pour laquelle la réception de dépôts et l'escompte commercial sont les fonctions principales. Ils diffèrent essentiellement des premiers. Tandis que les uns suffisent à leurs opérations, comme nous l'avons dit, avec leurs capitaux propres, les autres ont un capital relativement faible, vu les sommes engagées dans leurs entreprises. Mais, tandis que les premiers sont libres d'employer l'argent de leur capital comme ils l'entendent, ceux-ci, dont les caisses sont alimentées en partie par les dépôts, c'est-à-dire par les sommes que leur confie en garde leur clientèle, ne peuvent en user aussi librement. Comme nous le verrons plus loin et plus en détail, les dépôts sont faits pour un terme souvent inconnu et toujours très court. Les établissements qui les reçoivent ne peuvent donc songer à employer les sommes qui leur sont momentanément confiées et peuvent leur être à tout instant retirées, dans des entreprises financières toujours un peu hasardeuses, dont les bénéfices sont parfois longs à venir et les liquidations lentes à se faire.

Ce sont ces derniers que nous nous proposons d'étudier. Ils sont au nombre de cinq : le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir Na-

tional d'Escompte, le Crédit Industriel et Commercial, la Société Marseillaise de Crédit.

Peut-être eût-il été plus juste de les nommer Sociétés de Dépôt, puisque le dépôt est la base et comme la condition de leurs opérations. Nous les avons appelées Sociétés de Crédit parce que c'est le nom sous lequel elles sont le plus généralement connues et désignées en France. Nous étudierons trois d'entre elles en détail : Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte, après avoir indiqué au préalable ce qu'elles ont de commun dans les principes auxquels elles obéissent, les lois qui les obligent, les opérations détaillées auxquelles elles se livrent, le rôle social et économique qu'elles peuvent et doivent jouer.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le Crédit en Banque.

Le crédit, au sens étymologique du mot, n'est autre chose que la confiance qu'un individu possède dans la parole ou la signature d'un autre et qui lui fait échanger une chose réelle contre la promesse de remise d'une chose équivalente dans un certain laps de temps. C'est un bien futur en retour d'un bien présent. C'est ainsi qu'on le rencontre à l'origine des peuples ayant la moindre civilisation : il est né du besoin et de l'impuissance des hommes à se procurer les choses nécessaires à leur existence. L'individu, isolé dans le monde, ne saurait satisfaire à la fois aux impérieuses nécessités de la vie qui l'assaillent au même moment. Il doit se nourrir, se loger et se vêtir, se mouvoir. Le crédit lui permet de faire tout cela sans difficulté et sans malaise. C'est donc un puissant levier de l'activité humaine.

Le besoin de continuité dans un travail spécialisé, l'utilité de tirer partie de tous les capitaux que leurs possesseurs ne peuvent directement mettre à profit, l'ont fait appeler, avec quelque exagération peut-être, l'âme de la production moderne. Mais ce crédit, si indispensable au jeu normal de la vie sociale, qui se trouve pour ainsi dire dans le monde à l'état latent, en puissance, qui répond au besoin naturel de confiance de l'homme en son semblable, comment devient-il une réalité concrète ? Comment se répartit-il entre les divers individus pour que chacun puisse en bénéficier selon la mesure de ses besoins ? C'est ici qu'interviennent les banques. Les banques sont l'organe spécial par lequel le crédit fonctionne, au point que l'on conçoit que, l'organe venant à manquer, la fonction cesserait d'une façon presque absolue, de même que le développement de l'un ne va pas sans le rapide accroissement de l'autre. Les banques ont, vis-à-vis du crédit, un double rôle : grouper ses éléments et, par là, augmenter sa puissance en ne laissant inutiliser aucun des avantages que l'on peut tirer de lui par la concentration et la circulation des capitaux ; en second lieu, faciliter sa circulation en le vulgarisant, le distribuant et en ajoutant une garantie supplémentaire à celle qu'offre le débiteur. Pour voir tout d'abord comment les banques groupent les éléments du crédit et augmentent sa puissance, remarquons que le crédit

n'est utile qu'à la condition que l'emprunteur soit plus actif et plus habile que le prêteur, ou, du moins, qu'il se trouve dans une profession, dans une industrie qui, par certaines circonstances, soit permanentes, soit actuelles, permettent une meilleure utilisation de capitaux.

Cette profession et cette industrie ne sont pas autre chose que la banque. Le banquier, banque privée ou société de crédit, est un emprunteur continu. C'est un homme ayant des capitaux, mais susceptible d'en employer plus qu'il n'en possède. Il fait appel à ceux que la nature de leur profession ou l'insuffisance de leurs connaissances en cette matière empêchent de faire fructifier eux-mêmes ces sommes qu'ils possèdent et qu'ils se voient, selon le mot de Lassalle, dans la nécessité de placer dans la production d'autrui. Or, ces gens-là, dans une société quelque peu avancée en civilisation, sont le plus grand nombre. Les banquiers utilisent ainsi à leur profit le crédit que tout à l'heure ils vont répandre à leur tour en secours bienfaisants sur toutes les classes de la société. Dans les pays où les banques ne sont pas répandues, le crédit reste sans développement et sans utilité. Les petits capitaux isolés et improductifs constituent une réserve individuelle pour l'avenir, mais ne sont pas une ressource immédiate pour la société. Un économiste anglais, Bagehot, dans son livre sur le marché financier en Angleterre, a fort

clairement décrit ce phénomène du développement et de l'utilisation du crédit par les banques. « Il existe, dit-il, beaucoup plus d'argent en dehors des banques en France et en Allemagne qu'en Angleterre et en Ecosse, où la banque est développée, mais cet argent n'est pas de l'argent sur le marché. On ne peut l'atteindre. L'argent anglais, au contraire, par ce fait qu'il est dans les banques, est de l'argent empruntable. Un million sterling entre les mains d'un seul banquier constitue une grande puissance : ce banquier peut immédiatement prêter ce million à tous ceux qui en ont besoin et viennent le lui demander ; mais cette somme répandue par parcelles dans toute une nation ne constitue aucun pouvoir, personne en effet ne sachant où la trouver et où la demander. »

Donc, aspiration et concentration, tel est le premier rôle que la banque a vis-à-vis du crédit.

Elle en a un second, qui, nous l'avons déjà indiqué, est de le faire circuler et de le répandre en lui donnant une garantie de plus. Ainsi, à cette concentration préparatoire succède une distribution méthodique faite par les grandes banques modernes avec tous les éléments d'information dont elles disposent en pleine connaissance de cause. Le crédit est transporté par elle sur tous les points où son utilité se fait sentir, partout où il peut satisfaire les besoins actuels de la Société, apportant plus de facilités

aux transactions, plus d'économie dans les espèces, plus de promptitude dans les paiements.

Voyons comment les banques arrivent à produire une aussi bienfaisante circulation.

Acheter et vendre à crédit, c'est recevoir une chose ou la donner moyennant la promesse d'en donner ou d'en recevoir une autre à une certaine époque. Le terme est donc le premier pas du crédit.

Pour constater et régler les dettes payables à terme, que, par l'effet du crédit, les négociants s'accordaient réciproquement, on créa soit des obligations, soit des promesses énonçant les sommes dues et le jour où elles seraient payées en espèces. Dans presque tous les pays, ces engagements furent sanctionnés par la loi et acquirent par elle un caractère spécial. C'est ainsi que, pour la plupart des législations, on admit :

1° D'abord que l'opération de vente à crédit serait réglée aussitôt qu'en échange de la facture le titre de créance serait remis et que ce titre de créance pourrait à son tour être donné en paiement.

2° Que tous ceux à qui la propriété du titre était transmise devenaient débiteurs solidaires du paiement le jour de l'échéance.

3° Que le non-paiement d'une obligation à l'échéance entraînait le saisissement et la vente des biens, le déshonneur et la faillite.

Enfin, en quatrième lieu, on stipula que la pro-

priété de ces titres serait valablement transmise par voie d'endossement.

Ainsi, ces prescriptions communes à la plupart des pays civilisés servirent, en donnant une sécurité considérable aux opérations de crédit, à provoquer leur extension et à donner aux banquiers les matériaux mêmes de leur industrie. Les obligations à terme reconnues par le commerçant sont achetées à ceux qui les possèdent par les banquiers qui les leur paient comptant après en avoir déduit l'intérêt du terme à courir. C'est l'escompte des effets de commerce qui est l'opération principale de la banque et la façon la plus commune et la plus large dont elle utilise et tire profit du crédit. En représentation de ces effets ainsi entrés et conservés dans leur portefeuille, certaines banques émettent des obligations semblables qui circuleront en leur lieu et place et qui, sous la double garantie des effets gardés de la sorte et du crédit personnel de la banque, constituent un instrument de crédit des plus admirables : ce sont les billets de banque.

Malheureusement, dans la plupart des pays, les banques ayant ainsi la liberté d'émettre des billets en représentation des effets qu'elles ont en portefeuille sont en nombre limité. Généralement, la possibilité d'émission est monopolisée et une seule banque dans chaque pays, entourée d'une surveillance plus étroite, soumise à des prescriptions plus sévères, a le privilège de cette

émission. On a craint qu'une trop grande liberté laissée aux banques en général dans cette dernière façon d'utiliser le crédit n'entraîne une production trop considérable de billets et ne produise, en cas de crise, les troubles les plus graves.

La question depuis longtemps discutée semble de moins en moins prête à se résoudre dans le sens de l'unité. Qu'il nous suffise de la poser :

D'une part, presque tous les hommes de science et les écrivains spécialistes en la matière réclament énergiquement la liberté des banques. Ils font remarquer que le danger d'une trop grande émission est un leurre ; qu'il est forcément limité par les besoins du commerce et de l'industrie et par le crédit que ne manquerait pas de lui retirer le public si ces billets étaient émis en trop grand nombre ; que les dépôts à vue et que les comptes courants créditeurs, pour lesquels, très justement du reste, la loi n'apporte aucune entrave, seraient en cas de péril une cause de danger autrement sérieuse que des billets de banque en circulation.

Les gouvernements, d'autre part, « par la recrudescence à peu près générale du socialisme d'Etat chez les différents peuples et par le besoin toujours plus grand de capitaux qui les porte à s'assurer du concours d'un puissant établissement financier en retour du privilège qu'ils lui concèdent, tendent de plus en plus à monopoliser l'émission.

Quoi qu'il en soit et quel que puisse être le régime des banques sur la question spéciale de l'émission des billets, il résulte de ce qui précède que le rôle principal de la banque dans ses rapports avec le crédit, c'est de faire circuler ce dernier.

Le billet à ordre et la lettre de change créés par les négociants et escomptés par le banquier, le chèque et le billet de banque émis par le banquier et gagés sur les capitaux qu'il possède soit en caisse, soit en portefeuille, permettent d'acheter et de faire circuler les produits exactement comme l'or et l'argent. Faire circuler le crédit, c'est faire passer de main en main le capital dont il peut disposer. C'est l'effet immédiat de l'installation d'une banque dans une région. « En l'absence de leur secours, dit M. Clément Juglar, il fallait recevoir et solder les effets que l'on avait mis en circulation, accepter les traites et faire tous les encaissements de la maison. Pour un pareil service, une réserve en espèces était nécessaire, elle portait sur un chiffre limité d'affaires, ne se balançant pas toujours avec les échéances. Il fallait un caissier et toutes les chances d'erreur, de pertes ou de détournement retombaient sur la maison. » Maintenant, les banquiers vous débarrassent de tous ces soucis et de tous ces frais, et, s'il manque un appoint, par l'escompte ou par une avance, ils le fournissent. Toutes les obligations entre négociants sont ainsi payées, non

par des espèces, mais par des instruments de crédit dont il est lui-même le créateur. Il multiplie ainsi les moyens de circulation et les met à la disposition de ceux qui en ont besoin.

Toute son habileté doit consister à maintenir en circulation plus de billets ou de crédits ouverts en comptes courants qu'il n'a d'espèces en caisse et de capital disponible.

Par l'effet du crédit, tout ce qui dépasse le capital effectif joue le même rôle que le capital lui-même. Il s'établit de la sorte un roulement continuuel qui place à tout instant le capital entre les mains de ceux qui sont susceptibles de l'utiliser le mieux.

Toute opération de banque se réduit donc à un échange des instruments de crédit, mis en circulation par le public et par les banques pour arriver à une compensation de leurs engagements, tant sur la place où l'on opère que sur les places du pays tout entier et du monde lui-même.

En dernière analyse, on peut dire que les banquiers sont des marchands de crédit; ils l'achètent lorsqu'ils empruntent, lorsqu'ils reçoivent des dépôts. Ils le revendent, lorsqu'ils prêtent et font des avances. Mais, pour que ce système fonctionne avec toute la perfection désirable, il faut que les établissements qui se livrent à ces opérations aient une puissance considérable, que leurs moyens d'action soient nombreux et rapi-

des et leur influence étendue. Sans de larges relations, il est impossible d'arriver à la compensation de tous les engagements de commerce, dernier terme du crédit.

A ce point de vue, les grandes Sociétés de Crédit semblent d'une utilité primordiale : par le nombre de leurs succursales, elles étendent leurs ramifications à tous les points du pays ; par la puissance de leurs capitaux et la sagesse de leur direction, elles inspirent la plus grande confiance et sont en communication avec toutes les grandes banques du monde, pouvant ainsi mieux que tous autres organismes remplir ce que nous appellerons le rôle pour ainsi dire unique de la banque, puisque toutes ses opérations s'y ramènent : la circulation du crédit.

CHAPITRE II

Origine des Sociétés de Crédit.

Les Joint Stock Bank anglaises. — Les besoins auxquels elles répondaient. — Le scepticisme qu'elles ont soulevé.

Lorsque l'on considère l'admirable réseau de grandes banques qui s'est donné le rôle de faire circuler à travers le monde le crédit si indispensable à la vie économique moderne, on comprend mal les difficultés multiples contre lesquelles se débattirent jusqu'à nos jours les industriels et les commerçants. C'est que, dans la société, rien ne s'invente d'un seul coup, rien ne se crée de toutes pièces, tout se transforme et se perfectionne suivant les lois de l'évolution naturelle. « Les adaptations qui constituent, à chaque moment, l'histoire, l'organisme économique dépendent elles-mêmes de l'intervention de deux lois : d'abord, la loi de spécification des fonctions sociales et des organes sociaux, laquelle n'est qu'une application de la maîtresse loi économique, la division du travail. Ensuite, la loi d'extension, de régularisation et de généralisation des opérations sociales propres à chaque milieu (1). »

(1) Leroy-Beaulieu : *Traité d'Économie politique*.

Ces deux lois se complètent l'une par l'autre. Ce qui spécialise, ce sont les organes et les fonctions ; ce qui s'étend, s'élargit, se régularise, ce sont les combinaisons auxquelles se livrent les organes ainsi spécialisés. C'est ainsi que l'esprit d'imitation, qui est un des éléments les plus puissants du progrès de l'humanité, a généralisé en matière de banque les types d'institutions et d'opérations répondant le mieux aux nécessités de notre époque.

Au début, les premières banques avaient été créées pour faire seulement le change des monnaies, et les banquiers primitifs furent de simples changeurs. Ils reçurent ensuite en garde des dépôts, puis, avec ces dépôts, ils firent des prêts, et, d'échelon en échelon, de progrès en progrès, sous l'effet de ces deux lois de spécialisation et de généralisation, l'industrie de la banque s'est épanouie. Athènes connaissait déjà la lettre de change ; les banques du moyen âge et les premières des temps modernes eurent une triple attribution : changer les monnaies, accepter les dépôts, faire des virements de fonds. Elles y ajoutèrent plus tard les opérations moins importantes de remises de place à place, de paiements sur une même place et de recouvrements. Elles devenaient ainsi pour la plupart les comptables et les caissiers du commerce, elles n'étaient point encore de larges instruments de crédit.

En France, il était réservé au dix-neuvième

siècle de donner à ces institutions une transformation nouvelle et radicale. Plus on avance dans le développement énorme qui est la caractéristique de ce siècle, plus les capitaux s'accumulent, produisant, par la nécessité même de leur emploi, les combinaisons les plus savantes. En présence de cet accroissement immense des besoins de l'industrie et du commerce, à la suite d'un appel constant de capitaux, qui, vers 1840, créa une perturbation économique sans précédent, la nécessité se fit sentir d'établissements de banque plus puissants, d'une activité plus considérable, capables surtout, en cas de crise, de venir victorieusement en aide aux entreprises nouvellement engagées.

Le mouvement était parti de l'Angleterre, qui, avant nous, s'était transformée et avait vu se créer sur son territoire de nouvelles banques capables de répondre aux besoins nouveaux. Pour bien voir la genèse des sociétés de crédit en France, il est nécessaire d'étudier comment elles naquirent en Angleterre. C'est chez elle en effet que, pour la première fois, on vit de puissantes banques par actions, Joint Stock Bank, qui, par l'étendue de leurs opérations, la faveur du public, le taux élevé de leurs dividendes, excitèrent l'envie de l'Europe et servirent de modèles à toutes celles qui ont été constituées depuis dans les autres pays.

Etudier leur origine et leur développement

rapide, c'est étudier l'origine même des grandes Sociétés françaises de Crédit.

Nous verrons à quels besoins elles répondaient, le scepticisme et les polémiques qu'elles ont soulevées.

En France, il est vrai, leur apparition ne fit pas naître les mêmes discussions et les mêmes craintes. C'est que, la trop longue indifférence du public en matière de banque mise à part, ces grandes Sociétés de Crédit avaient déjà fait leurs preuves en Angleterre. Elles étaient attendues par notre commerce avec une légitime impatience, et leur autorisation fut saluée comme un triomphe.

La fondation de la Banque d'Angleterre en 1684 fut suivie de l'interdiction de fonder aucune autre banque par actions; des plaintes s'élevèrent, mais le gouvernement anglais avait un besoin trop grand de la banque puissante qu'il venait de fonder pour vouloir la mécontenter. Il resta sourd pendant près d'un siècle; ce n'est qu'en 1827 que l'interdiction de former des banques par société fut restreinte à un rayon de soixante milles environ autour de Londres et cette interdiction elle-même ne tarda pas à être supprimée. Dès lors, les actionnaires se réunissent armés de leurs seules ressources et de cette loi qui les autorise à former une banque par société. Les fonds publics viennent peu à peu dans leurs caisses; les comptes courants provo-

quent l'escompte, les encaissements, les recouvrements et les nouvelles banques prospèrent aussi bien sinon mieux que les plus vieilles fermes de l'Angleterre. Ces premiers progrès n'eurent pas lieu sans luttes, et, pour se rendre compte de l'opposition que rencontra la nouvelle organisation des banques, il faut lire les premiers rapports de la Westminster and London Bank, une des premières sociétés ainsi établies. Opposition du Parlement, où les intérêts contraires possédaient de grandes influences ; opposition de la Banque d'Angleterre, qui refuse la signature de la maison rivale ; opposition enfin des banques particulières, qui fermèrent à leurs nouveaux concurrents l'accès du Clearing-House. Toutefois, le public, guidé par l'instinct de ses vrais intérêts, comprit toute la valeur de l'institution nouvelle, et, dès la première année, la London Bank recevait 4,500,000 francs de dépôts et réalisait un bénéfice net de 10 % sur le capital versé.

Ainsi, une nouvelle banque se présentait au public anglais en remportant dès le premier jour un éclatant succès ; les hommes de science cependant étaient partagés en deux camps, et, dans l'esprit d'un grand nombre, ces nouvelles institutions produisirent un profond scepticisme. Un banquier fort connu en Angleterre à cette époque par son talent et son expérience, lord Overstone, émettait des doutes et disait : « Je crois que tout

ce qui est nécessaire à la conduite des affaires de banque, sauf une responsabilité plus divisée, fait défaut aux banques par actions. Les affaires de banque exigent la présence constante et quotidienne de personnes particulièrement attentives à tous les détails et qui veillent avec soin heure par heure sur toutes les affaires, ce que n'exige aucun autre commerce. Il faut aussi des décisions promptes et immédiates, quelles que soient les circonstances qui se présentent, et, dans bien des cas, ces décisions sont de nature si pressées qu'il est presque impossible de les remettre pour se consulter. En outre, chaque circonstance particulière exige un traitement différent. Les banques par actions seront obligées de confier leurs intérêts à des agents qu'il faudra lier par certaines règles générales. Ces agents n'auront pas, comme le banquier particulier, le pouvoir d'agir suivant les degrés insensibles que présentent le caractère et la responsabilité des parties ; ils ne pourront pas non plus prendre sur eux de régler le crédit qu'il est bon d'accorder aux maisons temporairement embarrassées, parce qu'ils n'auront pas les moyens de s'assurer avec autant de certitude des circonstances favorables ou défavorables que présente chaque affaire. » Sir Jones Loyd déclarait que « ces sociétés ne réunissaient aucune des conditions nécessaires à la pratique des affaires de banque ». Puis, après avoir énuméré les qualités indispensables à un bon ban-

quier (science pratique, attention contenue, etc.), il ajoutait : « Les banques Joint Stock sont nécessairement gérées par des agents, non par un maître. Ces agents, soumis à des règles générales, ne peuvent traiter les affaires avec une aussi exacte considération des règles propres à chacune d'elles, des divers degrés de mérite et de solvabilité des clients. Ils ne peuvent prendre sur eux de régler le concours à leur prêter dans quelque moment de gêne en s'inspirant de circonstances plus ou moins favorables et de chaque situation particulière (1). »

Sir Robert Peel, très novateur, redoutait lui aussi la fondation de banques par actions, il fit même voter en 1845 un acte par lequel aucune banque par actions ne pouvait se fonder si les actions n'étaient de 2.500 francs chacune, dont 1.250 francs versés. Cet acte arrêta momentanément le développement de ces sociétés jusqu'à l'abrogation de la loi.

En 1852, M. Mac Culloch, dans son *Dictionnaire du commerce*, en prenant cette thèse, combattait encore l'innovation et comparait le conseil d'administration nommé par les actionnaires ignorants au banquier particulier maître de ses actions et propriétaire du capital de sa maison. A son sens, pas un homme sensé n'eût dû souscrire une seule action des Bank Joint Stock.

(1) Rapport du Parlement (1832).

Tout le monde cependant n'était point de cet avis, et, la réponse du public, qui donnait de jour en jour une confiance plus grande à ces banques nouvelles, mise à part, de grands esprits se prononçaient aussi en leur faveur. M. Jilbart soutenait vivement le nouveau système. « Les Bank Joint Stock, disait-il en 1837 (1), présentent une plus grande sécurité que les banques particulières. Elles sont dirigées par un conseil d'administration composé d'hommes expérimentés et de bonne renommée, choisis à raison même de leurs connaissances du commerce et de la banque... L'expérience ou le jugement de plusieurs sont nécessairement supérieurs à ceux de deux ou de trois individus. Ils sont moins accessibles aux illusions, au raisonnement vicieux, aux acceptions de personnes. Comme il est certain que tout un conseil ne peut être du même avis sur une question, partant il y a une certitude qu'aucune décision n'est prise sans avoir subi une pleine discussion. Tout au rebours, les banques particulières sont fréquemment confiées à un ou deux associés gérants, à qui l'on ne peut demander la prudence et la mesure d'un conseil choisi par des actionnaires et moralement responsable devant eux. Ces gérants subissent l'influence de leurs propres préjugés, ont leurs amis

(1) *History and principles of Banking*, page 120.

à favoriser, leurs intérêts privés à servir..... La plupart du temps, ils sont en même temps engagés dans des entreprises de commerce ou de manufacture et l'intérêt de la banque se trouve forcément subordonné à celui de ces entreprises. Le banquier commerçant ou manufacturier étendra ses affaires, se jettera dans la spéculation, l'entreprise aura son compte ouvert à la banque, un compte toujours débiteur. Celles-ci viennent-elles à succomber, elles entraînent la banque dans leur désastre, alors même que les gérants ne soient point directement engagés dans ces entreprises ; ils lient trop souvent leurs banques à de grandes maisons dont la clientèle bonne à l'origine en arrive bientôt à exiger de grandes avances. L'argent ne peut être rendu et la banqueroute devient générale. Les banques Joint Stock sont bien mieux organisées pour éviter ce malheur. »

L'histoire financière des cinquante années qui précédaient l'époque où M. Jilbart écrivait ces lignes ne justifient que trop ses critiques. En 1792, un tiers au moins des banques particulières avaient dû suspendre leurs paiements et l'on ne compta pas moins de vingt-deux faillites. En 1813 et en 1814, une nouvelle crise arrêta les affaires de deux cent quarante banquiers de province, et le chiffre des faillites monta alors à quatre-vingt-neuf, soit le dixième des banques alors existantes. Enfin, en 1825, en moins de six

semaines, plus de soixante-dix maisons s'écroulaient encore ; le gouvernement de la Banque d'Angleterre, Sir Palmer, chargé à cette époque de faire une enquête pour rechercher les causes de cette nouvelle crise, déclara que les banques particulières avaient, en voulant spéculer, engagé dans des entreprises commerciales d'énormes capitaux que, le besoin venu, on n'avait pu retirer. C'est à la suite de ces événements que les banques Joint Stock furent autorisées. Dès lors, leur situation s'affermir de plus en plus. En 1860, on constatait que, depuis plusieurs années, aucune maison particulière ne s'était formée à Londres et certains n'hésitaient point à dire qu'on verrait les banques Joint Stock s'emparer de toute cette branche d'affaires. Une publication anglaise (1) donnait la raison de cette préférence. « Tout en reconnaissant, disait-elle, comme nous le faisons pleinement, et la haute respectabilité de nos riches banquiers particuliers et les services qu'ils ont rendus au commerce, il faut avouer que la publicité donnée aux opérations des banques Joint Stock possède un charme qui ne peut manquer d'attirer la généralité des clients. Un déposant regardera toujours, à tort ou à raison, comme une certaine sécurité ce compte semestriel des opérations de la banque, compte certifié par des hommes d'une haute position

(1) *Bank magazine*, p. 497.

commerciale. » Lors de la crise de 1857, alors que les rues de la cité étaient pleines de visages inquiets, observant le moindre symptôme de *renn*, les banques Joint Stock seules tinrent tête à l'orage sans fléchir.

Un acte du 2 août 1858 autorisa les Compagnies de banques par actions à se constituer d'après le principe de la responsabilité limitée et un grand nombre de sociétés se formèrent sous ce régime.

Telles sont les Joint Stock Bank en Angleterre. Leur apparition et leur développement ont radicalement modifié le système des banques particulières, et celles-là seules sont restées qui, par leur crédit et la bonne marche de leurs affaires, étaient capables de subsister.

En France, comme nous l'avons déjà dit, la naissance des banques par actions fut moins prompte qu'en Angleterre et notre système de banque fut jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle d'une grande médiocrité. Si nous remontons au delà de la Révolution, nous ne trouvons après la chute de la banque de Law aucune institution importante. On peut mentionner cependant une « Caisse de secours du commerce », fondée par Turgot et chargée principalement d'émettre des billets et de venir en aide au gouvernement. Elle fut supprimée en 1789. Il y a eu en outre la « Caisse des comptes courants », fondée en 1796 et qui ne vécut pas longtemps.

A côté de ces banques créées par le gouvernement et dans le but à peu près exclusif de lui venir pécuniairement en aide, aucune institution importante ne s'était donné pour mission d'apporter un secours quelconque au commerce et à l'industrie. Le 2 avril 1806, Napoléon pouvait dire au Conseil d'Etat : « La France manque d'hommes qui sachent ce que c'est que la banque, c'est une race d'hommes à créer. »

Il y avait, il est vrai, un peu partout des banques particulières et locales, dont les capitaux étaient modestes et les moyens d'action peu étendus. Elles étaient incapables de résister à un malaise quelque peu persistant dans les affaires et elles ne devaient point tarder à sombrer aux premières approches de la révolution économique que préparait le milieu du dix-neuvième siècle.

Du reste, le gouvernement avait toujours empêché la formation de grandes agglomérations de capitaux sous la forme de sociétés de banque, même non munies du droit d'émission ; il avait pour cela un moyen infailible, c'était la faculté de refuser ou d'accorder l'anonymat. Les premières sociétés que nous rencontrons vers 1840 pratiquant l'escompte sur une assez grande échelle et rappelant de très loin nos Sociétés de Crédit actuelles, les maisons Gouin, Ganneron et Béchette purent seulement exister sous la forme d'associations en nom collectif.

Les événements allaient être les plus forts cependant et briser les dernières résistances. Au lendemain de la révolution de 1830, les escompteurs qui servaient d'intermédiaires entre le public et la Banque de France disparurent, les uns sombrant dans la tourmente, les autres effrayés par l'incertitude et la menace des événements. Une crise considérable s'ensuivit et les pouvoirs publics durent intervenir. Par une ordonnance royale du 21 août 1830, le gouvernement nomma une commission chargée d'étudier et de proposer les mesures convenables pour rendre aux transactions et à la circulation leur régularité habituelle. Les Chambres votèrent 30 millions pour venir en aide au commerce et à l'industrie. Sur cette somme, on préleva 1,300,000 francs, puis 400,000 francs, pour créer à Paris et en province des comptoirs chargés de remplacer les escompteurs en escomptant le papier de commerce à deux signatures et en y ajoutant leur propre garantie. Le Comptoir d'Escompte de Paris était fondé.

La ville de Paris garantit l'institution nouvelle pour une somme de quatre millions. Un comité d'escompte de quatorze membres assisté de trois censeurs fut nommé. Ces censeurs étaient pris parmi les conseillers municipaux et chargés de surveiller les opérations du comptoir au nom de la ville de Paris. Les opérations étaient dirigées par un employé supérieur, prenant le titre d'agent

comptable du Comptoir d'Escompte. La ville ne s'était engagée que pour six mois, à partir du 1^{er} janvier 1831. Mais des prorogations successives permirent au nouvel établissement de fonctionner jusqu'en 1832. Il avait duré vingt et un mois, et l'opération se solda par un déficit considérable.

Dans la crise économique que traversa cette époque et malgré un examen sévère des effets présentés à l'escompte par le comité d'escompte, beaucoup restèrent en souffrance et demeurèrent impayés.

Dans les départements, les mêmes banques ayant disparu, les mêmes besoins demandèrent à être satisfaits. Sur les 30 millions votés par le Parlement pour venir en aide aux affaires, 2,629,500 francs furent consacrés à la formation de comptoirs locaux. C'est ainsi qu'un certain nombre furent fondés à Amiens, Cholet, Limoges, Nantes, Rochefort, Rouen, Troyes, etc. Tous, il est vrai, n'eurent pas recours à l'Etat et quelques-uns vécurent par eux-mêmes de leurs propres ressources ; du reste, il ne nous est parvenu que peu de renseignements sur ces établissements. Il semble toutefois qu'ayant eu à faire à une clientèle plus sûre et à des affaires moins importantes, le résultat de leurs opérations fut plus heureux que celui du Comptoir d'Escompte de Paris. Malgré l'intensité de la crise cependant, quelques banques particulières formées en socié-

tés en nom collectif avaient survécu. Leurs affaires, il est vrai, n'en valaient guère mieux et elles avaient le désavantage de n'être point soutenues par l'Etat.

Aussi, la révolution de 1848, survenant au milieu d'une crise déjà ancienne, acheva de les faire disparaître. Dès lors, le remaniement de notre système de banque et la nécessité de créer de nouveaux comptoirs subventionnés par l'Etat se firent plus impérieusement sentir. C'est qu'à ce moment-là, en effet, en même temps qu'une crise politique des plus aiguës s'abattait sur notre pays, la transformation commerciale et industrielle, qui sera la caractéristique du milieu du dix-neuvième siècle, prenait naissance, amenant une crise d'affaires qui s'ouvrit vers 1846 pour ne se terminer que dans le milieu de l'année 1852. La vapeur voyait ses applications apparaître et la construction des chemins de fer appelait à elle un stock immense de capitaux. Le crédit, qui eût dû à ce moment jouer le principal rôle, était privé de l'organe qui seul eût pu le distribuer d'une façon normale et politique : la banque. L'industrie de la banque n'existait plus.

Les chemins de fer ne se créèrent point en effet en France sans causer une perturbation considérable. Pendant les années 1845 et 1846, des Compagnies se formèrent pour entreprendre leur construction et les capitaux se déplacèrent

en masse pour se porter sur ces nouvelles entreprises. Des faillites nombreuses se produisirent ; en même temps, une récolte désastreuse vint aggraver la situation. Une exportation de numéraire fut nécessaire pour l'achat des grains qui manquaient en France. Vers la fin de 1846, la Banque de France n'avait plus en caisse que 71 millions ; son encaisse avait diminué en une année de 173 millions. Elle dut brusquement élever le taux de son escompte ; ce fut le moment le plus intense de la crise. Une partie des Compagnies qui s'étaient témérairement engagées dans les entreprises de voies ferrées ne purent soutenir leurs affaires et tombèrent.

C'est dans un tel moment qu'éclata la révolution de février. L'insécurité politique, la crise des chemins de fer, la cherté des grains, la publication de nouvelles doctrines ne tendant à rien moins qu'à contester la légitimité de la propriété, tout contribuait à exciter la défiance des capitaux si nécessaires en un pareil moment.

La Banque de France put résister à l'orage. Les escompteurs qui avaient survécu à la révolution de 1830 durent arrêter leurs opérations. Sur cinq maisons qui faisaient encore de la banque, deux suspendirent leurs paiements et trois se mirent en liquidation. Ainsi, l'instrument nécessaire au commerce pour escompter son papier à la Banque de France manquant, la machine entière cessait de fonctionner.

Le gouvernement, pressé par les commerçants, dut agir. Il le fit avec plus de décision qu'en 1830. Le 7 mars 1848, le Comptoir d'Escompte était créé. Le gouvernement abandonnait son système de méfiance vis-à-vis des sociétés anonymes faisant l'escompte, et le Comptoir était constitué par actions sous cette forme sans autorisation du Conseil d'Etat. Les considérants du décret ne sont point sans intérêt. « Le gouvernement déclare, y était-il dit, qu'un des devoirs essentiels de l'Etat est d'intervenir dans une juste mesure quand les citoyens sentent eux-mêmes le besoin de se réunir pour créer entre eux une sorte d'assurance mutuelle. Il sera donc créé un Comptoir National d'Escompte destiné à donner des moyens de crédit au commerce et à l'industrie. » La ville et l'Etat ne prenaient part à aucun bénéfice; ils avaient seulement le rôle de garant.

Ainsi, sous la pression des événements, venait de naître, d'une crise et à cause d'elle, la première Société de Crédit. Une fois de plus, les nécessités de développement économique l'avaient emporté sur les hésitations et les craintes gouvernementales. La brèche était ouverte. Les grandes sociétés financières allaient en grand nombre se former; le Comptoir National d'Escompte fonctionna seul jusqu'au rétablissement de l'Empire, mais aussitôt après de nombreuses sociétés anonymes se fondèrent. L'anonymat était encore

une faveur, mais le gouvernement l'accordait d'une façon fort libérale. Ce furent :

En 1852, le Crédit Mobilier, qui escomptait, soit avec ses propres fonds, soit au moyen de réescompte à la Banque de France ;

En 1859, la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial ;

En 1863, la Société des Dépôts et des Comptes Courants ;

La même année, le Crédit Lyonnais ;

En 1864, la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.

Enfin, l'anonymat devint libre, et les établissements qui se fondèrent en grand nombre n'eurent plus qu'à suivre la voie ouverte.

Tel fut l'avènement de ce nouveau système de banque, si dissemblable par l'étendue de ses opérations et la grandeur de sa puissance au système encore mal établi qui l'avait précédé. Mieux adapté aux besoins nouveaux, il a contribué dans la plus large part à la magnifique extension d'affaires qui sera l'honneur du siècle passé.

CHAPITRE III

Situation juridique des Sociétés de Crédit.

§ 1^{er}. — Leur passage d'un régime d'autorisation à un régime de liberté. — Conditions particulières qui les régissent en Angleterre, aux Etats-Unis, en Espagne, en Russie.

Le régime des sociétés de banque en France a toujours été le régime du droit commun. Il a suivi la marche progressive des sociétés par actions dans leur évolution vers la liberté. La forme sous laquelle se présentent aujourd'hui les grandes Sociétés de Crédit dont nous nous sommes proposé l'étude est l'anonymat. Celui-ci, par sa grande facilité de constitution, par la liberté dont il jouit, par l'importance des capitaux qu'il peut mettre en œuvre, est la forme qui convient merveilleusement et pour ainsi dire uniquement aux grandes entreprises.

Est-il nécessaire d'ajouter que ce régime libéral n'a pas toujours existé ?

Les sociétés anonymes étaient connues sous l'ancien régime, mais le code de 1807 est le premier dans lequel nous trouvions une réglementation spéciale les concernant.

D'après lui, les sociétés anonymes devaient être autorisées par décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat avec approbation des statuts. Cette

autorisation pouvait être retirée par le gouvernement, il déterminait de quelle manière le fonctionnement de la société serait surveillé par lui, et, en cas de refus, n'était pas tenu d'en donner les raisons.

Or, ce devint une règle de jurisprudence, à laquelle le Conseil d'Etat ne faisait aucune exception, de refuser de parti pris aux sociétés de banque le droit de se former en sociétés anonymes, tandis qu'une liberté complète était laissée, au contraire, aux commandites par actions.

On s'explique mal cette différence.

Toutefois, après la crise de 1846, qui, nous l'avons vu dans le précédent chapitre, pesa si lourdement sur l'industrie française, le gouvernement provisoire de 1848, en vertu du pouvoir extraordinaire dont les circonstances l'avaient revêtu, délaissa la jurisprudence constante du Conseil d'Etat et autorisa la formation du Comptoir d'Escompte dans la forme anonyme.

C'est qu'en effet, ce qui avait amené la disparition des différentes caisses d'escompte qui, sous la forme de sociétés en commandite par actions, servaient d'intermédiaires entre le commerce et la Banque de France, c'était leur faiblesse.

La forme anonyme donna aux institutions financières une liberté d'allures et une force extraordinaire. Objet des faveurs du public, elle dispose d'une puissance plus grande que la com-

mandite par actions, mais, comme le gouvernement avait, jusqu'en 1848, refusé obstinément l'anonymat à toute société financière, celles-ci avaient dû se constituer en sociétés en commandite par actions. Dans les années qui suivirent, le gouvernement se montra encore très circonspect dans l'octroi de ses autorisations. De nombreuses fraudes se produisirent. Le législateur essaya d'intervenir et le gouvernement proposa la suppression de la commandite. La Chambre préféra la réglementer, mais le tout resta dans les cartons.

Ce fut la loi du 24 juillet 1867 qui fit cette réglementation.

Pour les sociétés anonymes, le système de l'autorisation préalable avait soulevé de vives critiques. On prétendit que l'Etat outrepassait ses attributions en voulant défendre malgré eux, par l'examen des statuts, les souscripteurs d'actions; que c'était à ces derniers à prendre eux-mêmes des mesures de sécurité. On disait que l'examen des statuts et de l'honorabilité des fondateurs ne pouvait pas être bien sérieux quand, comme cela arrivait, les demandes d'autorisation se multipliaient. Aussi, après l'essai infructueux d'une loi de 1863, faisant dans les sociétés anonymes deux catégories (la première comprenant les sociétés en commandite avec un capital inférieur à 20 millions jouissait d'une pleine liberté de constitution; la deuxième, composée

des sociétés ayant un capital supérieur, restait soumise à l'autorisation préalable), la loi de 1867 rendit libre l'anonymat en l'entourant de règles préservatrices. Ces règles sont celles qui régissent à l'heure actuelle la plupart des sociétés anonymes; les Sociétés de Crédit n'y font point exception; elles ne sont soumises à aucune règle spéciale et suivent le droit commun.

Nous n'entreprendrons pas d'exposer en détail les obligations qui leur incombent, puisqu'il faudrait pour cela indiquer tout au long le régime des sociétés anonymes. C'est l'objet du pur droit commercial, il suffit de s'y référer; ce n'est pas le but que nous nous proposons. Nous noterons simplement que, le 22 mars 1904, M. Archdeacon a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « tendant à régler l'industrie des banquiers, changeurs, coulissiers et en général de toute personne faisant appel à l'épargne et au crédit public ». Cette proposition a été renvoyée à la commission compétente, et il est peu probable qu'elle aboutisse d'ici longtemps.

Voyons plutôt les pays dans lesquels, à raison même de l'objet de leurs opérations, les Sociétés de Crédit sont soumises à des règles spéciales dans un but de garantie et de préservation. Ces pays sont toutefois peu nombreux, et nous ne comptons en Europe que l'Angleterre, l'Espagne et la Russie.

En Angleterre, une loi de 1844, rompant avec les prescriptions qui avaient été jusque-là purement coutumières en matière de sociétés, admit que les sociétés seraient considérées comme des personnes morales et que les associés pourraient céder leurs parts à volonté, sans qu'une charte royale ou une loi fût nécessaire, à condition toutefois que les statuts de cette société eussent été enregistrés dans les formes déterminées. C'était la règle commune, les sociétés de banque ne furent point admises à en bénéficier.

De même, lorsque, en 1855, une autre loi stipula que l'enregistrement des statuts serait suffisant pour que les sociétés puissent jouir du bénéfice de la responsabilité limitée, les sociétés de banque se virent refuser la jouissance de ce privilège. Enfin, en 1857, une loi accorda la personnalité civile aux sociétés de banque enregistrées, sans admettre la limitation de la responsabilité des associés.

Toutes ces lois diverses ont été remplacées par une loi de 1862, qui stipule que toute société de banque de plus de dix personnes, si elle n'est pas autorisée par une loi ou par une charte royale, doit être enregistrée.

Quant à celles qui contiennent seulement de sept à dix associés, elles peuvent à leur gré, ou bien faire enregistrer leurs statuts et jouir des avantages que leur confère cet enregistrement, ou bien ne pas faire enregistrer leurs statuts et

demeurer ainsi soumises aux seules règles coutumières sur les sociétés, sous le nom de Partnerships.

Toutefois, en ce qui concerne la responsabilité des sociétés anonymes de banque, la loi de 1862 a été modifiée en certains articles par une loi de 1879, notamment en ce qui concerne la transformation de sociétés à responsabilité illimitée en sociétés à responsabilité limitée et l'obligation pour les sociétés à responsabilité limitée de faire examiner leurs comptes par un ou plusieurs vérificateurs élus annuellement par l'assemblée générale.

Les principes établis cependant par la grande loi de 1862 n'ont point été modifiés et ce sont eux qui continuent en Angleterre à présider à la création et au fonctionnement des sociétés de banque par actions.

En ce qui concerne l'Espagne, son code de commerce divise les sociétés anonymes selon leur objet et consacre à chacune de ces divisions des règles particulières.

C'est dans le titre I^{er} du livre I^{er}, section VII, articles 175 et suivants, qu'il traite des Sociétés de Crédit. Il énumère les opérations qu'elles sont autorisées à faire.

Il appartiendra, dit-il, aux Sociétés de Crédit de faire les opérations suivantes :

1^o Souscription d'emprunts faits par le gouvernement et par les corporations régionales et municipales.

2° Acquisition des fonds publics et des actions et obligations de toute catégorie émises par des entreprises industrielles ou des Sociétés de Crédit.

3° Création de toutes les entreprises industrielles ou d'utilité publique.

4° Transformation et fusion de sociétés commerciales de toute nature, émission d'actions et d'obligations.

Elles peuvent, en outre, administrer et prendre à ferme toute espèce de contributions et de services publics avec faculté de les exécuter pour leur compte ou de céder, avec autorisation du gouvernement, les contrats souscrits à cet effet. On remarquera que cette dernière prescription est assez particulière et que, dans les autres pays, les Sociétés de Crédit ne se livrent généralement pas à ce genre d'opérations.

Elles peuvent, en outre, prêter sur les effets publics, les actions ou les obligations, les marchandises, les récoltes, les immeubles, les navires et leur cargaison. Elles peuvent consentir des ouvertures de crédit en compte courant, garanties par des effets de même nature.

Il leur est permis de vendre ou de donner en garantie toutes les actions, obligations et valeurs acquises par elles et de les échanger quand elles le jugeront convenable.

Enfin, comme dans tous les autres pays, elles peuvent recevoir des dépôts de toute nature,

papier, argent, bijoux, avoir des comptes courants avec toute espèce de corporation ou société, créer et escompter des effets de commerce. En outre, aux termes de l'article 176 du code de commerce espagnol, les Sociétés de Crédit peuvent émettre des obligations pour des sommes égales à celles qu'elles ont employées et qui sont représentées par leur valeur en portefeuille, en se soumettant aux prescriptions qui se trouvent formulées dans le titre du registre du commerce. Ces obligations doivent être nominatives ou au porteur, et à terme fixe, lequel ne sera, en aucun cas, supérieur à trente jours. Elles seront susceptibles d'amortissement, et, s'il y a lieu, productives d'intérêts qui seront déterminés.

La législation espagnole crée une distinction entre les Sociétés de Crédit proprement dites et les sociétés de banque d'escompte, qu'elle réunit aux banques d'émission en enfermant ces deux dernières dans un ensemble de règles semblables. Mais ces prescriptions ne sont point appliquées, car la liberté d'émission qu'elles avaient pour but de sauvegarder et qui avait été proclamée en principe se trouve suspendue et probablement pour longtemps par le monopole dont jouit actuellement la Banque d'Espagne.

En Russie, on peut dire que le caractère de la législation en matière de Sociétés de Crédit est la méfiance. Les dispositions légales et générales qui se rapportent aux sociétés anonymes se trou-

vent comprises dans les articles 2131 et 2139 à 2199. Ces dispositions sont du reste relativement récentes.

Les associations en participation ou sociétés par actions tombèrent, en Russie, jusqu'en 1875, sous l'application des dispositions édictées en 1836 et contenues dans la première partie du tome X des lois civiles. Ces dispositions surannées n'étaient plus en rapport avec l'extension énorme que prirent, au cours de la deuxième partie du dix-neuvième siècle, les entreprises de toute sorte basées sur le crédit et l'association des capitaux.

Une première tentative de réforme eut lieu en 1870, mais le nouveau projet de loi élaboré fut renvoyé par le Conseil de l'Empire sans avoir été examiné. Le ministre des finances chargea alors de la préparation d'un second projet une commission présidée par M. Boutowski, directeur du département du commerce intérieur et des manufactures, et composée de délégués des différents ministères.

Le principe qui présida aux travaux de la commission fut la suppression de l'autorisation préalable du gouvernement; mais, si le principe de liberté était proclamé en théorie, de nombreuses restrictions lui furent apportées en pratique, et le nombre d'exceptions est si grand que l'on peut dire que la règle générale n'est pas la liberté. C'est ainsi qu'entre bien d'autres, les Sociétés de

Crédit ou de banque restent soumises à l'autorisation. Cette méfiance systématique souleva de nombreuses protestations et l'on retrouve dans une *Revue internationale* de l'époque (1) l'écho si bien fondé de ces réclamations. « Nous avouons ne pas comprendre, disait-elle, que les sociétés de banque, de crédit et de commission soient l'objet d'une restriction semblable. Les banques sont essentiellement des entreprises privées, reposant exclusivement sur le crédit qu'inspire leur fondateur ou la nature de leurs opérations. L'Etat n'a pas plus à intervenir dans la formation de ces établissements que dans la proportion de leur capital de fondation ou de réserve comparé à l'étendue de leurs engagements. »

Le projet de loi néanmoins fut admis et promulgué quand même. Voyons ses principales prescriptions :

En premier lieu, en ce qui regarde le montant des actions, tandis qu'en règle générale il n'y a pas de taux fixe en matière de société de banque, les actions ne doivent pas être inférieures à 250 roubles (2).

Pour l'autorisation, les sociétés de banque sont par exception approuvées et autorisées par le ministre des finances seul si leur capital ne dépasse pas cinq millions de roubles, alors que,

(1) *Revue britannique*, septembre 1872, page 247.

(2) *Code russe*, traduit par J. Tchernow, l. I^{er}, titre III.

dans le droit commun, les demandes d'autorisation de sociétés, quel que soit le capital de ces dernières, sont bien adressées au ministre compétent, mais celui-ci doit soumettre sa décision au comité des ministres.

Pour le versement sur le montant des actions, la loi russe ne fixe pas un minimum légal, mais, en matière de constitution de sociétés de banque par actions, il faut que 50 % du montant total de la somme souscrite soient versés, et l'actionnaire qui a manqué à l'obligation de verser le paiement partiel du prix de son action pendant les délais, fixés soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, publiée au moins trois mois avant l'échéance, perd tous ses droits à l'obtention d'une action. Les sommes déjà versées par lui sont attribuées à la société, qui de la sorte acquiert le droit de remplacer les certificats provisoires qui lui ont été remis par d'autres qui seront délivrés au nouvel acquéreur.

Il résulte de cet examen rapide à travers les quelques législations que nous venons d'envisager que les sociétés de banque ont, pendant longtemps et à divers degrés, excité la méfiance des gouvernements. La banque, qui si longtemps fut mystérieuse et dont les générations antérieures constatèrent sans toujours bien se les expliquer les effets considérables et souvent funestes dans la vie économique, ne put se garder d'ins-

pirer au législateur la crainte mal définie d'institution financière qui serait trop puissante et point réglementée.

En France, cet état d'esprit se traduit par le refus obstiné d'accorder l'anonymat aux sociétés formées pour cet objet. Ailleurs, ce furent des prescriptions plus rigoureuses encore. De nos jours cependant, à mesure que l'on se rend mieux compte qu'en définitive, les sociétés de banque ne sont autre chose que des sociétés de commerce, vendant et achetant une matière spéciale, le crédit, ces sentiments de défiance et de crainte tendent à disparaître ; et, dans la plupart des législations, notre pays étant du nombre, les sociétés de banque ne sont pas soumises à des prescriptions plus sévères que les autres : elles sont dans le droit commun.

§ II. — Les Sociétés de Crédit devant l'impôt.

C'est envisager la situation juridique des Sociétés de Crédit sous une autre forme que d'étudier les impôts considérables qu'elles sont tenues d'acquitter. En dehors des charges ordinaires, telles que la contribution foncière et celle des portes et fenêtres par exemple, qui les atteignent au même titre que tous les autres contribuables, elles en supportent encore un certain nombre.

C'est d'abord un droit d'enregistrement ; ce droit est proportionnel, et a été fixé par la loi du 28 avril 1893 à 0 fr. 25 par 100 francs.

Une deuxième catégorie d'impôts est constituée par les droits de timbre, de transmission et une taxe sur le revenu.

Les droits de timbre ont été établis par la loi du 5 juin 1850. Ils sont dus sur le capital nominal des titres, à raison de 1 % pour les actions d'une durée supérieure à dix ans et de 1/2 % pour les actions d'une durée inférieure. Quant aux obligations de toute catégorie, elles sont taxées à 1 %. Ce droit peut être acquitté ou en une seule fois ou par abonnement.

Les droits de transmission sont destinés à atteindre la circulation des titres, tandis que les droits de timbre sont dus à raison de leur émission. Leur mode de perception varie suivant que les titres sont nominatifs ou au porteur. Ils sont de 0 fr. 50 % de la valeur négociée pour les titres nominatifs et sont perçus lors de chaque transfert ou conversion. Pour les titres au porteur, le droit est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 0 fr. 20 % de la valeur du titre fixée d'après le cours moyen de l'année précédente.

La taxe sur le revenu fut établie par la loi du 29 juin 1872. Fixée d'abord à 3 %, elle fut élevée par la loi de finance du 26 décembre 1890 à 4 %. Cette taxe est perçue sur les intérêts des bons à échéance, sur les actions, les obligations et généralement sur tous les emprunts de sociétés. Son assiette est donc infiniment plus large que celle du droit de transmission et de timbre.

Une troisième catégorie d'impôts et la plus importante à coup sûr, c'est la contribution des patentes, à laquelle tous les commerçants sont assujettis.

Instituée en 1791, réorganisée plusieurs fois depuis et en dernier lieu par la loi du 15 juillet 1880, la contribution des patentes comprend deux éléments : un droit fixe et un droit proportionnel.

Le droit fixe varie, selon trois tableaux, dont le troisième, tableau C, nous intéresse seul. C'est là que sont inscrites « les sociétés formées par actions pour opérations de banque, de crédit, d'escompte, de dépôt, comptes courants, etc. ». Le droit fixe qui leur est applicable est de 0 fr. 30 % du capital versé ou non versé ; mais, comme, dans le tableau C, il n'est pas tenu compte comme dans les tableaux A et B de la population des villes où la profession est exercée, il est ajouté au tableau C, sous l'article concernant les Sociétés de Crédit, que, dans le cas où l'ensemble des droits fixes et proportionnels, calculés conformément au tableau C, serait inférieur au total qui résulterait de l'application du tarif du tableau A ou du tableau B selon la nature des professions exercées, ce serait le tarif de ces derniers tableaux qui devrait être appliqué.

Or, d'après le tableau B, la patente des banquiers ou par assimilation des Sociétés de Crédit doit être fixée ainsi qu'il suit :

1° Un droit fixe, qui comprend à son tour :

a) Un droit fixe proprement dit ; à Paris, 2,000 francs, rehaussé de moitié pour les banquiers dont les opérations comprennent l'émission des titres d'Etats étrangers, de sociétés, compagnies ou villes étrangères et pour ceux qui se chargent du paiement des intérêts ou dividendes des dits titres pour le compte de ces mêmes Etats, sociétés, compagnies ou villes. Ce qui fait que, pour les Sociétés de Crédit qui se livrent à ces opérations, le droit fixe est de 3,000 francs.

b) Une taxe de 50 francs par personne en sus du nombre de cinq employés et au-dessous de mille, que ces employés soient attachés aux écritures, caisses, surveillance, achats ou ventes intérieures et extérieures. Cette taxe est rehaussée de moitié pour les banquiers dont les opérations comprennent l'émission de titres d'Etats étrangers. En outre, elle est doublée pour les établissements ayant un nombre d'employés supérieur à mille. Les Sociétés de Crédit sont naturellement de ce nombre.

2° Un droit proportionnel, qui est du dixième de la valeur locative.

Enfin, au droit de patente s'ajoute une imposition additionnelle pour les dépenses annuelles de la Chambre de commerce, pour la création de la Bourse de commerce de Paris et le dévelop-

pement de l'enseignement professionnel et commercial.

C'est ainsi que les Sociétés de Crédit sont soumises à un ensemble d'impôts dont l'importance est considérable. La part qui leur a été réservée dans le concours que tous les organismes doivent apporter aux charges de l'Etat a, du reste, toujours été en augmentant.

Nous empruntons au compte rendu du congrès des valeurs mobilières qui a publié sous la signature de M. Dorizon, directeur général de la Société Générale, la statistique de cette progression en ce qui concerne cet établissement.

La Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie payait :

en 1875	449.289	francs d'impôts
1880	508.341	—
1885	831.523	—
1890	951.162	—
1891	1.075.684	—
1899	1.436.621	—

On voit l'augmentation continue des charges. La Société Générale, il est vrai, voyait dans le même temps s'augmenter aussi et dans une notable proportion l'importance de ses affaires et le nombre de ses succursales.

Quoi qu'il en soit, les développements ne furent pas en rapport avec la progression des charges.

C'est ainsi que la proportion entre le dividende et l'impôt payé par la Société était :

en	1875	de	10.66 %
	1880		11.58 %
	1885		29.14 %
	1890		33.18 %
	1895		38.81 %
	1899		36.80 %

Si l'on ajoute aux contributions directes les perceptions de l'enregistrement, l'impôt sur les opérations de bourse et le montant des timbres-poste non remboursés par la clientèle (358,513 francs en 1898), on obtient un chiffre bien plus considérable encore, et, « tandis qu'en 1868, dit M. Dorizon, les impôts payés par la Société Générale ne figuraient au bilan que pour 139,417 francs, nous voyons, en 1898, les contributions diverses s'élever à 2,284,000 francs et représenter près de 80 % du dividende distribué et 7,13 % du capital versé. L'augmentation des impositions ayant été progressive et nullement proportionnée aux bénéfices, on aperçoit combien les prélèvements du fisc ont réduit les excédents des recettes à répartir entre les actionnaires. »

Aussi, le congrès des valeurs mobilières tenu à Paris en 1900, après avoir fait remarquer les charges énormes que subissaient les Sociétés de Crédit et après avoir noté que l'actionnaire qui en dernière analyse perçoit les plus forts dividendes n'est autre que l'Etat, a émis le vœu que

les impôts qui frappent ces institutions soient sensiblement diminués, leur répercussion sur le commerce et l'industrie étant indéniable.

A l'étranger, les charges des Sociétés de Crédit sont aussi fort importantes.

En Allemagne, les impôts sont perçus sur le bénéfice réalisé. Comme presque partout ailleurs, ils sont de deux sortes : impôt direct et indirect. Les impôts directs se subdivisent eux-mêmes en impôts d'Etat, dont la proportion est de 4 % sur le bénéfice, déduction faite de la somme nécessaire à un service d'intérêts de 3 1/2 % au capital versé, et impôts communaux, dont le total est de 4 % sur les bénéfices sans aucune espèce de déduction.

A côté de ces impôts directs, sont les indirects, comprenant un droit de timbre variant entre 1 et 6 % du capital pour les obligations, 1 et 11 % pour les actions et un impôt sur les opérations de bourse, qui est de 2/10 % du montant de l'opération.

En Italie, les Sociétés de Crédit sont soumises à quatre sortes d'impôts :

1° Un impôt de circulation de 1,80 % sur le montant du capital versé ;

2° Un impôt de 10 % sur le revenu ;

3° Un impôt de 15 % sur les intérêts des comptes courants de dépôt que les sociétés de banque ont la faculté de faire peser sur le dépositaire, mais qu'elles gardent généralement à leur charge ;

4° Un impôt de 10 % sur le traitement des employés.

Enfin, en Russie, les titres des sociétés russes et étrangères sont soumis à un droit de timbre perçu d'après un tarif gradué qui varie depuis quinze kopecks pour les titres de cinquante roubles et qui va jusqu'à dix roubles pour les titres de cinq mille roubles.

Le droit de timbre est perçu au moment de l'émission des titres russes ou de l'entrée en Russie des titres étrangers.

Il existe enfin un impôt sur le revenu, qui est de 5 % du revenu payé.

Partout, en résumé, les impôts qui frappent les Sociétés de Crédit sont élevés, et, notamment en ce qui concerne la France, ils paraissent exorbitants. Les Sociétés de Crédit sont devenues un rouage indispensable à la vie économique moderne. Il importe que des charges trop lourdes et inconsidérées ne viennent pas, en augmentant leurs dépenses, arrêter leur essor.

CHAPITRE IV

Opérations des Sociétés de Crédit.

Quels que soient le nombre et la variété des opérations de banque, il semble possible de les ramener à deux grandes catégories différant assez sensiblement l'une de l'autre pour ne pas être confondues.

La première de ces catégories comprend les opérations de crédit proprement dites; la deuxième, les opérations à commission. Ces dernières, effectuées simplement pour le compte de tiers, en leur lieu et place, bien plus dans le but éloigné d'augmenter et de s'attacher une nombreuse clientèle que dans le dessein d'en retirer un bénéfice immédiat. Ces deux catégories d'opérations ont pris dans les Sociétés de Crédit une très grande importance. Nous les examinerons tour à tour.

§ 1^{er}. — Opérations de Crédit proprement dites.

Ces opérations viennent toujours se résumer en définitive en emprunts et en prêts. Les sommes reçues d'une façon ou d'une autre par le banquier constituent l'ensemble de ses engagements avec des tiers. L'emploi qu'il fait de ces

sommes constitue l'ensemble des obligations des tiers envers lui ; mais, tandis que l'entrée de tout cet argent dans la caisse du banquier est forcément incertaine et s'opère par intermittences, l'exécution des engagements qu'il a pris est toujours réclamée à une date fixe pour une somme déterminée.

Le grand principe qui préside aux opérations de crédit en matière de banque peut s'exprimer en quelques mots : « Employer toutes ces disponibilités en restant toujours en mesure de satisfaire aux exigibilités. » C'est-à-dire ne laisser à aucune minute les capitaux reçus inemployés et pouvoir, d'autre part, satisfaire immédiatement et sans peine aux demandes de remboursement.

C'est dans ce périlleux équilibre que consiste l'art de la banque ; c'est toujours suivant ce principe qu'elle doit régler ses opérations. Donc, dans la constitution d'une banque et plus particulièrement dans les Sociétés de Crédit dont nous nous sommes proposé l'étude, la nature et la condition des dépôts sont les premiers et les principaux objets.

Ces grandes banques, en effet, n'opèrent pas seulement sur les capitaux ; ceux qui leur appartiennent en propre sont insuffisants et forment le plus souvent une portion médiocre des sommes mises en œuvre. Elles reçoivent et utilisent en grande masse les fonds disponibles des capitalistes. Le public trouve un double avantage à

déposer ses capitaux dans les sociétés dont la bonne marche est certaine et le crédit incontesté. D'abord, il met sa fortune à l'abri, car elle est là garantie contre tous risques de vol et de pertes de toute nature. Ensuite, tout en la conservant à sa disposition, il en retire un intérêt.

Cet intérêt est très variable, il se modifie avec la durée du dépôt, les usages du pays, l'importance du client, la situation du taux de l'intérêt. Mais la raison principale des variations des commissions des dépôts, c'est le temps pour lequel les fonds sont déposés. Ils peuvent, en effet, être remboursables ou sur demande ou à terme.

Les dépôts remboursables sur demande se nomment dans les Sociétés de Crédit comptes de chèques ; ils portent intérêt jour par jour et cet intérêt est le plus souvent fixé à $1/2$ ‰. Un carnet de chèques est généralement délivré au titulaire du compte et il lui suffit, pour retirer tout ou partie de son argent, d'inscrire sur un des feuillets de son carnet la somme qu'il désire toucher. Les versements et les paiements en compte de chèques peuvent être effectués à n'importe quel guichet et chez tous les correspondants de la société, de sorte que la personne qui se fait ouvrir un compte au Crédit Lyonnais, au Comptoir d'Escompte ou à la Société Générale se trouve, par ce seul fait, avoir pour correspondants tous ceux de la société, toutes ses agences et tous ses bureaux de quartier.

On voit de quelle utilité sont pour tous de pareils dépôts et quels services ils sont en mesure de rendre au commerce et à l'industrie.

A côté de ces dépôts remboursables sur demande, il y a des dépôts remboursables à terme, qui comprennent à leur tour des dépôts remboursables à sept jours de préavis et des dépôts à échéances fixes.

Les titulaires de comptes de dépôt à sept jours de préavis peuvent effectuer les mêmes opérations que les titulaires de comptes de chèques ordinaires et aux mêmes conditions. L'intérêt de ces comptes est un peu plus élevé que celui des comptes de chèques; il est ordinairement de 1 %. Les retraits totaux ou partiels ont lieu à la volonté du déposant avec une reprise de valeur de sept jours au bénéfice de la société, celle-ci pouvant exiger toujours un préavis de sept jours francs.

Quant aux comptes de dépôt à échéance fixe, ils ont une durée variable entre un et cinq ans, au gré du déposant. La banque remet généralement en échange des espèces déposées un titre qui n'est autre chose qu'un engagement au porteur ou à ordre. Ces engagements sont munis de coupons semestriels payables au porteur; on les appelle des bons.

Ces dépôts peuvent être de 100, 500, 1,000, 10,000 et 25,000 francs, donnant lieu à un intérêt variant avec la situation du marché et qui est

actuellement fixé par la Société Générale pour les dépôts faits à ses guichets à :

3 1/2 % si le dépôt est de 3 à 5 ans.

2 1/2 % — 2 ans à 35 mois.

2 % — 1 an à 23 mois.

L'ensemble des dépôts à vue ou à terme atteint à l'heure actuelle, pour les Sociétés de Crédit réunies, la somme énorme de 2 milliards 319 millions.

Ils proviennent de trois sources différentes.

Tout d'abord, de l'excédent momentané des fonds de tel ou tel commerçant sur ses besoins présents ou des recouvrements que la société a faits pour son compte et qu'il n'a pas encore réclamés.

Ils proviennent ensuite de la partie des revenus déjà touchée qui n'est pas absorbée par la consommation immédiate et qui, ne devant l'être que progressivement, sera retirée au fur et à mesure des besoins. Ils sont produits en troisième lieu par les épargnes nouvellement formées pour lesquelles on n'a point encore trouvé de placement définitif, soit qu'on les estime encore insuffisantes, soit qu'on les garde en réserve pour des éventualités prévues ou imprévues.

Voilà pourquoi ces dépôts faits aux Sociétés de Crédit ont une extrême mobilité. Le gouvernement voudrait les réglementer et les contrôler. On trouve que leur chiffre de deux milliards et demi est trop élevé, on dit que ce sont là des

capitaux qui dorment et que les chefs des sociétés les emploient à leur guise.

Or, si, en matière de dépôts, on avait un reproche à faire à nos Sociétés de Crédit, « ce serait, dit M. Leroy-Beaulieu, de n'en avoir point assez ». L'abondance des dépôts est, au contraire, la preuve de l'activité des capitaux (1).

Dans les pays qui nous environnent et qui font preuve d'une activité et d'une prospérité économique incontestables, ils atteignent des chiffres beaucoup plus élevés.

En Angleterre, en 1899, les dépôts et comptes courants étaient de 624 millions 715 livres sterling, soit 15 milliards 620 millions de francs, sept fois plus qu'en France.

Aux Etats-Unis, les dépôts atteignaient la même année 5 milliards 741 millions de dollars, soit 28 milliards de francs, treize ou quatorze fois plus qu'en France.

Il est très regrettable qu'en France beaucoup de personnes gardent encore leur argent chez elles. Les capitaux déposés dans les Sociétés de Crédit ne dorment pas, mais, bien au contraire, forment une grande partie du fonds de roulement du commerce, étant pour la plupart employés en escompte, reports et prêts sur titres.

Il faut reconnaître cependant que ces dépôts offrent des dangers de panique ; en un moment

(1) *Journal des Economistes*, 13 avril 1901.

de crise, il est certain que le public pourrait réclamer aux guichets de nos Sociétés de Crédit les dépôts, qu'il aurait le droit d'exiger. Il est vrai que cet inconvénient peut être pallié en grande partie par la société. D'abord, en constituant une forte réserve; ensuite en fixant une proportion entre le capital, soit versé, soit souscrit, et le montant des dépôts qu'elle peut recevoir; enfin, en interdisant la mise au porteur des actions avant leur libération intégrale. Les Sociétés de Crédit qui prendraient ces mesures préventives de sécurité n'auraient probablement que peu de chose à craindre d'une crise économique et d'une demande immédiate et imprévue de capitaux.

Dans son goût prononcé pour la réglementation de toutes choses, le gouvernement allemand a cru devoir, par une loi, assurer la sécurité des dépôts. Aux termes du code de commerce allemand, toute personne qui, en raison de la profession qu'elle exerce, reçoit en dépôt ou en gage des actions, des parts d'entreprise ou autres valeurs cessibles, est obligée :

1° De conserver ces valeurs séparées de ses propres titres ou de ceux des tiers avec l'indication extérieure et facilement reconnaissable du nom de chaque déposant ou emprunteur sur gages.

2° De tenir un livre de commerce sur lequel les valeurs de chaque déposant doivent être ins-

crites, en mentionnant la nature des titres, leur valeur nominale, leur numéro et leurs signes distinctifs.

Pour que le dépositaire puisse rendre au déposant autre chose que les titres ou valeurs déposées, il faut une autorisation expresse et écrite du déposant. Le commissionnaire qui reçoit l'ordre d'acheter des actions ou autres valeurs cessibles doit, dans les trois jours, remettre au commettant un bordereau contenant la nomenclature des titres achetés avec indication de leur nature, valeur nominale, numéro et autres signes distinctifs. La transmission des bordereaux transfère au commettant le droit de propriété sur les valeurs qui y sont mentionnées.

Si un commerçant dispose à son profit ou au profit de tiers des valeurs qui lui ont été remises en dépôt, il est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de cinq mille marks. De la sorte, si un commerçant est déclaré en faillite, les dépôts ne sont pas inscrits dans la masse.

Ces peines sont applicables aux membres du conseil d'administration des sociétés par actions s'ils ont commis un acte tombant sous le coup de la loi en ce qui concerne les valeurs se trouvant ainsi en possession de la société. Si la société a suspendu ses paiements ou si elle est en faillite, les administrateurs sont punis de deux ans de prison s'ils ont compris dans la masse les valeurs achetées ou échangées pour le compte

d'un déposant, et des travaux forcés si, ayant conscience de l'insolvabilité de la société, ils se sont appropriés illégalement les valeurs appartenant à autrui et qui auraient été reçues en dépôt par la société agissant comme dépositaire, créancier gagiste, ou comme commissionnaire.

Telle est la loi allemande en matière de dépôts en banque. En France, aucune réglementation spéciale n'est venue limiter ni entraver les libres conventions des parties. Nous devons nous en féliciter. Le dépôt en banque est soumis chez nous aux règles générales que le Code civil a édictées sur la matière.

A côté du dépôt proprement dit, nos grands établissements de crédit reçoivent une portion considérable de leurs capitaux par les comptes courants créditeurs. Comme toutes les banques de commerce, en effet, ils ouvrent des comptes courants à leur clientèle ; les conditions en sont variables et sont réglées personnellement d'après les nécessités de la concurrence, la situation du commerçant, l'abondance et la rareté des capitaux. Ces comptes courants se présentent dans la réalité sous trois aspects différents.

Ou bien ils sont créditeurs, et, dans ce cas, ils constituent pour le banquier un véritable dépôt ; ou bien ils sont débiteurs, et c'est ici le banquier qui doit apporter son crédit au titulaire du compte par les avances qu'il lui fait. Ou enfin ils peuvent être alternativement créditeurs et débiteurs.

Les Sociétés de Crédit n'admettent point les comptes courants débiteurs, et, lorsque, pendant un certain temps, elles on dû faire des avances à un client sans que celui-ci rétablisse jamais l'équilibre en faveur de la société, celle-ci préfère rompre ses relations avec lui et fermer son compte. Pour ce qui est des comptes courants alternativement créditeurs et débiteurs, nos grands établissements sont bien obligés de les tolérer, la concurrence acharnée qu'ils se font entre eux les obligeant à de mutuelles concessions pour le plus grand profit du commerce et de l'industrie. En principe cependant, ils n'admettent que les comptes créditeurs ; ils exigent que leurs déboursés soient couverts par des remises équivalentes de papier de commerce, ils l'obtiennent du reste le plus souvent. C'est ainsi que, si on considère le bilan du Crédit Lyonnais en 1900, on trouve :

Comptes courants créditeurs.	631,000,000 fr.
Comptes courants débiteurs.	<u>413,000,000</u>
soit une différence de.	218,000,000 fr.
au profit de la société.	

L'importance de ces comptes est indiscutable, et l'on peut dire qu'avec les dépôts et bons à vue, ils forment la base des opérations des établissements que nous étudions.

Si nous nous sommes si longuement étendu sur cet objet, c'est que, comme nous l'avons dit, il forme le premier terme de l'opération de crédit

en matière de banque et plus particulièrement en matière de Sociétés de Crédit, que l'on appelle souvent et très exactement sociétés de dépôt.

Nous venons de voir de quelle façon et à quelles conditions les capitaux, titres ou espèces, entrent dans ces établissements; voyons comment et sous quelle forme ils en sortent.

C'est le second terme des opérations de crédit.

L'escompte est à coup sûr la plus importante de toutes. « C'est la déduction d'une certaine somme prélevée sur le montant d'une valeur payable à une époque ultérieure (1). » Il constitue l'emploi par excellence des fonds des banquiers, notamment de ceux qui leur viennent d'autrui, qui peuvent leur être réclamés à chaque instant et qu'ils ont reçus en dépôt. L'escompte commercial, le seul que les sociétés et les banques fassent en principe, n'est pas du crédit personnel mais du crédit réel. Il a pour base et pour gage une opération de commerce effective. Les Sociétés de Crédit ne se livrent pas à ce que l'on appelle les opérations d'acceptation, opérations qui consistent à autoriser un particulier à tirer une traite sur la société, et, après avoir obtenu en garantie de paiement la signature de cette société, à aller chez un autre banquier faire escompter cette traite. Cette opération n'est autre chose que du crédit purement personnel que ne

(1) Raphaël Georges Lévy.

gage aucune transaction commerciale, et les sociétés de banque que nous envisageons se gardent d'entrer dans une voie aussi dangereuse.

En dépit de nombreuses exceptions de fait, elles refusent également à l'escompte en principe et pour la même raison le papier dit de complaisance tiré par Pierre sur Paul, accepté par ce dernier, quoique Paul ne doive rien à Pierre.

Avec l'escompte, les Sociétés de Crédit font des avances sur titres à des commissions variables qui s'établissent à leurs guichets suivant l'importance des opérations et la nature des titres. La durée des avances est généralement de trois mois. Elles sont renouvelables après accord préalable.

Les banques trouvent un troisième emploi de leurs capitaux disponibles dans les comptes courants débiteurs. Ordinairement, les banquiers n'ouvrent pas de compte courant à découvert, c'est une conséquence du principe qui fait refuser à l'escompte tout billet basé seulement sur le crédit personnel d'un client. Cependant, en certains cas, et pour des clients exceptionnellement bons, les grandes sociétés consentent ces avances. Généralement, selon leur crédit et la surface qu'ils présentent, ces clients sont autorisés à avoir un découvert dont la somme est fixée à l'avance et qui ne doit pas être dépassée.

Les comptes courants renferment trois éléments : recouvrement, escompte, dépôt. Ils don-

nent par conséquent lieu à des commissions de recouvrement au taux préalablement convenu, à un compte d'escompte pour l'intérêt à courir sur les remises faites, enfin au compte courant proprement dit, c'est-à-dire au compte d'intérêt réciproque sur les sommes versées et dues de part et d'autre.

Tantôt le compte d'intérêts court seulement au profit du banquier, tantôt il court aussi au profit du client quand celui-ci est créancier; mais généralement l'intérêt que prélève le banquier lorsque son client est débiteur est plus grand que celui qu'il sert à ce même client lorsqu'il est créancier. Tout ceci fait l'objet de conventions personnelles et variables.

Un avantage très considérable de ces comptes ainsi ouverts en très grand nombre, c'est de permettre les virements. Lorsque deux clients d'une même banque ont des fonds déposés chez elle et lorsque l'un d'eux est débiteur de l'autre, le paiement s'effectue par un simple changement d'écritures en portant au débit du compte du débiteur la somme due au créancier et en créditant le compte de ce dernier de la même somme.

Grâce au nombre très considérable des succursales des Sociétés de Crédit et à l'étendue de leur clientèle, ces paiements rapides et sans frais sont devenus d'un courant usage. Les règlements de comptes sont encore facilités dans les Sociétés de Crédit par des chèques directs que celles-ci

délivrent sur leurs agences et correspondants permettant d'envoyer ainsi sans déplacements d'espèces des fonds en province et à l'étranger. Ces établissements, de plus, délivrent à leur clientèle des lettres circulaires et des billets de crédit, payables dans toutes leurs agences et chez tous leurs correspondants de France et de l'étranger. Les billets circulaires sont par coupures de 200, 500 et 1,000 francs. Ils sont délivrés au pair et sans commission. Le client n'a de frais à payer que s'il fait usage des billets. On voit immédiatement que le bénéfice de la banque réside ici dans l'intérêt que lui donneront les fonds depuis le moment où ils ont été déposés jusqu'à celui où ils seront retirés en tout ou en partie.

Telles sont les opérations de crédit proprement dites qui sont les plus fréquentes dans nos établissements de crédit. Ce sont celles qui par milliers se répètent journallement à chacun de leurs guichets.

Dans le même ordre d'idées, il en est de plus importantes, d'une difficulté plus grande, que la direction elle-même de la société se réserve, nous voulons parler des opérations de change et d'arbitrage.

Le change n'est autre chose que la transformation de la monnaie d'un pays dans la monnaie d'un autre. C'est l'opération par laquelle un Français débiteur en Angleterre transformera sa monnaie française en monnaie anglaise. Cepen-

dant, dans les paiements que l'on a à faire, on n'envoie généralement pas d'espèces, mais du papier de commerce qui les représente. Les banquiers effectuent ainsi le plus souvent les compensations de dettes et de créances entre les diverses places de commerce, leur bénéfice provient de la différence des cours de la monnaie dans les deux pays.

Le cours du papier lui-même varie. Aussi s'établit-il sur les changes un trafic pareil à celui des marchandises et qui consiste à acheter les effets de commerce qui sont dépréciés sur certaines places pour les revendre sur d'autres places où ils sont recherchés, c'est une opération d'arbitrage. D'une façon plus générale, on peut la définir : la vente et l'achat simultané sur deux places différentes d'une même valeur, lettre de change, actions ou obligations. Le bénéfice résulte pour l'arbitragiste de la différence entre le prix de la valeur sur la place où il achète et le prix de cette même valeur sur la place où il vend.

Ces opérations demandent beaucoup d'intelligence et une très grande décision, elles ne sont possibles en effet qu'à la condition d'être pratiquées à l'instant où elles sont conçues et sans aucun retard. « Les arbitrages sont considérés dans le monde commercial comme constituant par excellence le commerce de banque, dont ils sont en effet la plus haute expression (1). »

(1) Courcelle Seneuil.

§ II. — Opérations à commission.

Nous avons vu qu'à côté des opérations proprement dites, les grandes banques de dépôt se livraient aux opérations à commission. Dans ces dernières, leur crédit n'est nullement engagé ; ce sont de simples services qu'elles rendent à la clientèle et aux particuliers, moyennant une rémunération le plus souvent très légère. La concurrence les oblige en effet à rendre ces services à leurs clients pour les prix les plus minimes, elles ne peuvent arriver à en retirer quelque avantage que par la perfection de leur outillage qui réduit leurs frais à la plus simple expression, et par la multiplicité de ces opérations elles-mêmes.

Les plus importantes et celles qui apparaissent comme vraiment fructueuses sont les négociations d'emprunts et d'actions. Nos grands établissements de crédit se sont pour ainsi dire donné le monopole de ces émissions. Pas d'emprunt émis par le gouvernement dont les titres ne passent par leurs guichets, pas de société nouvellement fondée ou en voie d'agrandissement qui ne leur demande d'intervenir auprès du public dans le placement de ses actions ou de ses obligations.

Cette intervention se fait de deux manières.

Ou bien les Sociétés de Crédit restent simples intermédiaires entre les émetteurs et les ache-

teurs et perçoivent pour ce service une commission stipulée à l'avance.

Ou bien elles achètent elles-mêmes aux émetteurs à un prix inférieur au taux d'émission les titres de rente, actions ou obligations, et elles les revendent ensuite au public à leurs risques et périls. Dans ce dernier cas, elles peuvent être très exactement assimilées aux commissionnaires en marchandises.

D'autre part, la plupart des établissements de crédit assurent les porteurs d'obligations remboursables au pair par voie de tirage au sort contre ce remboursement. Ne sont naturellement susceptibles de cette assurance que les obligations ayant dépassé le pair. La prime à payer varie avec le chiffre représentant la différence entre le taux de l'obligation et sa valeur au pair et aussi avec le nombre des obligations restant à rembourser.

Ces banques font aussi des recouvrements pour le compte de leurs clients, elles font présenter à l'échéance ou à l'acceptation les valeurs qui leur sont remises et se chargent d'en compter le montant si elles sont payées, ou, si elles ne le sont pas, de faire en temps opportun les actes conservatoires des droits du remettant. Pour prix de ces services, elles perçoivent une commission sous deux formes différentes : ou bien elles conservent pendant un temps déterminé, qui varie entre deux et huit jours selon les conventions

mais qui est généralement de cinq jours, la jouissance des fonds recouvrés ; ou bien elles perçoivent directement une commission de tant pour cent sur le chiffre des recouvrements. En ce qui concerne la jouissance des fonds recouvrés pendant un certain temps, les délais laissés aux banquiers pour ces opérations varient avec la nature des effets remis à l'encaissement. Si le papier est banquable, les délais sont de deux à huit jours et de huit à quinze si c'est du papier déplacé.

Les Sociétés de Crédit exécutent encore pour le compte de leurs clients des ordres de bourse, elles se chargent d'en assurer et d'en surveiller l'exécution, soit à Paris, soit sur les marchés en province et à l'étranger. Elles retirent généralement leur bénéfice, d'une part, en prélevant d'abord une commission légère calculée à tant pour cent du chiffre des ordres donnés, d'autre part, en débitant les clients de leurs achats valeur de la veille et en les créditant du produit de leur vente valeur à cinq jours.

Elles font toutes opérations sur titres : souscriptions, versements, libérations, moyennant provision. Leur commission est le plus souvent de 1 franc par 1,000 francs de capital ; ou fraction de 1,000 francs, avec minimum de 1 franc. Quand les titres sont en dépôt dans les caisses de la société, ces opérations sont généralement effectuées sans frais.

Elles se chargent des échanges, renouvelles-

ments, conversions, transferts, mutations, dépôts et retraits de titres, remboursement d'avances dans les banques et compagnies, encaissement de titres nominatifs amortis, etc., etc. Leurs commissions sont généralement de 0 fr. 25 c. pour 1,000 francs avec un minimum de 1 franc, sauf difficultés particulières à l'accomplissement de ces opérations, auquel cas la commission est plus élevée. Elles paient sans aucun frais les coupons et les titres au porteur remboursables d'un grand nombre de valeurs.

Les Sociétés de Crédit, en outre, effectuent la garde des titres. Elles reçoivent en dépôt, moyennant un droit de garde, les titres de toute nature, français ou étrangers, au porteur ou nominatifs, qui leur sont remis par leurs clients titulaires de comptes de chèques. Les arrérages, intérêts et dividendes des valeurs déposées sont encaissés gratuitement et portés au crédit du compte du déposant, valeur cinq jours après l'encaissement. Elles délivrent des récépissés portant les numéros des titres déposés. La commission varie selon la nature et la valeur du titre.

Enfin, ces sociétés ont institué pour chacune d'elles un service de garantie contre les risques de remboursement au pair, par suite de tirage au sort et contre les risques de non vérification des tirages.

D'autre part, elles ont installé dans leurs im-

meubles de vastes coffres-forts, dont les compar-
timents sont mis à la disposition du public
moyennant un droit de location.

Enfin, pour compléter cette énumération déjà
longue, les Sociétés de Crédit renseignent leur
clientèle sur toutes les combinaisons d'assurance-
vie, incendie, accidents, etc., et servent d'inter-
médiaire auprès des Compagnies.

Elles procurent à leurs clients des renseigne-
ments financiers et servent de correspondant à
leur clientèle dans les opérations courantes tou-
chant leurs intérêts.

Telles sont les opérations si diverses et si
variées que, moyennant une rétribution minime,
ces grands établissements effectuent. C'est bien
plus par leur nombre que par le prix qu'ils pré-
lèvent individuellement sur chacune qu'ils arri-
vent à réaliser des bénéfices.

Ces opérations n'ont rien à voir avec le crédit,
elles sont la spécialisation de certaines opéra-
tions de commerce et les commissions que l'on
prélève sont le prix d'un service rendu.

En résumé et d'une façon générale, soit que
l'on considère les opérations de crédit propre-
ment dites, soit qu'on passe en revue les opéra-
tions à commission qui sont l'œuvre des grandes
sociétés françaises de crédit, on peut dire qu'el-
les sont totalement étrangères à l'idée de spécu-
lation. Au sens courant du mot, par spéculer on
entend en effet jouer à la Bourse et réaliser par

là de prompts et gros bénéfices. Or, ni l'escompte, ni les arbitrages, ni les opérations à commission ne comprennent cette idée.

Leur industrie repose sur des risques contre lesquels elles doivent se prémunir au même titre que se prémunissent tous ceux qui, dans des industries diverses, concourent au développement de la vie économique. Leur objet est spécial, il est vrai, mais en réalité nous ne voyons pas une différence plus grande entre l'industrie de la banque et l'industrie textile, par exemple, qu'entre cette industrie textile et l'industrie métallurgique. Toutes sont des branches distinctes mais parallèles de la production, toutes se proposent l'appropriation des choses nécessaires aux besoins de l'humanité ; leur utilité est aussi grande, leur objet aussi respectable, leurs bénéfices aussi légitimes.

CHAPITRE V

Développement et rôle économique des Sociétés de Crédit dans le monde moderne. — Situation de la banque privée vis-à-vis de ces institutions.

En 1864, M. Wolowski, dans son cours au Conservatoire des Arts et Métiers, rappelant les paroles de Napoléon sur la pénurie d'hommes compétents en matière de banque, se demandait avec scepticisme si rien n'était changé dans cet état de choses ?

Rien peut-être ne l'était encore d'une façon évidente, tout allait le devenir.

C'est vers cette époque, en effet, que naquirent la plupart des Sociétés de Crédit. L'engouement du public pour ces nouvelles institutions fut à la fois si soudain et si grand qu'en peu de temps elles se créèrent en très grand nombre pour recueillir l'épargne et faire circuler le crédit.

Passées les premières alarmes du début, le monde industriel et commercial s'enthousiasma pour des établissements qui apportaient dans les méthodes de la banque, jusque-là ténébreuses et arriérées, la clarté, la rapidité et l'audace des entreprises modernes.

La cause principale de leur succès se trouve en effet et en premier lieu dans la publicité de leurs opérations, qui permet, soit de constater leur situation prospère, soit d'arrêter le mal avant qu'il se transforme en désastre. Elle se trouve encore dans les avantages tout nouveaux qu'ils procurent aux déposants par le paiement d'un intérêt sur les capitaux déposés.

Au point de vue économique et social, un caractère bien particulier de ces sociétés, c'est qu'elles se sont attachées dès le début à grouper dans une très large mesure tous les capitaux disponibles et pas seulement les capitaux des grands capitalistes, mais aussi ceux qui proviennent de la petite épargne.

Pour ne prendre qu'un exemple, si nous considérons la somme dont le Crédit Lyonnais était dépositaire au 31 décembre 1905, nous arrivons en chiffre rond au total énorme de 1,500,000,000. Or, la moyenne de chacun de ces comptes est de 4 à 5,000 francs seulement, en sorte que cette somme colossale est produite par le concours insensible et pour ainsi dire impalpable d'une multitude de commerçants modestes et de petits rentiers apportant des capitaux individuellement sans importance, mais produisant, par leur nombre et leur centralisation dans une même caisse, une si considérable puissance. C'est là un fait bien caractéristique de notre époque.

Les petits capitaux réunis « ont précisément

représenté l'essor de la démocratie financière contre les anciennes et puissantes maisons que l'on appelait autrefois la haute banque ». La coopération de tous s'est insurgée contre la puissance d'un seul. La haute banque se voit aujourd'hui confinée dans quelques entreprises isolées, dont l'influence se fait de moins en moins sentir dans les affaires générales du pays. C'est la preuve que la situation des sociétés modernes ne comporte aucune espèce de féodalité financière. A des besoins nouveaux des organismes nouveaux se sont adaptés.

On divise généralement, au point de vue théorique, les banques en plusieurs catégories, les Sociétés de Crédit que nous envisageons les englobent toutes, et « l'on peut les considérer comme des sortes de banques mixtes auxquelles toutes les branches des opérations de banque sont familières ; elles ont brisé le vieux moule de la spécialisation et ont suivi en matière financière l'évolution accomplie en matière commerciale par les grands magasins de nouveauté (1). »

Lorsque l'on entre en effet dans l'un des vastes halls de nos Sociétés de Crédit tapissés d'un grand nombre de guichets offrant en de larges affiches toutes combinaisons à l'épargne et toutes facilités au crédit, lorsque l'on considère la

(1) Courcelle Seneuil, revue par André Liesse, p. 320.

foule bruyante et affairée qui les emplit sans discontinuer, on ne peut s'empêcher de les comparer aux établissements, vastes eux aussi, qui, non loin de là, remplis de la même foule, offrent à leurs visiteurs la satisfaction de besoins qui, pour être d'un autre ordre et de nature plus diverse, n'en sont pas moins l'effet et la caractéristique de notre vie économique moderne.

Lorsque l'on considère le rôle économique et social des Sociétés de Crédit, telles que le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte et la Société Générale, qui sont en dernière analyse des sociétés de dépôt, on est amené à examiner dans quelle mesure et sous quelle forme ces sociétés prêtent leur concours au commerce et à l'industrie pour lesquels elles ont été créées.

C'est la question des participations financières.

Elle a été résolue de la même façon au point de vue théorique, sans qu'en pratique les trois établissements considérés aient adopté la même ligne de conduite. On a reproché vivement son attitude à l'un d'entre eux. Interpellé à l'assemblée générale des actionnaires, en avril 1903, pour quelle raison le Crédit Lyonnais ne croyait pas devoir prêter aux affaires industrielles françaises le concours direct des capitaux dont il dispose, M. Germain, alors président du conseil d'administration, trancha catégoriquement la question.

Il répondit que le principe qui régit ces éta-

blissements : la possibilité de réalisation des capitaux, est incompatible avec les immobilisations de la commandite d'affaires industrielles, et, à l'appui de sa thèse, il insista sur une raison de fait : la difficulté de trouver des hommes capables de bien diriger les entreprises qui seraient ainsi suscitées et dont le commanditaire ne saurait se désintéresser.

Les grandes banques de dépôt n'ont pas le droit de faire de l'argent qu'elles reçoivent ce que bon leur semble, elles ne sont pas seulement prêteur d'argent, elles sont tout d'abord emprunteur, et c'est cette seconde fonction qui leur permet de remplir la première. Si les sociétés de dépôt n'avaient que leur capital propre à mettre à la disposition du public, le champ de leurs opérations serait singulièrement étroit et les services qu'elles pourraient rendre rigoureusement limités.

En somme, la banque n'est qu'un intermédiaire entre le public prêteur et le public emprunteur.

L'argent qui lui est ainsi confié ne l'est qu'à la condition expresse qu'il restera à la disposition du prêteur. Ce sont les conditions du prêt qui dictent les conditions de l'emploi de l'argent emprunté. Obligé de restituer à première demande, l'emprunteur ne peut donner à l'argent du public que des emplois réunissant le double caractère de sécurité et de disponibilité. L'es-

compte, les reports, les avances sur garanties, les comptes courants remplissent cette double condition ; il n'en est pas de même de la commandite des entreprises industrielles. C'est donc en vertu d'un principe absolu dont la violation serait souverainement dangereuse que les Sociétés de Crédit doivent s'abstenir de ces participations.

Il est vrai que l'on a objecté que, si une loi économique empêche les établissements financiers que nous considérons d'employer dans l'industrie les dépôts dont ils ont reçu la garde, il n'en est pas de même du capital social de ces établissements.

C'est là cependant une grave erreur.

Le capital social n'est autre chose que la garantie des dépôts. C'est un cautionnement versé par les actionnaires et dont la banque est dépositaire. Or, le dépositaire d'un cautionnement n'est pas libre d'en jouir à tort et à travers. Les établissements de crédit se sont à juste titre préoccupés de maintenir toujours une certaine proportion entre le capital et les dépôts ; ce qui le prouve, c'est qu'à mesure que les dépôts augmentaient, ces sociétés, ou bien émettaient des actions nouvelles, ou bien appelaient une partie des versements non effectués.

Dès lors, les banques de dépôt ne peuvent remplir que d'une façon très insuffisante le rôle de commanditaire.

Le Crédit Lyonnais s'en est résolument gardé ; l'acquisition des titres mobiliers et leur conservation jouent un rôle de plus en plus effacé dans le cours de ses opérations. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les bilans successifs présentés à l'assemblée générale.

Nous y voyons à l'actif que le compte intitulé : « Actions, Bons, Obligations et Rentes », était :

en 1863 de 1 million.

1872	28	—
1874	61	—
1875	6	—
1885	61	—
1890	20	—
1896	15	—
1900	6	—
1905	5 1/2	—

On voit qu'à partir de 1885, ces participations n'ont cessé de décroître. C'est le résultat d'une politique parfaitement définie et très résolue.

La Société Générale et le Comptoir d'Escompte n'ont pas imité d'une façon aussi absolue cette manière de procéder ; l'un et l'autre de ces établissements ont été créés dans le but immédiat de favoriser le développement du commerce et de l'industrie. Ils s'attachent à remplir leur rôle et à donner aux capitaux de placement, dans la mesure où le leur permet la plus rigoureuse prudence, l'impulsion et la confiance nécessaires à ce développement. Au 31 mars 1905, le porte-

feuille réuni des trois établissements que nous étudions était de près de 200 millions.

C'est la Société Générale qui tient le premier rang dans cet ordre d'idées. Si nous passons sous silence quelques affaires anciennes du début qui furent malheureuses, nous devons reconnaître qu'elle ne se trouve pas mal de cet état de choses.

Les résultats qu'elle a obtenus sont dignes de remarque, et permettent de concevoir que les principes si rigoureusement appliqués par le Crédit Lyonnais souffrent dans la pratique quelques prudentes exceptions. On peut admettre qu'une banque de dépôt ait, comme la Société Générale et le Comptoir d'Escompte, un portefeuille Titres et un portefeuille Participation, pourvu que l'immobilisation de capitaux qui en résulte ne dépasse pas un chiffre tel que le capital social cesse de remplir sa fonction de capital de garantie.

La nécessité même de cette prudence laisse la plus large place à d'autres institutions plus indépendantes, plus maîtresses de leurs capitaux, qu'elles soient aux mains d'une société formée dans ce but ou simplement sous la direction d'un banquier privé.

En ce qui concerne ces derniers, les grands établissements de crédit qui, par l'étendue de leurs opérations et le nombre de leurs succursales, semblent devoir écraser toute institution con-

currente n'ont pu détruire entièrement l'industrie de la banque privée. Ils l'ont toutefois considérablement affaiblie et cela par la loi économique qui veut que, dans notre monde moderne, les grandes institutions croissent de plus en plus et deviennent toujours plus absorbantes, tandis que les petites disparaissent ou se fondent dans les grandes.

Le nombre des banquiers privés, dès l'apparition des Sociétés de Crédit, diminua très rapidement en Angleterre et en France. Les difficultés devenaient plus nombreuses, la concurrence des capitaux plus redoutable, les opérations plus compliquées. « Au fur et à mesure, dit M. Leroy-Beaulieu (1), qu'au lieu de se borner à l'escompte et à des prêts sur gages divers, les opérations des banquiers se sont compliquées de tout un ensemble d'opérations de détail..., le banquier privé s'est trouvé en général pour toutes ces catégories, faute d'outillage, au-dessous de la grande banque par actions. » Il fallait un crédit de plus en plus solide pour résister et soutenir la lutte.

Un ou plusieurs particuliers peuvent, il est vrai, par une longue et heureuse gestion, acquérir un large crédit, mais il reste toujours infé-

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. III, p. 503.

rieur à celui d'une compagnie dont les affaires sont prospères. En outre, le crédit d'un particulier repose sur sa personnalité seule ; s'il disparaît, le crédit disparaît avec lui. Une compagnie ne meurt pas et son crédit ne connaît pas les difficultés d'une interruption et d'une succession.

Partout où la vie économique devient plus intense, quand les affaires se multiplient et les relations de ville à ville grandissent, la grande banque par actions, par la rapidité de ses informations, la facilité de ses règlements de comptes de succursale à succursale, est amenée à se substituer aux banquiers isolés.

Tels sont rapidement esquissés les avantages qui rendent bien inégale la lutte entre la banque privée et les Sociétés de Crédit. Elles subsistent cependant à côté d'elle et il serait très malheureux qu'il en fût autrement.

Les banquiers privés jouent au profit du commerce et de l'industrie un rôle que ne rempliront jamais aussi bien les Sociétés de Crédit « et avec eux disparaîtrait une fonction économique importante (1) ».

Ils sont, pour les industries et les commerces locaux, un conseil et une aide. Etablis dans une ville souvent depuis plusieurs générations, ils

(1) Paul Leroy-Beaulieu.

connaissent leur clientèle, ses besoins, son crédit. Ils savent de quelle nature sont les crises qu'elle est appelée à subir, et ils peuvent avoir pour elle des complaisances et des facilités que la succursale d'une Société de Crédit doit nécessairement ignorer.

La banque privée existe comme banque locale, et aucun des organismes créés jusqu'ici en matière de crédit ne semble pouvoir la remplacer.

Du reste, par bien des côtés, le banquier local peut faire une rude concurrence à la Société de Crédit établie dans la ville où il travaille.

Le directeur de cette succursale est le plus souvent un homme étranger au pays, envoyé dans la localité au gré de ses directeurs et au hasard des phases de son avancement. Il ne peut remplir par conséquent qu'avec une difficulté extrême les fonctions de conseil, qui ont pris en matière de banque une si grande importance. Le banquier local, s'il est honnête et avisé, connu de tous, lui sera en cette matière un redoutable concurrent.

En résumé, si le banquier privé se décidait à apporter quelques améliorations dans la direction de son industrie, plus de rapidité dans ses opérations et surtout s'il consentait, comme quelques-uns l'ont déjà fait, à éclairer sa clientèle sur la marche de sa maison par la publication de ses bilans, il n'en faudrait pas davantage pour lui donner dans l'industrie de la banque

en général et au regard des Sociétés de Crédit en particulier une place honorable et fructueuse. Les deux institutions se complètent autant qu'elles se concurrencent. Le commerce et l'industrie ont tout à gagner à leur existence parallèle.

DEUXIÈME PARTIE

MONOGRAPHIES

DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT :
CRÉDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, COMPTOIR D'ESCOMPTE

CHAPITRE PREMIER

Le Crédit Lyonnais.

§ 1^{er}. — Fondation de la Société.

Le Crédit Lyonnais a été constitué en société à responsabilité limitée le 6 juillet 1863. Ce fut une des premières et des plus notables applications du nouveau régime des sociétés établies en France sur l'initiative de M. Rouher. Son capital fut fixé à 20 millions divisé en 40,000 actions de 500 francs dont 200 seulement furent appelés. C'est donc avec huit millions que la société nouvelle commença à fonctionner.

Fondée pour les besoins de la région lyonnaise, et, quoi qu'on lui prédit une belle carrière, nul

ne pensait à cette époque que cette modeste société locale deviendrait un jour une des puissances financières les plus considérables du monde, et l'on trouva très suffisant à l'origine le capital versé de huit millions. L'élite du monde industriel et commercial de Lyon et de Genève avait concouru à sa fondation. Le siège social de la société était à Lyon. Son objet était, à l'instar des Joint Stock Bank d'Angleterre, de recevoir des dépôts, d'escompter des effets, de faire en un mot toutes opérations de banque.

§ II. — Historique et développement de la Société.

Pour suivre d'une façon plus claire le développement de cet établissement, nous croyons pouvoir diviser son histoire en plusieurs périodes.

La première s'étendrait de 1863 à 1870. C'est une période de début, dans laquelle les affaires sont longues à venir et les bénéfices restent modestes.

La seconde se placerait entre 1870 et 1880, marquée profondément par la guerre franco-allemande et par l'activité industrielle et commerciale si intense qui suivit cette crise.

La troisième se déroulerait de 1881 à 1890, dans laquelle, après s'être laissé entraîner, comme les autres institutions similaires, à une grande fièvre d'affaires, le Crédit Lyonnais revint à une direction plus prudente et adopta un changement radical dans sa politique.

La quatrième période enfin commencerait aux environs de 1891, et nous constaterons simplement avec elle le développement progressif et continu aussi bien que la place de plus en plus grande que cette institution a su prendre dans le monde.

Première période : 1863-1870. — Le Crédit Lyonnais eut à lutter dès le début contre de grandes difficultés. Sans clientèle, sans personnel, sans notoriété, ce ne fut qu'après de longues années qu'il put triompher des obstacles qu'il rencontra dès ses premiers pas. La société commença à fonctionner le 25 juillet 1863 et, au bout de cinq mois, elle avait obtenu un bénéfice suffisant pour lui permettre de distribuer à ses actionnaires un dividende de 4 francs. Pendant ce même temps, les dépôts atteignirent la somme de 6,416,885 francs.

A la fin de 1864, ils étaient déjà de plus de dix millions, et la société commençait à se livrer à toutes les opérations de banque avec un succès considérable.

Elle intervenait dans de nombreuses émissions, obtenait par adjudication publique et pour cinquante ans l'éclairage au gaz de la ville de Saragosse, mais elle soldait, d'autre part, par un déficit son intervention dans la société *la Fuschine*, dans laquelle elle avait engagé quelques capitaux. Au mois d'octobre de la même année, elle demanda à ses actionnaires les versements

complémentaires des actions non libérées, soit 300 francs par action, ce qui portait son capital réel au chiffre de son capital nominal, soit 20 millions de francs. Elle fondait, en outre, une succursale à Paris et à Marseille, et, à la fin du premier exercice complet, elle distribuait un dividende de 26 fr. 25 par action, ce qui donnait par là au capital versé un revenu de 7 %.

Les affaires cependant étaient difficiles. Durant les années 1865 et 1866, l'Europe se trouvait en pleine perturbation et les opérations du Crédit Lyonnais eurent à subir le contre-coup des graves événements politiques et financiers qui se déroulaient. L'Italie, privée de ressources au moment de recommencer la lutte contre l'Autriche, était forcée de recourir au papier monnaie. L'Angleterre, frappée par une crise violente, voyait un grand nombre de ses banques suspendre leurs paiements. L'Allemagne avait plusieurs de ses Etats ravagés par la guerre et partout le bas prix de l'escompte indiquait la stagnation des affaires.

Les bénéfices furent en 1866 la moitié moindres de ce qu'ils avaient été en 1865 ; la faute en était aux conditions déplorables du marché, aux faillites nombreuses que la succursale de Marseille avait dû supporter.

Les années suivantes furent meilleures. Dès 1867, la direction habile de la société semblait être en mesure de triompher des difficultés pré-

sentes et le public ne lui refusait pas sa confiance. « Malgré les difficultés accumulées des dernières années, disait un journal financier de l'époque(1), difficultés dont la conséquence directe a été le ralentissement général des transactions commerciales, malgré les difficultés inhérentes à la période de fondation toujours laborieuse et souvent stérile, le revenu de l'action du Crédit Lyonnais a été en moyenne de 6 %, tout en constituant une réserve qui s'élève déjà à un million... Le temps des épreuves est passé, la société du Crédit Lyonnais est maintenant en pleine possession de la confiance publique ; ses relations et sa clientèle agrandies doivent inévitablement assurer à ses actionnaires un revenu de plus en plus rémunérateur. » Ces éloges n'étaient point exagérés. Les bénéfices qui, en 1866, avaient été seulement de 1,008,876 francs, passèrent :

en 1868, à 2,109,561 francs,

et en 1869, à 2,114,000 francs.

En même temps, les dépôts, en 1868, étaient de 37 millions ; ils atteignaient, en 1869, 61 millions.

La réserve était, à la fin de cette année, de 2,311,441 francs.

Ainsi, la société, fondée depuis sept ans à peine, semblait avoir définitivement pris rang

(1) *La Semaine financière*, 1867, p. 484.

parmi les institutions solides de l'époque. Une crise violente allait mieux encore démontrer sa vitalité.

Deuxième période : 1870-1880. — Les événements qui survinrent en 1870 fournirent au Crédit Lyonnais l'occasion de prouver la puissance de ses moyens d'action. Au début de l'année, les affaires ne furent pas trop mauvaises et les différents services fonctionnèrent régulièrement. Pendant la guerre, les transactions furent ralenties, mais le capital resta intact et le crédit de la société fut sauvegardé. La liquidation des comptes de l'année 1870 accusa des bénéfices suffisants pour assurer un dividende de 25 francs aux actions et permit d'affecter 457,000 francs à la réserve, qui, dès cette époque, dépassait 2 millions et demi. Pendant la Commune, en 1871, la succursale de Paris dut interrompre son fonctionnement et se transférer à Versailles. Ce fut néanmoins sans pertes considérables, et l'année qui se terminait au 31 décembre 1871 fut particulièrement fructueuse. Les désastres accumulés de la guerre donnèrent aux capitaux les emplois les plus variés et les plus rémunérateurs. Aussi les bénéfices furent-ils fort appréciables. « Les profits, dit le rapport du conseil d'administration à l'assemblée des actionnaires du 6 avril 1872, présentent, nous ne devons pas nous le dissimuler, un caractère exceptionnel. Ils sont le résultat d'une situation spéciale, d'un ensemble de

circonstances qui n'est pas destiné à se reproduire. Nous ne saurions sans illusion les considérer comme fruit régulier de notre industrie et compter sur leur permanence. » Un dividende de 50 francs fut distribué en 1871.

Appelé à participer à la plupart des opérations financières et craignant de ne pouvoir désormais y jouer un rôle avec ses moyens d'action et sa clientèle, la société se transforma. Le développement qu'elle semblait appelée à prendre exigeait une augmentation de capital. En 1872, la société à responsabilité limitée fut dissoute et elle apportait son actif à une nouvelle société, celle-ci anonyme, au capital de 50 millions divisé en 5,000 actions de 500 francs, dont 250 seulement étaient appelés. Les anciens actionnaires recevaient, en échange d'une action libérée de 500 francs, deux actions nouvelles libérées de 250 francs. Pour compléter le chiffre fixé, une souscription de vingt mille actions fut ouverte avec préférence donnée aux anciens actionnaires.

Ces transformations s'effectuèrent sans rencontrer d'obstacles, et la société ne tarda pas à renouer en France et à l'étranger la plupart des relations de banque que les événements de 1870-1871 l'avaient obligée à suspendre.

L'emprunt de trois milliards émis par le gouvernement français lui fut une source de bénéfices. Malheureusement, cet appel si considérable de capitaux draina si bien l'épargne française

que les affaires industrielles et commerciales s'en ressentirent vivement. Pendant les années qui vont suivre, de 1873 à 1879, le Crédit Lyonnais ne fait pas de bénéfices considérables et ne donne pas de dividendes énormes. Il s'occupe de son organisation intérieure et extérieure ; il crée un peu partout des agences, augmente ses réserves, cherche en un mot, par tous les moyens, à consolider et à asseoir d'une façon définitive sa situation. Tous les soins étaient apportés à l'organisation des agences de la société. Les succursales étaient remaniées, des agences furent créées, en 1872, à Saint-Etienne ; en 1873, à Grenoble et à Mâcon ; en 1875, à Madrid et à Genève.

Toutes ces transformations et nouveaux établissements nécessitent de gros frais ; les bénéfices, qui en 1871 avaient atteint le chiffre énorme de 6,500,000 francs, furent :

en 1872, de 5.912.000 francs:

1873, 4.856.000 —

1875, 3.100.000 —

1876, 3.077.000 —

La période d'activité fiévreuse qui suivit la guerre était donc suivie d'un ralentissement très notable dans les transactions industrielles et commerciales. Aucune affaire nouvelle ne se présentait. D'autre part, la société fut assez malheureuse dans les participations financières qu'elle avait consenties et les bénéfices furent singulière-

rement réduits par l'amortissement des pertes essuyées.

L'année 1877 fut particulièrement mauvaise. Les bénéfices nets tombèrent, de 3 millions qu'ils étaient l'année précédente, à 1,250,000 francs. Il fallut prélever le dividende donné (20 francs) sur les réserves, qui baissent, de ce chef, de 13 à 11 millions. C'était, d'une année à l'autre, une chute dans les bénéfices de 60 %. Cela tenait à des participations financières malheureuses et notamment à l'amortissement ponctuellement effectué par le Crédit Lyonnais cette année-là de sa participation ottomane, qui s'élevait à 7 millions.

Les affaires de banque avaient pris cependant un essor considérable et les dépôts et bons à vue étaient de 80,673,553 francs. Cette augmentation dans les affaires de banque et les dépôts nécessitait une augmentation parallèle de capital. Le projet en fut émis en 1878, et, par décision de l'assemblée générale du 5 avril 1879, le capital fut élevé à 100 millions par la création de 50,000 actions nouvelles de 500 francs. Ces actions furent émises par la société en avril 1879 au prix de 625 francs (dont 125 étaient portés à la réserve) par souscription réservée aux anciens actionnaires à raison d'une action nouvelle par trois anciennes.

En même temps, des agences nouvelles étaient fondées à Nîmes, Montpellier, Béziers, Alger,

Oran. A la fin de cette période, le Crédit Lyonnais se trouvait revenu à une excellente situation. Il avait en France de nombreuses et florissantes agences, un certain nombre de succursales à l'étranger, notamment à New-York et à Pétersbourg. Les bénéfices nets avaient été, en 1879, de 8,941,000 francs. Il donnait à ses actionnaires un dividende de 35 francs et, ajoutant 6 millions à ses réserves, en portait le total à 30 millions.

Troisième période : 1880-1890. — En même temps qu'il voyait ses affaires de banque augmenter dans une très forte proportion, le Crédit Lyonnais fut pris, au commencement de cette période, comme tous les autres établissements de crédit, d'une grande activité en matière d'affaires industrielles et commerciales. Par décision des assemblées générales des 12 mars et 26 avril 1881, le capital fut porté à 200 millions par la création de 200,000 actions nouvelles de 500 francs émises au prix de 750 francs, ce qui faisait une prime de 250 francs, qui fut placée à la réserve. La souscription fut réservée aux anciens actionnaires à raison d'une action nouvelle pour une ancienne. De nouvelles agences furent créées à Bordeaux, Toulouse, Nantes, Nîmes, le Havre, Rouen, Nancy.

Pendant cette année, les bénéfices furent énormes. Ils atteignirent le chiffre de 12,626,000 francs.

Ils avaient été en 1880 de 7,383,000 et ils ne furent en 1883 que de 8 millions.

Le Crédit Lyonnais s'appliquait de plus en plus à rechercher les sources de bénéfices permanents dans des commissions et les différences d'intérêts et à créer des éléments de profit indépendants des affaires exceptionnelles, qui font souvent défaut et qui sont toujours aléatoires. On en constatait à ce moment-là le plus triste exemple : les spéculations et, il faut bien le dire, la lutte sourde que lui firent un certain nombre de représentants de la haute banque entraînèrent la chute de l'Union Générale et une crise douloureuse sur le marché français. Le Crédit Lyonnais se trouva malgré lui entraîné à commettre certaines imprudences, et, après le krach de la banque Bontoux au mois de janvier 1882, il se trouvait en possession d'un certain nombre de créances irrecevables et de 65 millions de titres fort dépréciés.

Comprenant enfin le danger de pareilles entreprises, le président du conseil d'administration demanda des mesures énergiques ; une somme considérable fut prélevée sur les réserves pour parer aux fluctuations des cours des valeurs en portefeuille et les créances mauvaises ou douteuses furent amorties. L'examen des chiffres prouva de quelle façon radicale la société voulut remédier progressivement à ses pertes.

En 1881, elle avait 80 millions de réserves.

1882	70	—	—
1884	60	—	—
1889	50	—	—
1892	40	—	—

Les réserves avaient successivement diminué pour atténuer les moins-values successives du portefeuille titres. Ce dernier, qui était en 1881 de 48,477,000 francs, n'était plus, en 1893, que de 12,240,322 francs.

D'autre part, un changement complet de direction se produisit dans la marche de l'établissement. Le conseil d'administration résolut de s'écarter à l'avenir des engagements à longue durée, des commandites et des participations et de concentrer toute son activité dans les affaires de banque proprement dites et dans les opérations d'escompte en particulier.

La crise que nous venons de décrire eut une répercussion sensible sur les années suivantes : les affaires se ralentirent, plus d'entreprises nouvelles ne se présentaient, le malaise était général. Le Crédit Lyonnais continua cependant, durant toute cette période, son extension méthodique. Les bénéfices furent :

en	1884	de	6.014.000 francs.
	1885		6.032.000 —
	1886		6.059.000 —
	1887		7.023.000 —

A partir de 1888, les bénéfices deviennent beaucoup plus forts : « Cela résulte, dit le rapport du conseil d'administration, de ce fait que le Crédit Lyonnais n'a jamais participé aux opérations hasardeuses qui ont si fort ébranlé le marché financier. » Les affaires de banque se développaient dans des proportions très rapides. Les dépôts et comptes courants dépassaient en 1889 le chiffre de dix millions. Les bénéfices furent :

en 1888	de	10.565.000	francs.
1889		11.512.000	—
1890		12.689.000	—

Quatrième période : 1890 à nos jours. — Les crises surmontées victorieusement, la situation définitivement assainie, sa clientèle toujours plus nombreuse, le Crédit Lyonnais entre maintenant en pleine période d'exploitation tranquille et de bénéfices assurés ; son influence se fait sentir dans le monde entier, où il continue son développement progressif. C'est la période de la prospérité.

Nous n'entrerons pas dans les détails des opérations, dont le caractère, nous le répétons une fois de plus, se résume en ces mots : développement continu des affaires de banque, abstention rigoureuse de toute participation industrielle. Les bénéfices, en 1891, furent très élevés, ils atteignirent 14,179,679 francs, mais ils tombèrent l'année suivante à 12,104,953 francs, soit

une différence de plus de deux millions de francs. Le prix de ses actions restait néanmoins fort élevé et bénéficiait d'une prime considérable.

En ce qui concerne les affaires de banque, un nouvel élément entraînait en jeu : la concurrence que les Sociétés de Crédit allaient se faire entre elles. La rémunération due au service de banque sous forme de commission s'abaissait. Pour prévenir l'amointrissement des profits, le Crédit Lyonnais dut chercher de nouvelles ressources, avoir un plus grand nombre de clients, transformer et multiplier ses opérations, abaisser enfin ses prix de revient en les répartissant sur une plus grande masse de transactions. La réalisation d'un tel programme exigeait une amélioration constante des rouages intérieurs, un perfectionnement continu de l'organisation pour que l'outillage réponde aux besoins de l'exploitation. C'est ainsi qu'en 1894, sur 12,500,000 francs de bénéfices, le Crédit Lyonnais en consacrait deux à ses améliorations. Les bilans rapprochés de quelques exercices donnent une idée des progrès que la société sut accomplir :

ACTIF	1891	1892	1893	1894
Caisse et banque.....	64.485	76.640	81.764	91.171
Compte courant débiteur...	253.520	276.997	295.598	357.366
Avances et reports.....	120.874	178.198	178.519	242.753
PASSIF				
Dépôts et bons à vue.....	265.894	296.312	313.268	358.234
Bons à échéance.....	117.140	124.092	127.932	122.799
Compte courant créditeur...	402.312	391.103	392.397	501.379

C'est à partir de 1897 que les bénéfices augmentent énormément; ils furent, cette année-là, de vingt millions, tandis que, l'année précédente, ils n'étaient que de quatorze, et les chapitres qui, d'après l'examen du bilan, étaient le plus en progrès étaient ceux qui sont la base même des opérations d'une société de dépôts, à savoir les dépôts et bons à vue et les comptes courants créditeurs.

En dix ans, depuis 1887, vingt-cinq agences ou sous-agences furent créées et le Crédit Lyonnais ne recula pour ces créations devant aucun sacrifice. L'année 1897 vit naître à elle seule sept agences nouvelles.

D'autre part, le rapport du conseil d'administration constatait avec satisfaction que « la clientèle augmentait », que les relations avec les autres banques et sociétés donnaient lieu à des opérations fructueuses de diverses natures, que les agences de Russie, d'Espagne, d'Angleterre, d'Egypte, des Indes, donnaient de bons résultats. Il remarquait enfin que l'excédent des disponibilités sur les exigibilités était de 340 millions. Les bénéfices furent :

en	1897	de	20.010.522	francs.
	1898		25.051.501	—
	1899		28.713.079	—
	1900		28.004.538	—
	1901		27.702.935	—
	1902		28.121.389	—

en	1903	de	28.623.865	francs.
	1904		32.206.935	—
	1905		28.505.547	—

Comme on le voit par la statistique précédente, les bénéfices obtenus en 1904 dépassent de 3,700,000 francs les bénéfices de l'année 1905. C'est que le Crédit Lyonnais a bénéficié cette année-là d'une rentrée exceptionnelle qui n'est point destinée à se reproduire. Cette rentrée provenait de la réalisation d'actions de la Compagnie Nouvelle de Panama, dont le Crédit Lyonnais était depuis longtemps propriétaire et dont il avait amorti le coût.

Si nous considérons le dernier rapport qui vient de paraître, relativement à l'exercice 1905, nous nous trouvons en présence d'une situation qui révèle de grands progrès. Le Crédit Lyonnais travaille sans trêve au perfectionnement de son organisation matérielle ; les agences à l'étranger sont nombreuses et donnent de bons résultats ; il perfectionne son outillage et s'attache à stimuler son personnel par des gratifications et des récompenses. Durant l'année 1905, plus de 5 millions ont été attribués à ses employés, en donations gracieuses, participation aux bénéfices. Qu'il nous suffise de remarquer par quelques chiffres les sommes énormes et les progrès intenses que le Crédit Lyonnais a su obtenir dans ses affaires.

<i>Le portefeuille était :</i>	EN 1904	EN 1905
	—	—
Nombre d'effets entrés pendant l'année.....	19.443.178	19.447.423
Montant des effets entrés pendant l'année.....	13.603.048.721	14.039.550.987
<i>Coupons à l'encaissement :</i>		
Nombre de coupons.....	86.379.790	88.241.950
Montant des coupons.....	841.109.208	889.197.358
Nombre des comptes au 31 décembre.....	387.118	416.230

A l'heure actuelle, le Crédit Lyonnais est le plus puissant de nos établissements de crédit. Son capital est de 250 millions. Il atteint ce chiffre le 12 mai 1900 par la création de cent mille actions nouvelles de 500 francs, émises à 925 francs et réservées par préférence aux anciens actionnaires à raison d'une action nouvelle par quatre anciennes. A la suite de cette opération, les diverses réserves ont été unifiées et leur montant fixé au chiffre de 100 millions, ce qui, avec les 250 millions de francs de capital, forme pour les déposants une garantie de 350 millions.

La société est dirigée par un conseil d'administration composé de dix à quinze membres nommés pour cinq ans et devant posséder 300 actions chacun.

Il y a trois commissaires des comptes et un directeur général. Le conseil fut présidé depuis sa fondation par l'honorable M. Germain, dont le monde financier tout entier connaissait et appréciait les capacités remarquables. Décédé

dans le courant de février 1905, il a été remplacé par M. Mazerat, qui était alors directeur général de la société.

L'assemblée générale se réunit avant la fin d'avril ; elle est composée de tous les actionnaires propriétaires de 20 actions depuis trois mois au moins, chaque membre ayant autant de voix que de fois vingt actions, sans que chacun puisse avoir plus de vingt voix, soit comme propriétaire, soit comme mandataire. Le conseil a le droit de réduire, par mesure générale, le délai de trois mois exigé pour la possession des actions donnant le droit de prendre part aux assemblées.

Quant à ses opérations, nous en empruntons la nomenclature au compte rendu du congrès des valeurs mobilières tenu à Paris en 1900, qui, sous la signature de M. Mazerat, a publié le rapport adressé au congrès par la société.

« Le Crédit Lyonnais est autorisé par ses statuts :

« 1° A escompter tous les effets de commerce, warrants, ou bulletins de gages et en général toutes sortes d'engagements à échéance fixe résultant de transactions commerciales ou industrielles ; à négocier et à réescompter les valeurs ci-dessus désignées après les avoir revêtues de son endossement ; à fournir et à accepter tous mandats, traites et lettres de change.

« 2° A faire des avances sur effets publics, actions, obligations, warrants ou autres valeurs

pouvant être données en nantissement ; à faire tous emplois de fonds au moyen de reports.

« 3° A se charger de tous paiements et recouvrements pour le compte d'autrui, soit au moyen de chèques, soit de toute autre manière ; à opérer pour le compte de tiers et moyennant commission l'achat et la vente de toute espèce de fonds publics et valeurs industrielles.

« 4° A ouvrir toute souscription pour la réalisation d'emprunts publics ou autres, ainsi que de toutes sociétés pour le compte de tiers ou moyennant commission.

« 5° A fournir ou recevoir de l'argent en compte courant productif d'intérêts ; à donner tous engagements, avals et cautions, pour quelque motif que ce soit et notamment en douane ; à prêter et à emprunter en conférant et acceptant toute affectation hypothécaire et toute garantie immobilière.

« 6° A soumissionner tous emprunts d'Etat, de département, de commune et autres établissements publics ; à acquérir ou vendre tous titres de rentes, effets publics, actions, obligations de sociétés, industrielles et financières, civiles et commerciales.

« 7° A recevoir en dépôt moyennant un droit de garde tous titres ou valeurs, mais sans que la responsabilité du dépôt puisse s'étendre aux cas de force majeure.

« 8° A acheter et vendre tous immeubles au

mieux des intérêts de la société et à s'intéresser directement ou indirectement dans toutes les opérations immobilières.

« 9° A faire généralement toutes les opérations d'une maison de banque (1). »

Il faut remarquer que, depuis longtemps déjà, le Crédit Lyonnais ne fait de transactions immobilières que pour les immeubles nécessaires à son industrie. Les opérations immobilières, en effet, comportent trop de risques, et le même principe qui éloigna cet établissement des commandes industrielles l'empêche de s'y livrer. Mais il a fondé, pour se substituer à lui dans ce genre d'opérations, « la Foncière Lyonnaise », société immobilière, théoriquement indépendante de lui, mais qui, en réalité, se meut dans son orbite, puisqu'un grand nombre d'administrateurs et le directeur général du Crédit Lyonnais lui-même font partie du conseil d'administration de cette société.

Le siège social de la société est à Lyon ; le siège central et la direction se trouvent à Paris, boulevard des Italiens.

Le Crédit Lyonnais possédait, en mai 1903, 143 agences en province, 5 agences en Algérie, 17 à l'étranger et 38 bureaux de quartier.

(1) Compte rendu du Congrès des valeurs mobilières, tome III, n° 13.

Pendant l'exercice 1903, 14 agences nouvelles ont été créées. En 1904, 12 sièges nouveaux furent ajoutés, et l'année 1905 a vu la création de 2 sous-agences, l'une à Castres dépendant d'Albi, l'autre à Trouville dépendant de Caen.

On distingue en deux groupes les agences du Crédit Lyonnais ; le premier est le réseau comprenant la région lyonnaise, le centre et le midi de la France, ainsi que l'Algérie. C'est l'ancien réseau, celui dans lequel les premières agences de l'établissement furent créées, qui ont une clientèle des mieux assises et qui donnent les résultats les plus satisfaisants et les plus réguliers. Le second réseau comprend, dans son périmètre, l'ouest, le nord et l'est de la France ; c'est dans ce dernier que la société tend à prendre le plus grand développement possible, c'est là aussi que se fait le plus durement sentir la concurrence des autres établissements de crédit.

D'après les termes du rapport du conseil d'administration de 1905, les agences de l'étranger fonctionnent dans des conditions satisfaisantes ; le groupe égyptien, qui comprend les agences d'Alexandrie, du Caire et de Port-Saïd, est le centre d'un mouvement important de transactions commerciales. Les établissements de Constantinople, Smyrne, Jérusalem donnent, malgré la concurrence que leur fait la Banque Ottomane, des résultats satisfaisants. Les agences d'Espagne ont su profiter de la crise qui suivit

la guerre hispano-américaine; en présence du trouble qui existait dans le monde des affaires, les capitaux se dirigèrent en grand nombre vers les guichets du Crédit Lyonnais. En Russie, les succursales du Crédit Lyonnais prêtent un large concours aux affaires locales, sous forme d'es-compte, d'ouverture de crédit et d'avances sur titres. Enfin, l'agence de Londres est le centre d'un grand mouvement d'affaires. Les affaires de change, de titres, d'ordres de bourse y ont une importance de tout premier ordre. Le Crédit Lyonnais, qui avait autrefois des agences aux Indes, a dû les supprimer, vu les résultats peu favorables qu'elles donnaient.

En ce qui concerne les bénéfices, nous avons indiqué, en étudiant chacune des périodes de son existence, le chiffre qu'ils ont atteint chaque année. Nous n'avons du reste qu'une somme globale; le Crédit Lyonnais ne publie pas, en effet, un compte de profits et pertes, dans lequel sont indiquées les sources de bénéfices et les charges. C'est en 1889 (l'année 1904 mise à part), alors que l'établissement possédait seulement 200 millions de capital, que les bénéfices ont atteint le maximum : 28,713,079 francs. En 1900, et surtout en 1901, malgré l'augmentation de capital de 50 millions, les bénéfices ont été plutôt en diminuant, ce qui prouve que, lorsqu'une Société de Crédit possède un capital et des réserves constituant une garantie suffisante pour

tranquilliser les déposants, il est de son intérêt de ne pas augmenter indéfiniment son capital quand les affaires n'augmentent pas dans la même proportion; car, le capital à rémunérer étant plus considérable, le revenu de chaque action devra forcément diminuer.

La situation actuelle du Crédit Lyonnais nous est donnée par l'examen du bilan définitif publié au 31 décembre 1905 :

RÉSUMÉ DU BILAN DÉFINITIF AU 31 DÉCEMBRE 1905

ACTIF

Espèces en caisse et dans les	
banques.	171.554.052 82
Portefeuille.	1.030.060.878 68
Comptes courants.	535.566.961 42
Avances sur garanties et re-	
ports.	395.685.193 93
Portefeuille titres (actions,	
bons, obligations et rentes).	5.446.754 89
Comptes d'ordre et divers.	1.422.772 67
Immeubles.	37.000.000 »
Total.	<u>2.176.736.614 41</u>

PASSIF

Dépôts et bons à vue.	705.650.500 36
Comptes courants.	856.272.484 78
Acceptations.	180.559.616 46
<i>A reporter. . .</i>	<u>1.742.482.601 60</u>

<i>Report.</i> . . .	1.742.482.601	60
Bons à échéance.	34.468.343	94
Comptes d'ordre et divers. .	4.423.900	01
Profits et pertes : bénéfices de l'exercice 1905.	28.505.547	94
Solde du compte profits et per- tes des exercices antérieurs.	16.856.220	92
Réserves diverses.	100.000.000	»
Capital entièrement versé. . .	250.000.000	»
Total.	2.176.736.614	41

L'importance du portefeuille commercial est digne d'être notée, puisqu'elle atteint cette année 1 milliard 30 millions. Durant ces dernière années, les Sociétés de Crédit se sont livrées à une véritable chasse du papier d'escompte. Un certain nombre de leurs employés, choisis parmi les plus intelligents et les plus habiles, appelés démarcheurs, assiègent continuellement la clientèle et, par une concurrence sans répit, cherchent à s'attacher les commerçants et à attirer chez eux les papiers de commerce.

Le Crédit Lyonnais semble avoir mis dans cette matière une particulière ardeur. D'autre part, comme l'énormité de ses bons à vue et le faible taux d'intérêt qu'il sert à ses déposants lui donnaient des avantages sérieux sur ses concurrents, son portefeuille est arrivé à dépasser de plus de 100 millions le montant des porte-

feuilles réunis de la Société Générale et du Comptoir d'Escompte.

La Banque de France elle-même est inférieure de 100 millions au Crédit Lyonnais quant à son portefeuille d'escompte.

Cela vient de ce que la Banque de France ne peut descendre au-dessous de son taux officiel de 3 %, tandis que le Crédit Lyonnais, ne donnant à ses déposants qu'un intérêt de 0 fr. 50 p. %, peut, en se contentant d'un bénéfice de 2 %, concurrencer victorieusement notre banque d'émission enfermée dans des limites et des règles étroites. Il faut remarquer cependant qu'en cette matière de l'escompte du papier de commerce, le Crédit Lyonnais, qui, en 1901, était arrivé au chiffre de 850 millions de francs, n'enregistrait plus en 1902 que 801 millions, soit une baisse de près de 60 millions. Il s'est relevé, il est vrai, en 1905 par un chiffre de 1 milliard 30 millions, mais ces différences mettent vivement en lumière les difficultés de plus en plus grandes d'aller plus loin dans cette voie, aussi bien qu'elles montrent la lutte de plus en plus acerbée des maisons concurrentes.

Si, de ce côté-là, le Crédit Lyonnais semble être encore en train de se développer, il n'en est pas de même du chapitre inscrit au bilan sous la rubrique « avances sur garanties et reports ». En effet, si l'on compare le bilan de l'exercice 1903, on remarque que les avances sur garanties

et les reports font, à l'actif, l'objet de deux chapitres spéciaux :

Reports	228.414.566	71
Avances sur garanties.	296.494.559	59
Soit un total de	524.909.126	30

Or, depuis 1904, le conseil d'administration de la société fait figurer les deux registres sous une même rubrique, et ils apparaissent au bilan pour une somme totale de 395,685,193 fr. 93, soit une diminution de plus de 139 millions.

Peut-être l'unification de ces deux chapitres n'est-elle pas étrangère à la baisse qu'ils ont subie.

Le taux des avances est en général le même que celui des avances à la Banque de France, mais le Crédit Lyonnais y ajoute une commission variable suivant la nature des titres. Le faible montant du portefeuille titres (actions, bons, obligations et rentes) est encore à noter. Il va en diminuant chaque année. Il était :

en 1882, de plus de 60 millions.	
1901, de 8.544,880 francs.	
1902, 8.299.148	—
1903, 7.824.968	—
1905, 5.446.754	—

C'est une règle abolue au Crédit Lyonnais que toutes les créances dont le recouvrement est incertain ou douteux sont portées pour mémoire au bilan et on peut dire d'une façon presque

absolue que le portefeuille titres du Crédit Lyonnais est composé de valeurs dont la solidité ne fait pas de doutes.

Au passif du bilan, on peut remarquer le chiffre énorme de dépôts et bons à vue : 706 millions, et la faiblesse du chiffre des dépôts à échéance fixe : 34 millions. Il faut noter encore que les premiers augmentent sans cesse d'année en année, tandis que les seconds, après avoir diminué sans cesse jusqu'en 1904, se sont relevés de 19 à 34 millions. Cela tient à une double cause.

D'abord, la clientèle du Crédit Lyonnais est principalement composée de commerçants, chez qui la mobilité des capitaux est chose absolument nécessaire. D'autre part, le Crédit Lyonnais, voulant à tout prix limiter ses emplois de fonds à longue durée, a réduit le plus possible ses dépôts à longue échéance. Mais la concurrence le force dans une certaine mesure à atténuer la rigueur de ses principes.

Tel est le bilan du Crédit Lyonnais. Il est clair et simple et sa situation ressort nettement, sans malentendu possible. Le contraire, plus pour lui que pour tout autre, serait sans raison, puisque sa prospérité est indiscutable. Ses actions sont excellentes et considérées comme des titres de tout repos. Leur valeur est variable et déterminée par le dividende qu'elles donnent. Du reste, le Crédit Lyonnais, pour éviter que,

d'une façon générale, ses actions soient l'objet de la spéculation, s'attache à assurer la stabilité du dividende. C'est ainsi que, depuis 1899, il est de 50 francs.

Voici, du reste, le tableau des dividendes distribués par la société depuis sa fondation :

en 1863	4 »	en 1884	20 »
1864	26 »	1885	15 »
1865	35 »	1886	15 »
1866	25 »	1887	17 50
1867	25 »	1888	25 »
1868	35 »	1889	27 50
1869	35 »	1890	30 »
1870	25 »	1891	30 »
1871	50 »	1893	31 »
1872	25 »	1894	30 50
1873	26 »	1895	34 »
1874	27 »	1896	35 »
1875	20 »	1897	40 »
1876	20 »	1898	40 »
1878	20 »	1899	50 »
1879	35 »	1900	50 »
1880	35 »	1901	50 »
1881	30 »	1902	50 »
1882	20 »	1903	50 »
1883	20 »	1905	50 »

Quoique les bénéfices réalisés l'année dernière et cette année aient pu permettre au Crédit Lyonnais de donner à ses actionnaires un dividende de 55 francs, il a préféré jusqu'ici, par

mesure de prudence, rester à 50 francs. C'est là un chiffre élevé tout de même, plus élevé même que celui de la plupart des actions de nos grandes banques.

Tels sont les résultats remarquables qu'une direction dont la prudence et l'habileté ne se sont jamais démenties a su obtenir. Le rapport du conseil d'administration le faisait remarquer cette année et c'est avec lui que nous concluons : « A l'heure actuelle, disait-il, appuyé sur des installations excellentes, secondé par un personnel expérimenté, en possession d'une clientèle nombreuse, jouissant d'un crédit incontesté, le Crédit Lyonnais recueille les fruits de quarante années de travail et d'efforts. »

CHAPITRE II

Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

§ 1^{er}. — Fondation de la Société.

La Société Générale a été constituée à Paris le 1^{er} mai 1864, quelques mois après la constitution du Crédit Lyonnais, sous la forme d'une société à responsabilité limitée. Elle fut autorisée par décret impérial du 4 mai 1864; son capital fut fixé à 120 millions de francs, réparti en 240,000 actions de 500 francs libérées de moitié, ce qui correspondait à un capital entièrement versé de 60 millions de francs.

Le décret contenait certaines prescriptions qu'il est intéressant de connaître, car elles marquent quelle méfiance excitait à cette époque la forme anonyme accordée à ce genre de sociétés. L'article 2 s'exprimait en ces termes :

« L'autorisation donnée pourra être révoquée en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

« Art. 3. — La société devra remettre tous les six mois un extrait de sa situation aux ministres de l'agriculture et du commerce...

« Art. 4. — Une situation mensuelle devra être publiée...

« Art. 5. — La gestion de la société pourra être soumise à la vérification des délégués du ministre des finances, toutes les fois que celui-ci le jugera convenable.

« Art. 6. — La nomination du directeur est soumise à l'approbation du ministre des finances... »

On voit par ces quelques lignes combien méfiante était l'administration vis-à-vis de la nouvelle institution. L'autorisation avait été accordée néanmoins ; c'était un grand pas fait vers l'indépendance. Le préambule de l'acte social définit l'objet de la société. Après avoir énuméré les noms des fondateurs, parmi lesquels on remarque ceux de MM. Schneider, vice-président du Corps législatif, Pinard, directeur du Comptoir d'Escompte, Paulin Tallabot, directeur général du P.-L.-M., il dit qu'étant donnés les services que les grandes institutions de crédit ont rendus depuis plusieurs années au commerce et à l'industrie, il est fondé une société sur de larges et nouvelles bases qui aura pour mission spéciale de patronner les entreprises commerciales créées ou à créer ultérieurement en France. Dans le mouvement industriel de cette époque, les forces de l'association des capitaux avaient été surtout appliquées aux grandes entreprises de travaux publics. Il s'était formé des compagnies si puis-

santes qu'elles recevaient le crédit public sans avoir d'intermédiaires. Toutefois, ces grandes entreprises, pour tant qu'elles aient accru la richesse nationale, n'avaient pu l'absorber toute entière. Entre l'association industrielle et commerciale et le public, un grand intermédiaire était devenu nécessaire.

C'est cette fonction que la Société Générale voulut remplir.

Son but essentiel était de ramener l'association des capitaux vers les sociétés ordinaires d'industrie et de commerce, d'apporter le crédit commanditaire aux mines, aux établissements métallurgiques, aux manufactures de toutes sortes, en un mot aux entreprises industrielles et commerciales de tout ordre et de toute nature. On voit par là combien plus large était le champ qu'elle se proposait d'embrasser, eu égard au Crédit Lyonnais, modeste banque locale dont le but primitif était de faciliter les transactions de sa région. Leur destinée cependant devait être parallèle, et la petite société devait devenir une concurrente redoutable et souvent victorieuse pour la sœur puînée qui, dès sa naissance, semblait devoir l'écraser de si haut.

Quoi qu'il en soit, l'avènement de la Société Générale fut salué comme un triomphe. Le *Journal des Economistes* de mai 1864 annonçait en ces termes sa création : « La Société Générale pour favoriser le développement du commerce

et de l'industrie en France a été enfin autorisée sous la forme anonyme par décret impérial du 4 mai. Ce n'est pas seulement un nouvel établissement qui vient de se fonder, c'est un principe et un principe économique que l'on vient de mettre en application. Jusqu'alors, les institutions de crédit mobilier sous forme anonyme avaient été en France un monopole de fait du moins, si ce n'est de droit. Il a fallu la haute intelligence financière de MM. Pereire, leur immense capacité administrative, leur infatigable activité pour contre-balancer les mauvais effets de cet état de choses, si contraire aux principes de la science. Mais, de même qu'en politique tous les talents d'un souverain absolu ne font que prouver les inconvénients de la permanence de ce régime, de même en matière finance, les ressources fécondes de ces hardis fondateurs du crédit mobilier ne font que prouver l'excellence du principe de concurrence dans les institutions de cette nature, les dangers du principe contraire. Saluons donc l'avènement de la Société Générale comme le retour à un principe salubre dont on n'aurait pas dû se départir. »

Les statuts de la nouvelle société remédiaient à deux inconvénients dont souffraient les institutions analogues, à savoir : l'absence de publicité suffisante et le manque de surveillance de la part des actionnaires. Ils astreignaient la société à publier tous les mois sa situation et ils établis-

saient un comité de trois censeurs chargés de surveiller et de contrôler les actes de l'administration.

La première de ces opérations relative à sa fondation fut des plus heureuses.

En effet, tandis que l'on poursuivait en France les travaux qui aboutirent à la fondation de la société, une puissante institution financière, le Crédit Général de Londres, se fondait en Angleterre. Les deux établissements s'engageaient à se prêter un mutuel concours, la Société Générale faisait l'acquisition de vingt mille actions du General Credit de Londres. Or, ces actions furent émises avec une prime de 2 livres 17 shellings, soit une moyenne de 70 francs par action, ce qui constituait dans le portefeuille de la Société Générale un bénéfice de plus d'un million et demi. On remarqua beaucoup à cette époque l'heureuse réussite de ce début et on le considéra comme un présage de succès.

En même temps, à l'exemple des Joint Stock Bank d'Angleterre, la société s'appliqua à réunir tous les capitaux mobiles circulant et à n'en laisser aucune parcelle inutilisée.

Elle commença ses opérations le 1^{er} juillet, au milieu d'une crise financière qui s'annonçait menaçante, et dès le début les conduisit avec prudence. La ville de Paris ayant besoin de 20 millions pour l'achèvement du boulevard Magenta, elle s'offrit à les lui prêter contre un versement

d'obligations de la ville de Paris, et son premier bilan publié le 30 novembre 1864 attesta un bénéfice de 1,858,925 francs. Comme pour le Crédit Lyonnais, on peut diviser son histoire en plusieurs périodes.

La première et la plus prospère s'étend jusqu'en 1875. Les bénéfices y furent considérables et les entreprises industrielles réussirent bien. Puis vint une période de marasme dans les affaires qui dura environ trois années.

A partir de 1879, une hausse nouvelle se produisit jusqu'en 1882, mais, en 1882, nouvelle chute et durant plus de quinze ans, de 1883 à 1899, les bénéfices restèrent très faibles. Les affaires industrielles engagées pesaient lourdement sur la marche de la société. Les affaires de banque se développaient cependant dans des proportions très considérables, mais leurs bénéfices étaient absorbés par les établissements nouveaux et les agences nouvelles que la société établissait dans presque toutes les villes de France avec une admirable ténacité.

A partir de 1899, les mauvais jours semblent passés. Les bénéfices augmentent, les affaires industrielles anciennes sont liquidées ou près de l'être. La société semble revenue aux belles années de la première période.

Première période : 1863-1875. — L'activité de la société se manifesta dès le début par son intervention dans la création de deux sociétés, l'une

au capital de quinze millions, chargée d'exploiter en Algérie le minerai de fer de Bône, l'autre au capital de 20 millions qui était une Compagnie de navigation fondée dans le but principal de transporter le minerai extrait par la première.

En 1866, des agences furent fondées à Saint-Quentin, Limoges, Rennes, Marseille. Les dépôts étaient au bout de trois ans de 66 millions de francs.

Tandis qu'à cette époque la Banque de France et les principaux de nos établissements de crédit luttaient péniblement contre les effets de la stagnation qui se faisaient sentir, la Société Générale sut trouver au dehors, dans des opérations engagées pour le compte des gouvernements étrangers, un emploi lucratif de sommes considérables. Ce lui fut une source de profits exceptionnels.

C'est ainsi que les bénéfices augmentèrent rapidement.

Ils étaient en 1865	de	4.603.000 francs.
1866		4.784.000 —
1867		7.065.000 —
1868		9.561.000 —

Le mouvement de caisse était passé de :

9.305.000.000	en	1866
à 12.132.000.000	en	1867
à 12.305.000.000	en	1868

soit, pour ces deux dernières années, une augmentation de 491 millions. Les affaires anciennes

continuaient à bien marcher ; de nouvelles furent entreprises. Elle ouvrit un crédit important à une société française exploitant des mines de soufre en Sicile ; elle créa une société anonyme des Mines et Fonderies des rives du Rhône au capital de 800,000 francs. Aussi, en rendant compte de l'exercice de 1868, M. Woloski, membre du conseil d'administration, signalait cette année comme particulièrement fructueuse : « Elle marque, disait-il, un pas important pour le développement et le succès de notre société. Celle-ci a grandi sous tous les rapports et, au bout de peu d'années d'existence, elle s'est placée au nombre de celles qui occupent le premier rang parmi les institutions financières de notre pays. »

L'année 1869 fut meilleure encore au point de vue des bénéfices, qui atteignirent 10,508,000 francs. C'est le chiffre le plus haut auquel ils soient jamais arrivés. De nouvelles agences furent créées à Saint-Etienne et à Saint-Germain en Laye. En même temps, sur la proposition d'une maison de Lima, la Société Générale entre dans la participation financière d'une opération engagée par la maison Dreyfus frères avec le gouvernement péruvien. L'opération était double : elle comprenait, d'une part, l'achat d'une quantité importante de guano, et, d'autre part, un compte courant d'avances au gouvernement.

Nous retrouverons longtemps encore dans l'étude du développement de la société les traces

de cette entreprise ; elle pesa douloureusement sur elle et lui fut une source de graves ennuis.

En cette année 1869, le dividende fut de 31 fr. 25, soit un revenu de 12 1/2 % du capital versé.

Dès le début de la guerre franco-allemande, la direction s'occupa de mobiliser les sommes nécessaires aux remboursements, qui furent demandés en masse, par suite de la panique que produisait l'imminence d'une crise. Cent trente-cinq millions furent réclamés à ses guichets.

Elle parvint sans trop d'efforts à donner satisfaction à sa clientèle. Un bureau provisoire fut installé à Genève, d'où un sous-directeur surveilla la continuation et la réalisation des opérations engagées avec l'étranger. Le chef de service des agences fut envoyé d'abord à Lyon, puis à Marseille, où il centralisa toutes les branches de l'administration provinciale, et le fonctionnement régulier de la société fut maintenu. D'autre part, étant donnés les intérêts puissants engagés dans les affaires du guano et l'emprunt péruvien, deux membres du conseil d'administration se transportaient à Londres pour parer, de là, de concert avec la maison Dreyfus frères, aux difficultés que pourrait présenter une situation exceptionnelle. A partir du 18 novembre 1878 et pour satisfaire aux besoins de la circulation, elle émit des bons de monnaie de cinq, deux et un franc. Elle restait toutefois en dehors des syndicats formés à cette époque en vue de

cette émission par les principaux établissements de crédit sous la direction du Comptoir d'Escompte. L'agence de Londres fut créée pendant la guerre et le conseil s'y transporta craignant que la Commune n'entravât la marche de la société. Elle réalisa en six mois 250,000 francs de bénéfices; les agences de province séparées de Paris furent particulièrement éprouvées; leurs bénéfices réussirent néanmoins à couvrir les pertes et les frais. En résumé, en dehors du ralentissement général des affaires, la Société Générale n'aurait eu du chef de la guerre aucune perte à déplorer en dehors de l'incendie des magasins généraux, dont la destruction enlevait leur garantie aux warrants escomptés par elle. Les bénéfices des deux exercices réunis furent de 12,618,000 francs et la société distribua à ses actionnaires un dividende de 45 francs pour les deux années.

Les déposants, qui, au début, avaient été pris de panique, ne tardèrent pas à revenir, et nous enregistrons le mouvement suivant dans les dépôts :

30 juin 1870	195 millions
28 mars 1871	63 —
16 mars 1872	120 —

En 1871, la Société Générale dut, étant données ses relations avec le gouvernement péruvien, se charger, pour le compte du Pérou, de l'émission d'un emprunt à 6 % pour établir des chemins

de fer dans ce pays. Enfin, elle s'engagea dans une société en participation, ayant pour objet la construction et l'exploitation d'un bassin marchand et de docks dans le port de Callao. Nous retrouverons encore cette affaire, qui fut loin d'être heureuse et lui donna bien des déboires.

En 1873, les bénéfices atteignirent à nouveau un très beau chiffre : 9,290,000 francs. Elle contribua de toutes ses forces au succès de l'emprunt national et souscrivit pour sa clientèle et pour elle 95 millions de rentes environ. En 1874, les bénéfices s'élevèrent à 831,000 francs et en 1875 ils furent de 6,518,000.

Deuxième période : 1876-1878. — Cette courte période fut une époque de marasme industriel et commercial. Nous l'avons déjà vu en étudiant le Crédit Lyonnais, les capitaux drainés par l'emprunt énorme fait par le gouvernement français pour solder les frais de la guerre manquaient et les affaires restaient stationnaires. Des trois sortes d'affaires qui alimentent l'activité sociale : opérations de banque, affaires industrielles, participation financière, les deux dernières étant nulles, la première seule ne suffisait pas à produire des bénéfices assez grands pour maintenir les chiffres tracés.

Outre ces raisons générales, des causes particulières la plaçaient dans une situation malheureuse.

Tout d'abord, l'improductivité persistante de

la plupart des entreprises dans lesquelles elle était engagée. Ensuite, la nécessité où elle se trouvait de réserver une portion de ses bénéfices pour amortir les pertes déjà subies ou à prévoir sur un certain nombre d'affaires industrielles et financières. Sur sept ou huit affaires de ce genre, en effet, l'affaire de Mokta el Hadid (exploitation minière) seule donnait des résultats. Les autres ne donnaient rien et un certain nombre d'entre elles promettaient de ne pas rendre le capital engagé. Ni les mines de Sicile, ni le port de Callao, ni l'affaire du guano ne semblaient être prêts à donner des résultats. Les participations financières n'étaient guère plus heureuses. Il fallut minorer les bons du trésor égyptien, agir de même sur certaines valeurs ottomanes et il résulta de ce chef de nombreuses pertes.

Les bénéfices, qui jusque-là n'étaient pas descendus au-dessous de 6 millions depuis 1867 (l'année de la guerre exceptée), furent :

en 1876 de 4.223.000 francs.

1877 4.221.000 —

1878 4.206.000 —

Certains journaux attaquèrent vivement la société au sujet de ses affaires du Pérou. L'assemblée générale de 1879 fut particulièrement orageuse et donna lieu à une discussion passionnée. On reprochait au conseil d'administration de laisser dans une obscurité voulue la marche des affaires.

Les opérations de banque seules étaient en augmentation réelle.

Troisième période : 1879-1882. — Celle-ci marque un relèvement dans les bénéfices. Les affaires industrielles et les participations financières, à l'exception des mines d'Algérie, qui donnaient des bénéfices, restent stationnaires. Mais les affaires de banque augmentent toujours dans des proportions considérables. Le mouvement de caisse était en 1879 de 10 milliards, en augmentation sur l'année précédente de 177 millions.

L'année suivante, en 1880, le mouvement général de caisse était de 11,578,000,000, soit plus d'un milliard et demi d'augmentation. Les réserves étaient de 13,963,113 francs.

Enfin, en 1882, le mouvement de hausse fut plus sensible encore ; le mouvement de caisse dépassait le chiffre de 14 milliards et les bénéfices augmentèrent dans les proportions suivantes :

en 1879	4.993.000 francs.
1880	5.726.000 —
1881	6.514.000 —
1882	4.975.000 —

C'est dans cette période qu'elle prêta à la Caisse des Familles un concours dont dans la suite elle n'eut pas à se louer.

Des agences nouvelles furent créées dans ce laps de temps.

Quatrième période : 1883-1898. — Au début de cette période, les affaires de banque baissent sensiblement. Elles se relèvent peu après, mais les bénéfices restent faibles. Cela tient à ce fait que de grosses sommes sont employées à des installations nouvelles et à la création de nombreuses agences en province. D'autre part, les immobilisations de capitaux sont considérables et les affaires qu'ils représentent restent toujours sans résultats.

Les bénéfices furent :

en 1883	de	3.452.000 francs.
1884		3.207.000 —
1885		3.202.000 —
1886		3.304.000 —
1887		2.943.000 —
1888		3.446.000 —
1889		3.497.000 —

En 1883, les emprunts péruviens, dont la souscription avait été précédemment confiée à la Société Générale, aboutirent à des pertes considérables pour le public.

En même temps, la société engageait avec la maison Dreyfus frères un procès pour se dégager de sa participation à l'affaire du guano, qui devenait bien onéreuse et dans laquelle la maison Dreyfus frères prétendait la maintenir. Cette affaire souleva de graves complications intérieures. M. Waldeck-Rousseau, avocat de la maison Dreyfus, accusa M. Denière, président du con-

seil, d'avoir joué dans cette affaire un rôle assez louche et prétendit qu'il n'avait pas rendu compte de toutes les sommes qu'il avait reçues. M. Denière donna sa démission, qui fut acceptée. Il fut remplacé par M. Edward Blount. Les tribunaux, du reste, ne tranchèrent qu'à moitié le différend qui s'était élevé, et le 28 février 1889, une transaction fut conclue entre la maison Dreyfus et la Société Générale touchant la liquidation de la participation de l'affaire du guano.

En 1889, la Société Générale avait en France une situation de premier ordre. Par le nombre de ses agences, l'importance de ses dépôts, le nombre de ses comptes, elle était considérée comme un des établissements de crédit les plus prospères et les plus sûrs. Les affaires de banque se développaient du reste d'une façon très considérable. En 1889, le mouvement de caisse était de 14 milliards, c'est-à-dire qu'il était revenu au chiffre le plus élevé qui eût été atteint. Le portefeuille était de 7 milliards 318 millions en augmentation de 97 millions sur l'année précédente.

Si les bénéfices restaient faibles, cela tenait au faible loyer de l'argent et à la pénurie des affaires; ils furent :

en	1890	de	3.552.000 francs.
	1891		3.462.000 —
	1893		2.830.000 —
	1894		3.842.000 —
	1895		2.991.000 —

Sous l'habileté de sa direction, la société paie d'initiative et donne son attention non seulement aux affaires de banque mais encore à toutes celles qui intéressent l'épargne et les grands intérêts français. Sa situation est définitivement établie et incontestée.

« La Société Générale, disait en 1905 l'*Economiste Européen*, a repris son rang dans les grandes sociétés ; elle complète cet assemblage merveilleux de puissance financière dont nous nous enorgueillissons et dont le concours nous est assuré en cas de crise. » L'augmentation des comptes était frappante. Le portefeuille commercial, qui, en 1893, était de 5,407,654,457 francs, s'élevait en 1896 à 9,035,296,630 francs.

Les dépôts atteignaient 110 millions.

Vingt-neuf bureaux étaient installés dans la seule année de 1897.

En même temps, la société prenait part à de nombreuses affaires financières ; elle voyait ses vieilles entreprises Grotta Calda, Guanos, Callao en voie d'amélioration. Le moment approchait où, par le nombre toujours croissant des comptes nouveaux (5,673 nouveaux comptes dans la seule année 1897), la société, approchant des limites fixées par ses statuts, devrait recourir à une augmentation de capital.

Les statuts de la société mentionnaient, en effet, qu'elle ne pouvait recevoir en compte de chèques les fonds qui lui étaient versés que jus-

qu'à concurrence d'une fois et demie le capital social et les réserves. Cette limite se trouva atteinte en 1899 et le conseil d'administration de l'assemblée générale du 26 mars 1898 le mentionna en ces termes : « Les comptes de chèques et les dépôts à échéances fixes continuent la marche ascendante; nous approchons du moment où les limites fixées par nos statuts seront dépassées et nous nous préoccupons des mesures à prendre pour parer à cette situation, car nous considérons qu'il serait profondément regrettable de refuser, à un moment donné, les comptes nouveaux qui pourraient nous être apportés, cet arrêt dans leur développement pouvant avoir une répercussion fâcheuse sur l'essor de nos services. »

En parlant ainsi, le conseil ne faisait allusion qu'aux comptes établis à la date du 31 décembre 1897, qui accusaient le chiffre suivant pour les dépôts à échéance fixe : 111,462,900 francs; ce qui, contre le capital social de 120 millions de francs, ne laissait qu'une marge de 8 1/2 millions de francs environ en ce qui concernait les comptes de chèques.

Or, le capital social de 120 millions, joint aux 13,226,253 francs qui composaient les réserves statutaires spéciales, représentait seulement 133,726,253 francs. En augmentant le chiffre de moitié selon les prescriptions des statuts, on obtenait le chiffre maximum au-dessus duquel il

n'était pas permis à la société d'ouvrir de nouveaux comptes. L'opération ainsi faite donnait un chiffre maximum de 200,589,379 francs. Or, les comptes de chèques atteignaient déjà, en 1897, 175,936,384 francs; il ne restait plus donc qu'une marge de 24,500,000 francs.

A première vue, cette marge semblait suffisante, au moins provisoirement; mais, l'année 1898 ayant été pour la société une nouvelle période de progrès, la situation devint telle, que la direction s'était vue dans la nécessité de donner à toutes ses succursales l'ordre de limiter la réception des dépôts.

En vertu d'une décision de l'assemblée générale du 25 mars 1899, le conseil d'administration fut autorisé à porter le capital social à 200 millions de francs et à effectuer l'émission de nouvelles actions quand il le jugerait à propos.

En 1899, il fut procédé à l'émission de 80,000 actions de 500 francs libérées de moitié au prix de 526 fr. 25 moins 250 francs représentant le non-versé. A la suite de cette opération, le montant nominal du capital était donc de 160 millions de francs. C'était une première augmentation. Sur la prime de 66 fr. 25, 60 francs par action avaient été portés aux réserves, soit 4,800,000 francs au total, et le reste, 6 fr. 25, servait à unifier le dividende.

Les bénéfices avaient été :

en 1896 de 3.004.000 francs.

en 1897	de	4.492.000	francs.
1898		3.015.000	—
1899		4.479.000	—

Cinquième période : 1900-1905. — Cette dernière période marque une ère nouvelle de prospérité, et nous voyons les bénéfices revenir à ce qu'ils étaient dans les bonnes années de 1873-1875. Les comptes avaient continué à augmenter dans de telles proportions que le conseil d'administration résolut de mettre à exécution les mesures votées par l'assemblée générale de 1899. Il procéda à une nouvelle augmentation de capital en 1902. Les anciens actionnaires furent invités à souscrire, au prix de 355 francs, 80,000 actions nouvelles libérées de moitié. Cette opération portait le capital de la Société Générale à 200 millions, dont cent étaient réellement versés. Elle augmentait les réserves de 7 millions de francs, et celles-ci atteignaient par là, en 1903, 21,520,552 francs. Les augmentations les plus marquantes étaient celles qui concernaient le portefeuille commercial et les dépôts.

	Portefeuille commercial	Dépôts	Portefeuille titres	Réserves
1900	305.146	347.690	52.218	18.790
1901	320.948	367.928	30.452	19.102

La progression de l'un de ces chiffres correspond annuellement à celle de l'autre, puisque c'est avec l'argent des dépôts que l'on escompte le papier de commerce. Et cette simultanéité dans les deux comptes indique clairement que la So-

ciété Générale a cherché durant cette période à développer plus spécialement ses opérations dans le sens d'une banque. Les bénéfices furent :

en 1900	de 5.037.000	»
1901	5.148.000	»
1902	5.300.000	»
1903	6.624.000	»
1904	6.722.702	78
1905	8.489.662	29

En raison de la progression constante des opérations de la société, le conseil d'administration a obtenu en 1905 de l'assemblée des actionnaires l'autorisation de porter le capital social de 200 à 300 millions au moyen de la création en une ou plusieurs fois d'actions nouvelles.

La société a aussitôt procédé à l'augmentation de 50 millions de capital et elle va cette année émettre 50,000 francs d'actions nouvelles, ce qui portera son capital normal à 300 millions ; cette augmentation aura sans nul doute les mêmes conséquences que celle à laquelle il a été procédé antérieurement, c'est-à-dire qu'elle permettra à la Société Générale d'élargir davantage encore le noyau de ses opérations et de la mettre à même de répondre aux besoins d'une clientèle qui ne cesse de se développer chaque jour.

En 1903, les résultats obtenus auraient été plus brillants encore si la société n'avait pas été comprise dans une action en responsabilité engagée par le Syndicat de la Caisse générale des Familles

contre les anciens administrateurs et directeurs de cette Compagnie. Fondée en 1858, nous avons vu que la Caisse générale des Familles a fait passer en 1878 avec la Société Générale un contrat de banque qui consacrait une intervention financière de la Société Générale dans la Caisse des Familles, mais qui ne pouvait d'aucune façon rendre la première solidaire de la seconde. La Caisse des Familles en faillite s'est retournée néanmoins contre la Société Générale. A ses prétentions inattendues la société se proposait de résister, mais, dit le rapport du conseil d'administration, ses meilleurs amis, ses conseillers les plus autorisés ont considéré que, si les chances de ses adversaires étaient incertaines, l'intérêt social bien entendu lui commandait de ne pas laisser aller à la faveur d'un procès discuter son bon renom ni porter atteinte à son crédit. Elle a donc consenti à une transaction qui lui impose le paiement comptant d'une somme de quinze cent mille francs qui devra être suivi d'année en année de quatre paiements égaux. C'est un sacrifice que s'est imposé la Société Générale, sacrifice immérité, mais que ses 36,000 actionnaires jugeront avec elle et à juste titre préférable à de longues procédures et à des discussions judiciaires.

Les résultats obtenus cette dernière année ont été remarquables et se sont traduits par une augmentation de bénéfices de près d'un million et demi.

Il est vrai qu'étant données les augmentations de capital, la répartition du dividende porte en 1904 sur 400,000 actions au lieu de 320,000, et en 1905 sur 500,000. Le dividende distribué en 1902 et 1903 est le même, soit 14 fr. 75 en 1904 et 15 francs en 1905.

Si nous considérons ce dernier rapport, nous constaterons le développement énorme que la Société Générale a su donner à quelques-uns de ses chapitres.

<i>Le portefeuille était :</i>	EN 1902	EN 1905
	—	—
Nombre d'effets entrés.....	37.493.041	46.131 373
Sommes.....	15.108.397.158	20.486.000.000
<i>Comptes de chèques et comptes de disponibilité :</i>		
Nombre de comptes.....	104 469	138.238
<i>Dépôts à échéance fixe :</i>		
Dépôts en cours au 31 décembre.	121.746.600	126.016.100

D'autre part, en ce qui concerne les affaires du Guano et de Callao, dont il a été constamment fait mention dans le cours de cette étude, la société marche vers une solution définitive. Pour la participation Guano, aux termes de la sentence rendue par le tribunal arbitral de Lausanne, la Société Générale reçut en 1902 une première répartition provenant de la distribution des fonds déposés par le Chili à la Banque d'Angleterre. En 1903, le gouvernement du Chili continua les paiements ainsi ordonnés. Tout ne semble pas fini cependant, et la Société Générale

doit avoir d'autres recouvrements importants à effectuer.

Le port de Callao faisait en même temps des recettes meilleures et il serait appelé à prendre une très grande importance si les Etats-Unis se chargeaient de mener à bien l'entreprise du Canal de Panama. Toutefois, à l'assemblée générale de 1903, le président du conseil d'administration de la Société Générale annonça aux actionnaires que des ouvertures lui avaient été faites pour une rétrocession et que des négociations étaient actuellement en cours. Cette solution eût été très désirable, l'entreprise étant loin et difficile à surveiller. Ainsi se serait terminée cette affaire plus brillante d'espérances que de réalités, que la Société Générale a faite il y a bien des années et aux frais de laquelle elle a dû consacrer en pure perte une partie de ses bénéfices. Mais, en réalité, aucun changement n'est encore intervenu, et il semble du reste que les circonstances deviennent favorables à ce port, étant donné le percement prochain de l'isthme de Panama.

Considérons maintenant l'état actuel de la société ; elle est dirigée par un conseil d'administration composé de douze membres, dont le président, un directeur général assisté de quatre sous-directeurs et d'un secrétaire général.

L'assemblée générale annuelle a lieu, aux termes des statuts, dans le premier trimestre de l'année et généralement dans la deuxième quinzaine

de mars. Les opérations sont nombreuses et de toute nature ; nous en empruntons le détail au rapport qu'elle a fait paraître sous la signature de son directeur général, M. Dorizon, dans le compte rendu du congrès des valeurs mobilières de 1900.

« La Société Générale, dit ce rapport, prête son concours aux associations déjà constituées ou à celles qui se constituent sous la forme de sociétés en nom collectif, en commandite, anonymes ou à responsabilité limitée et ayant pour objet, soit des entreprises financières, industrielles et commerciales, mobilières ou immobilières, soit des entreprises de travaux publics. Elle se charge de constituer ces sociétés, d'émettre leur capital, de placer leurs actions et leurs obligations et d'ouvrir à cet effet toutes souscriptions nécessaires ; d'accepter, au nom des actionnaires de ces sociétés, tous mandats de contrôle et de surveillance sur les opérations, tous pouvoirs de les représenter où besoin sera. Enfin, elle peut prendre dans les sociétés constituées ou à constituer une ou plusieurs parts d'intérêt.

« La Société Générale ouvre des crédits, avec ou sans nantissements, connaissements, etc., à toute société ou à tout négociant ou industriel ou à tout particulier ; cautionne ou garantit l'exécution de toute opération et de tous engagements ; fait aux associations patronnées par elle des prêts avec ou sans hypothèques ; consent

des prêts et ouvre des crédits sur garanties hypothécaires, transports en garantie ou nantissements, à tous entrepreneurs de travaux publics et autres et à tous constructeurs. Elle fait des avances à tout constructeur, propriétaire ou armateur de navires, pour sûreté et garantie régulière. La société achète des matières d'or ou d'argent ou des métaux précieux destinés à être revendus en nature ou en monnaie.

« La Société Générale escompte les effets de commerce payables à Paris, dans les départements ou à l'étranger ; les effets, bons et valeurs émis par le trésor public, les villes, les communes et les départements ; les warrants ou bulletins de gages concernant les marchandises déposées dans les docks, entrepôts ou magasins généraux, et en général toute sorte d'engagements fixes résultant de transactions commerciales ou industrielles et d'opérations faites par toutes administrations publiques ; elle négocie et réescompte ces valeurs. Les effets et valeurs de commerce escomptés par la Société Générale doivent être à six mois au plus.

« La société se charge de tous recouvrements pour le compte des associations, clients ou correspondants ; elle paie tous coupons d'intérêt et les dividendes, accepte et paie tous mandats, chèques et traites ou lettres de change dont la couverture a été faite soit par crédits ouverts, soit en espèces, valeurs ou marchandises données en nantissement.

« La Société Générale fournit sur les clients et les correspondants de la société tous mandats, traites, lettres de change à échéance fixe, à vue ou à plusieurs jours de vue. Elle émet des engagements portant intérêt dont l'exigibilité ne peut être moindre de quatre-vingt-dix jours ni excéder cinq années. Elle fait des avances sur les rentes françaises et étrangères, sur les valeurs émises par l'Etat, villes, communes et toutes autres administrations publiques françaises ou étrangères.

« La société reçoit moyennant un droit de garde les dépôts volontaires de tous titres, lingots, monnaies et matières précieuses. Elle accepte en compte courant les fonds versés à un taux d'intérêt fixé par le conseil d'administration ou sans intérêt et sous la condition que le solde de ces comptes soit toujours représenté par des espèces ou par des effets de commerce à deux signatures et à quatre-vingt-dix jours, des rentes, des bons du trésor et autres valeurs sur lesquelles la Banque de France consent des avances.

« La société contracte et négocie aux conditions arrêtées par le conseil d'administration tous emprunts publics ou autres. Elle ouvre toutes souscriptions pour leur émission, participe à ces emprunts ou à ces souscriptions, même à celles qui seraient ouvertes par d'autres.

« Elle effectue au mieux des intérêts de la société le placement des fonds disponibles pro-

venant du capital social de son fonds de réserve et de ses bénéfices, vend les valeurs ainsi achetées et fait tous emplois du produit de ses ventes conformément aux décisions du conseil d'administration. Enfin, la société fait généralement toutes les opérations d'une maison de banque, soit en France, soit à l'étranger.

« Les opérations à terme sur les fonds publics français et étrangers et sur les actions des Compagnies lui sont interdites ; cette interdiction ne s'applique pas toutefois aux reports et aux opérations indiquées plus haut ou se rattachant à des valeurs émises par la société. »

L'organisation de la société, dit l'*Economiste Européen*, s'étend donc aujourd'hui sur 483 villes de province, y compris les bureaux rattachés, bureaux hebdomadaires ou bi-hebdomadaires, et elle compte de plus, à Paris, les succursales : 45 bureaux de quartier, 30 agences de banlieue, soit au total 561 guichets. Elle n'a qu'une agence proprement dite à l'étranger, celle de Londres, mais elle a adopté pour étendre son champ d'action en dehors de nos frontières un système qui diffère complètement de celui employé par le Crédit Lyonnais. Tandis que ce dernier a établi un peu partout des maisons, succursales ou agences, qui lui sont directement soumises, la Société Générale a créé ce qu'elle appelle des filiales ; ce sont des sociétés dans lesquelles, au point de vue financier, elle entre pour la plus

grande part, mais qui jouissent vis-à-vis d'elle d'une autonomie et d'une liberté relatives.

Parmi elles, nous notons : la Société Française de banque et de dépôt, dont l'activité se manifeste surtout en Belgique et qui est maintenant définitivement connue et appréciée chez nos voisins ;

La Société Générale alsacienne de banque dont le siège et les principales succursales sont établies en Alsace et apportent à la « maison mère » un secours des plus avantageux ;

La Banque du Nord créée en Russie au capital de cinq millions de roubles dont les débuts furent les plus heureux. Très rapidement, elle fit des opérations de banque pour un chiffre élevé et elle créa dans un certain nombre de villes des succursales qui donnèrent immédiatement de très bons résultats à Moscou, Minsk, Bakou, etc. Cet établissement, qui se borna selon ses statuts aux affaires d'escompte et aux prêts sur nantisements à court terme, a vu, en 1902, ses dépôts dépasser 15 millions de roubles et son bilan monter à plus de 60 millions de roubles. L'extension de la société a été telle qu'elle a dû augmenter son capital, qui est passé, en 1903, de 5 à 12 millions et demi de roubles. Elle a supporté depuis sans dommage les événements qui ont affecté la marche des affaires en Russie.

La situation actuelle de la Société Générale nous est donnée par les chiffres du dernier bilan définitif publié au 30 décembre 1905.

BILAN DÉFINITIF AU 31 DÉCEMBRE 1905

ACTIF

Caisse et banque.	95.545.635	11
Portefeuille.	380.258.150	32
Effets à l'encaissement. . . .	36.233.299	78
Reports.	47.532.974	40
Coupons à encaisser.	16.780.796	97
Rentes et actions, bons et obligations.	46.706.465	57
Avances sur garanties.	153.510.790	32
Participations industrielles et commerciales.	1.935.120	50
Participations financières. .	62.992.913	85
Immeubles.	16.874.846	74
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers.	259.393.069	44
Appels différés sur actions. .	125.000.000	»
Coupons de 6 fr. 25 payés en octobre.	3.125.000	»
Total.	1.245.889.063	»

PASSIF

Capital.	250.000.000	»
Réserve.	26.303.501	52
Comptes de chèques.	291.151.636	66
Dépôts à échéance fixe. . . .	126.016.100	»
<i>A reporter. . .</i>	693.471.238	18

<i>Report.</i> . . .	693.471.238 18
Effets à payer.	103.348.234 04
Comptes de banque à l'étran- ger et comptes courants di- vers.	440.085.968 82
Intérêts et dividendes à payer aux actionnaires.	404.581 68
Profits et pertes :	
Bénéfices de l'exercice. . . .	8.489.662 29
Report de l'exercice précé- dent.	89.377 99
Total.	<u>1.245.889.063 »</u>

A l'actif, le chiffre atteint par le portefeuille est à noter : près de 380 millions. Il n'était en 1902 que de 340 millions. On voit par là que, comme les autres établissements de crédit, la Société Générale se livre elle aussi à l'achat du papier de commerce.

Mais le trait le plus caractéristique de la société est constitué par les participations financières, industrielles et commerciales, qui, réunies, dépassent 64 millions de francs. Elles présentent de ce chef une physionomie un peu différente des institutions similaires ; tandis que celles-ci travaillent surtout avec les dépôts à vue et que les dépôts à terme ne figurent dans leur bilan pour ainsi dire que pour mémoire (nous l'avons vu au Crédit Lyonnais), celle-là

accepte pour un chiffre assez étendu ces dépôts, ce qui lui permet de donner aux comptes portefeuille valeurs et participations, le développement que nous constatons.

C'est à propos de ces deux comptes portefeuille titres et participations qu'on a adressé à la Société Générale les plus vives critiques. Nous avons déjà dit qu'au point de vue théorique, il est certain qu'une banque de dépôt n'a pas le droit d'immobiliser dans des opérations à longue échéance les capitaux qui lui sont confiés, mais il faut remarquer que ces prescriptions ne s'appliquent avec toute leur rigueur que pour les établissements dont les dépôts à vue forment la plus importante part des fonds disponibles.

En effet, à côté de ces dépôts à vue, il y a en banque des comptes à préavis de six mois, un, deux, trois et cinq ans, et ceux-là peuvent, semble-t-il, être employés sans danger à certaines participations temporaires. Or, si nous considérons le bilan publié au 31 décembre 1905, nous trouvons que c'est là précisément le cas de la Société Générale. Si elle a 291 millions de comptes de chèques, qui sont des dépôts à vue, elle a, d'autre part, 120 millions de dépôts à échéance fixe.

Tandis qu'un établissement comme le Crédit Lyonnais n'a, au regard de 700 millions de comptes à vue, que 30 millions de comptes à préavis.

Puisque la nature des comptes est différente,

leur emploi doit nécessairement différer aussi.

Les chiffres très importants du portefeuille titres et participations sont la conséquence des nombreux intérêts que la société possède dans un grand nombre d'affaires : Compagnie générale des tramways, Appontements de Pauillac, Omnium Lyonnais, Société Lazare Weiler, Chemins de fer de la Drôme, de l'Aube, Omnium russe, Compagnie française de télégraphes, etc. D'autre part, si nous comparons les exigibilités aux disponibilités, nous obtenons les résultats suivants :

Disponibilités. . . . 1.100.889.216 26

Exigibilités. . . . 965.856.007 86

soit, en chiffres ronds, un excédent de disponibilités sur les exigibilités au 31 décembre 1903 de plus de 135 millions de francs, sans compter les 100 millions de francs qui restent à verser sur les actions et les 9 millions d'immeubles.

On voit par là, et ce sera aussi notre conclusion, combien est parfaite à l'heure actuelle la Société Générale. Après le brillant début, des affaires malheureuses lui donnèrent bien des déboires et l'obligèrent de longues années à une situation relativement effacée. Grâce à la ténacité de sa prudente et habile direction, elle a repris aujourd'hui le rang qui lui était réservé, elle n'est uniquement ni une banque d'escompte proprement dite, ni une banque de dépôt à échéance fixe, s'occupant de commandite. Elle

est dans un juste milieu l'une et l'autre tout à la fois. Elle contribue ainsi et plus peut-être que ses concurrentes à l'essor de la richesse nationale et réalise dans la mesure où ses moyens et sa sagesse le lui permettent le programme si nettement inscrit dans sa raison sociale : favoriser en France le développement du commerce et de l'industrie.

DIVIDENDES DISTRIBUÉS PAR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DEPUIS SA FONDATION

en 1864	6 »	en 1885	12 88
1865	16 50	1886	12 88
1866	16 50	1887	12 50
1867	25 »	1888	12 88
1868	31 25	1889	12 88
1869	31 25	1890	12 97
1870	12 50	1891	13 02
1871	32 50	1892	12 50
1872	30 »	1893	12 50
1873	22 50	1894	12 50
1874	25 70	1895	12 50
1875	23 29	1896	12 50
1876	15 46	1897	12 50
1877	15 46	1898	12 50
1878	15 46	1899	12 50
1879	18 04	1900	13 54
1880	20 61	1901	13 54
1881	23 29	1902	14 75
1882	18 04	1903	14 75
1883	12 88	1904	15 »
1884	12 88	1905	15 »

CHAPITRE III

Comptoir National d'Escompte de Paris.

Le Comptoir d'Escompte est le premier établissement de crédit qui ait fonctionné en France. Sa fondation remonte, nous l'avons déjà vu, à l'année 1848. Le pays traversait alors une période de crise intense et le Comptoir d'Escompte avait pour mission de chercher à en atténuer les effets en mettant le crédit à la portée des nouvelles couches de commerçants et en facilitant ainsi la reprise des affaires.

La société, fondée le 10 mars 1848, fut approuvée par décret des 8 et 10 du même mois. Elle devait avoir une durée de trois années et expirer le 18 mars 1851, mais elle fut d'abord prorogée de six ans, jusqu'au 18 mars 1857, puis de trente ans, de cette dernière date jusqu'au 18 mars 1887, et enfin de vingt ans, ce qui la portait au 18 mars 1907.

Elle ne devait pas aller si loin.

Le capital social avait été primitivement fixé à 20 millions, fournis un tiers par les actionnaires, deux tiers par l'Etat et la ville de Paris réunis à titre de garantie.

D'après l'article 5 des statuts, les opérations de la société consistaient dans l'escompte des

effets de commerce sur Paris et les départements. Toutes autres opérations lui étaient interdites, mais ce cadre étroit fixé au début fut singulièrement élargi dans la suite, et les derniers statuts de 1886 donnent au Comptoir la liberté de faire toutes les opérations de banque, d'entreprendre et de subventionner les entreprises industrielles et commerciales, de prendre part aux émissions et souscriptions d'emprunt pour leur propre compte et pour le compte de tiers. Au 31 août 1848, le Comptoir avait escompté pour 80,378,326 francs d'effets et pour 6,924,166 francs de récépissés de marchandises. Il avait été chargé de recouvrer 15,904,956 francs dans les départements et plus de 88 millions avaient passé dans sa caisse.

Il commença ses opérations avec un capital réalisé en espèces de 2,587,021 fr. 45. Ce capital fut réalisé au bout de dix jours ; mais la panique était telle qu'on eut toutes les peines du monde à le réaliser. Les premières actions furent prises, comme les billets d'une loterie de charité, par quelques capitalistes en évidence, par des chambres d'avoués et de notaires, par des Compagnies d'assurances, par des sociétés de bienfaisance, et personne ne considérait sa souscription comme un placement (1). On sait cependant

(1) Courcelles-Seneuil. *Traité théorique et pratique des opérations de banque*, p. 207.

quel rapide développement prit ce nouvel instrument de crédit et quels éminents services il rendit au commerce parisien ainsi qu'aux intérêts français à l'étranger, notamment en Extrême-Orient. Son succès et l'extension de ses affaires obligèrent le conseil d'administration à demander dès 1863 une augmentation de capital et à dégager progressivement l'Etat et la ville de Paris de la garantie qu'ils lui avaient accordée. Il modifiait en même temps son titre et devenait le Comptoir d'Escompte de Paris. Le capital fut élevé en 1863 à 30 millions.

Sans vouloir faire une histoire développée de l'ancien Comptoir, nous noterons cependant que, le 2 octobre 1860, ce capital fut porté à 40 millions, et six ans après, le 8 novembre 1866, à 80 millions, avec 20 millions de réserves. Les actions étaient, dans cette dernière période, au nombre de 160,000 ; elles étaient au porteur et entièrement libérées.

Les opérations suivirent du reste une marche ascendante, et à titre d'indication nous empruntons au rapport du conseil d'administration de la société les chiffres des dividendes que distribua l'ancien Comptoir depuis sa fondation jusqu'à sa chute :

en 1848	15 frs.	en 1852	31 frs.
1849	35	1853	36
1850	40	1854	42
1851	40	1856	43

en 1857	42 frs.	en 1873	35 frs.
1858	46	1874	37
1859	36	1875	42
1860	44	1876	40
1861	39	1877	45
1862	42	1878	42
1863	59	1879	44
1864	58	1880	46
1865	63	1881	40
1866	57	1882	48
1867	50	1883	48
1868	41	1884	48
1869	44	1885	48
1870	27	1886	48
1871 (6 mois)	25	1887	48
1872	31	1888	50

Enfin, pour donner une idée de ce qu'étaient les opérations de cette société quelques années avant sa chute, nous considérerons l'année 1886. Nous trouvons que les opérations sociales ont atteint 9,437,913,000 francs. Dans ce chiffre, l'es-compte des effets de commerce figure pour 1,452,597,000 francs.

Le mouvement de caisse total atteignit près de 8 milliards ; enfin, les dépôts étaient de 163 millions. On voit par ces quelques chiffres combien puissante était cette institution et combien grandes devaient être les ruines que sa chute accumula.

L'ancien Comptoir d'Escompte était adminis-

tré par un conseil de quinze membre ; trois censeurs étaient chargés de contrôler la comptabilité ; le directeur était nommé par le conseil, mais sa nomination devait être soumise à l'approbation du ministre des finances.

Le conseil était en outre assisté par un conseil d'escompte pris dans chaque spécialité d'industrie. L'assemblée générale était composée d'actionnaires ayant au moins dix actions.

Le Comptoir possédait à l'étranger de nombreuses agences, une à Londres, quatre dans les colonies : Réunion, Bombay, Calcutta, Changai. Il avait enfin des succursales à Lyon, Marseille et Nantes.

Ainsi constituée, la société était intervenue dans un très grand nombre d'affaires ; elle participa aux emprunts mexicain, tunisien, norvégien, portugais, argentin, grec. Elle contribua à la fondation de très nombreuses sociétés. Parmi les principales, on peut citer la Société des Ateliers et Chantiers de la Loire, celle des Matières colorantes et produits chimiques, la Société Industrielle et Commerciale des Métaux, le Crédit foncier colonial, la Compagnie de construction et d'exploitation des chemins serbes, la Banque maritime, etc.

Outre la Société des Métaux, par laquelle, comme nous le verrons plus loin, elle devait tomber, un grand nombre de ses entreprises n'avaient pas été heureuses et les spéculations

dans lesquelles on la voyait s'engager si loin de de son objet primitif paraissaient périlleuses à bien des esprits.

En 1887, un journal financier des plus sérieux et des mieux documentés jetait le cri d'alarme (1) :

« Le Comptoir d'Escompte, disait-il, n'a pas toujours eu la main heureuse dans le choix des affaires qu'il a présentées au public. Ce n'est pas tout à fait sans raison qu'on lui a adressé le reproche d'avoir souvent couvert de son pavillon une marchandise frelatée..... Combien le Comptoir d'Escompte eût été mieux inspiré en restant fidèle à son rôle primitif et à son premier titre de Comptoir National d'Escompte et en ne patronnant que des valeurs ou des opérations françaises de tout repos ! Que de déceptions dans le passé et sans doute aussi pour l'avenir n'aurait-il pas évitées de la sorte à l'épargne française ! »

Cette prophétie n'allait pas tarder à devenir une douloureuse réalité.

Le nouveau Comptoir d'Escompte a lui-même publié lors de l'exposition de Chicago, dans une notice fort intéressante, l'histoire de l'ancien Comptoir pendant la guerre et la crise qui l'a emporté :

« Pendant la période transitoire de 1871-1873, dit cette notice, la grande situation acquise par

(1) *La Semaine financière*, 5 février 1887.

le Comptoir le désignait tout naturellement pour prendre une large part aux importantes opérations financières qui suivirent le rétablissement de la paix.

« C'est ainsi que le Comptoir, en octobre 1871, émit, avec l'autorisation du gouvernement et avec le concours de plusieurs autres Sociétés de Crédit, des bons de monnaie au porteur de 5 francs, qui, répondant alors aux besoins réels du commerce, furent très bien accueillis et circulèrent dans toute la France. Il apporta un concours considérable tant en France que par ses agences lointaines à l'émission de l'emprunt municipal de Paris de 1871, destiné à liquider la situation de la ville au lendemain des désastres qui l'avaient frappée. Les souscriptions recueillies par le Comptoir s'élevaient au montant total de l'emprunt.

« Le Comptoir prit également une part importante dans les émissions de rente française destinées au paiement de l'indemnité de guerre. Lors de l'émission de l'emprunt de trois milliards, le Comptoir seul réunit les demandes de 15,000 souscripteurs pour 60 millions de rente, soit 1,200 millions de capital. En même temps, le Comptoir intervint activement dans les opérations de garantie et dans les mouvements considérables de fonds et de changes étrangers occasionnés par le règlement de l'indemnité de guerre.

« C'est au commencement de l'année 1888 que la Société des Métaux, qui, depuis sa création, était en relations d'affaires avec le Comptoir, demanda à cet établissement de participer à cette fameuse opération sur le cuivre qui devait entraîner un an plus tard la chute des deux sociétés. Il s'agissait pour la Société des Métaux de se procurer une quantité importante d'étain et de cuivre, articles dont les prix se trouvaient avilis par une production exagérée. Cette société était alors en pleine prospérité ; disposant d'un capital important et dirigée par des personnes dont la compétence n'avait jusqu'alors jamais été mise en doute, elle jouissait d'un crédit incontesté. Le Comptoir consentit à lui faire des avances sur les marchandises qu'elle désirait acheter. Cette opération, qui, au début, avait un caractère seulement commercial, devint malheureusement le point de départ d'une spéculation dont l'issue fut funeste à tous ceux qui y avaient participé.

« La Société des Métaux, frappée par l'influence considérable que les premiers achats avaient exercée sur les prix, eut l'idée de traiter avec les principales mines de cuivre pour arriver par une limitation de la production à un relèvement général des prix. Elle passa à cet effet des contrats très considérables avec un grand nombre de propriétaires de mines. Sur sa demande, le directeur du Comptoir, sans avoir consulté préalablement le conseil d'administration, intervint

dans plusieurs de ces contrats pour en garantir l'exécution. Lorsque plus tard le conseil d'administration fut saisi de cette question, des avances considérables avaient déjà été consenties à la Société des Métaux contre les cuivres dont la réalisation forcée eût pu causer des pertes sérieuses. »

Il faut remarquer que la Société des Métaux avait été créée par le Comptoir lui-même et que le directeur du Comptoir, M. Denfert-Rochereau, et deux administrateurs faisaient partie du conseil d'administration de la société. M. Denfert-Rochereau avança à la société des sommes gagées sur des warrants, sur stocks de cuivre. Ces avances furent continuées jusqu'au commencement de mars 1889 en violation des statuts du Comptoir, et M. Denfert-Rochereau acceptait la garantie des warrants dont la valeur ne suffisait pas à couvrir la créance du Comptoir.

« A partir de ce moment, continue la notice, la situation devint de plus en plus dangereuse ; pendant toute l'année 1888, les mines de cuivre bénéficiant des engagements imprudemment contractés par la Société des Métaux, augmentèrent dans des proportions considérables leur production, tandis que la consommation, refusant de payer les prix surélevés demandés pour ce métal, réduisit ses demandes au strict nécessaire. Les stocks de cuivre détenus par la Société des Métaux grossissaient ainsi de la manière la

plus inquiétante et en même temps les demandes d'avances de cette société que la garantie donnée aux mines ne permettait plus au Comptoir de repousser devenaient de plus en plus pressantes.

« Plusieurs combinaisons destinées à faciliter la liquidation des engagements pris par la Société des Métaux avortèrent. Ces engagements prirent bientôt de telles proportions que le 5 mars 1889 le directeur du Comptoir, M. Denfert-Rochereau, écrasé sous le poids des responsabilités qu'il avait assumées, se donna la mort. Une panique s'en suivit et un *run* formidable se produisit dans les caisses du Comptoir. »

Il fallait à tout prix atténuer le désastre, la constitution du Comptoir d'Escompte ou tout au moins la continuation d'une certaine partie de ses opérations offrait un intérêt national. A Madagascar et à l'étranger, le Comptoir d'Escompte était le représentant indispensable de l'influence française; la disparition des agences coloniales eût été plus qu'un désastre privé, elle eût été l'affaiblissement de notre action politique et eût délivré les nations rivales d'une concurrence gênante.

En France même, il était très important que l'on prît des mesures pour limiter ce désastre. Si les déposants n'avaient pas été remboursés, la crise se serait généralisée et aurait pris les proportions effroyables d'un cataclysme social.

Le commerce parisien eût été ruiné et le crédit public ébranlé dans sa base. La foule se serait précipitée aux guichets de toutes les autres banques de dépôt, dont le portefeuille se serait trouvé brusquement compromis par une série de faillites. La Banque de France elle-même aurait pu s'en trouver atteinte.

Ni le gouvernement ni la haute finance ne pouvaient hésiter un seul instant à se concerter pour étudier en cette circonstance une mesure de salut commun.

Les actionnaires n'avaient point accepté la démission des administrateurs, mais ils les révoquèrent et le gouvernement prit immédiatement les mesures énergiques que comportait la situation.

Grâce à la haute intervention de M. Maurice Rouvier, ministre des finances, une réunion des chefs des principaux établissements de crédit eut lieu au ministère. A la suite de cette réunion, la Banque de France avança au Comptoir 140 millions. En outre, plusieurs banquiers et différentes Sociétés de Crédit ajoutèrent leur aval à la garantie résultant du portefeuille du Comptoir jusqu'à concurrence de 20 %.

Ainsi, grâce à l'intervention de la haute banque, le Comptoir put rembourser ses déposants, régler ses engagements et rendre aux anciens actionnaires la presque intégralité du capital social.

C'est le 2 mai 1889 que fut reconstitué sous forme de société anonyme régie par la loi de 1867 le Comptoir National d'Escompte de Paris. Les actions présentées au public furent souscrites plus de deux fois. Les anciens actionnaires avaient un droit de préférence.

Les statuts offraient aux actionnaires et aux tiers qui traitaient avec la nouvelle société toutes les garanties désirables. Une commission de contrôle émanant directement de l'assemblée générale des actionnaires devait exercer d'une manière permanente une surveillance sur la gestion sociale, indépendamment de la vérification légale par les commissaires des comptes présentés en fin d'année.

Un conseil d'escompte, composé généralement des principales notabilités de la place, était établi auprès du siège social et de quelques-unes des plus importantes agences de province pour apprécier la valeur des effets présentés.

Une assemblée extraordinaire fut réunie le 28 janvier 1890 sous la présidence de M. Denormandie, président du conseil d'administration. Le capital, primitivement fixé à 40 millions, fut porté à 80, divisé en 160,000 actions de 500 francs chacune libérées de moitié. Le 26 février de la même année, l'assemblée des actionnaires se réunissait pour approuver les comptes du premier exercice.

Le rapport du conseil d'administration men-

tionne que la nouvelle société s'est attachée à renouer partout les anciennes relations du Comptoir précédemment tombé et à en créer de nouvelles. Durant cette année, les agences de Melbourne, Sydney, San-Francisco, Hong-Kong, Changai, Yokohama, Madagascar, Bombay, Calcutta furent successivement ouvertes. « En un mot, dit le rapport, le nouvel établissement a su reprendre en peu de temps la place éminente qu'occupait l'ancien Comptoir d'Escompte. »

Les bénéfices avaient été, pour l'exercice incomplet de 1889 (11 juin au 31 décembre), de 433,617 francs et avaient donné lieu à un dividende de 4 francs. La clientèle de l'ancien Comptoir, revenue presque entièrement, permit en 1890 de donner un dividende de 10 francs pour 2,923,000 francs de bénéfices.

L'année 1891 fut meilleure encore, et le chiffre d'affaires atteint se rapproche sensiblement du chiffre atteint par l'ancien Comptoir en 1887 qui fut une de ses dernières années normales. Une augmentation de capital devenait nécessaire.

En 1892 intervint une combinaison qui permit au Comptoir National d'Escompte d'absorber la Banque de Dépôts et Comptes Courants, suite de la société des dépôts entrée en liquidation en 1891 et qui lui apporta, avec un capital intact de 15 millions versés, une clientèle intéressante et un local admirablement situé au centre de Paris, où il installa une succursale, 2, place de l'Opéra.

Aux termes de cet accord, le Comptoir appela 125 francs par action, soit 20 millions sur ses 160,000 actions, et échangea ces titres contre 120,000 actions libérées représentant les 60 millions versés. La Banque de Dépôts reçut 30,000 actions nouvelles libérées du Comptoir National d'Escompte et le capital se trouvait ainsi porté à 75,000,000 entièrement versés.

Dès le début, il fit des opérations de banque sa principale activité et devint le banquier des banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe, du Sénégal, etc. En même temps, à Madagascar, il créait des agences à Tamatave et à Tananarive, en Chine, en Australie et aux Etats-Unis.

L'extension de ses affaires fut remarquable. Ses bilans accusaient :

en 1891,	un chiffre de	314 millions.	
1892	—	565	—
1893	—	404	—
1894	—	482	—

En quatre années, l'augmentation était de 168 millions.

Par décision des assemblées des 21 avril et 11 juillet 1895, le capital social a été porté de 75 à 100 millions par la création de 50,000 actions nouvelles de 550 francs. Le capital était ainsi porté à 100 millions de francs entièrement versés, divisé en 200,000 actions entièrement libérées et au porteur.

En 1896, une agence était fondée à Majunga, dix bureaux de quartier étaient établis à Paris et vingt-trois agences en province. La clientèle devenait toujours plus nombreuse.

Ces progrès se continuent dans la suite sans jamais se démentir. L'année 1897 voit les affaires augmenter sans cesse ; les participations financières du Comptoir sont nombreuses et il intervient dans de fort importantes opérations, principalement à l'étranger et aux colonies.

Il constitue une Compagnie coloniale de Madagascar au capital de 1 million pouvant être porté à 5 millions de francs. Il fonde la Banque Coloniale Française du Brésil. Il organise un nouveau service de prêts maritimes sur la demande d'armateurs, service qui répond bien au programme essentiellement commercial du Comptoir. Il continue à fonder de nombreuses agences à l'étranger, Liverpool, Manchester, aux Indes, à Chicago, Tunis, Sousse, Gabès. Parallèlement à son extension, les bénéfices croissent notablement. Ils furent :

en	1895	de	5.282.000 francs.
	1896		5.400.000
	1897		5.400.000
	1898		5.463.000
	1899		6.114.000
	1900		8.596.000
	1901		8.704.000
	1902		8.362.000

Un caractère particulier de cet établissement, c'est qu'il a cherché à cette époque à étendre le champ d'action de ses affaires à l'étranger et aux colonies et qu'il s'est en même temps lancé dans une série d'opérations commerciales qui, le cas échéant, auraient pu devenir dangereuses. La *Semaine financière* d'avril 1900 le faisait remarquer, en soulignant que le Comptoir d'Escompte avait un excédent d'exigibilités de 60 millions sur les disponibilités. Dans le cas, improbable, il est vrai, où le public aurait demandé à la fois aux guichets du Comptoir d'Escompte toutes les sommes qui lui étaient dues, celui-ci aurait été obligé, pour pouvoir faire face à ses exigences, de réescompter son portefeuille à la Banque de France. Or, étant donnée la nature des participations financières de la société, on pouvait se demander jusqu'à quel point le portefeuille du Comptoir d'Escompte eût été accepté par la Banque de France. Cet état de choses, qui impliquait un danger pour le Comptoir d'Escompte, s'est, comme nous le verrons par l'examen du bilan, absolument modifié.

Si nous considérons maintenant l'état actuel de la société, nous constatons que le Comptoir National d'Escompte est dirigé par un conseil d'administration composé de onze membres élus pour six ans et devant posséder au moins 50 actions. Le président du conseil qui a succédé il y a quelque temps à M. Denormandie est

M. Mercet. Il est assisté d'un directeur général, M. Rostand, et de deux sous-directeurs.

L'assemblée générale a lieu dans le courant d'avril ; elle se compose de tous les actionnaires ayant au moins dix actions depuis trois mois. Le capital de la société fut porté par décision de l'assemblée du 26 avril 1900 à 150 millions de francs par la création de 100,000 actions nouvelles émises à 575 francs. Sur la prime, 65 francs ont servi à porter les diverses réserves à 16 millions de francs et 10 francs à augmenter le dividende des actions. Le conseil a reçu en outre l'autorisation de porter, lorsqu'il le jugerait favorable, le capital à 200 millions. Il est donc à l'heure actuelle de 150 millions représenté par 300,000 actions de 500 francs. Il existe en outre 60,000 parts de fondateur ayant droit à 30 % des produits de la société après prélèvement de 5 % pour la réserve, 5 % pour l'intérêt à servir aux actions et 5 % pour l'administration. Les 7 % restant sont distribués aux actionnaires à titre de dividendes supplémentaires. Comme nous l'avons fait pour la Société Générale et le Crédit Lyonnais, nous empruntons la nomenclature des opérations du Comptoir d'Escompte au rapport que celui-ci a publié au congrès des valeurs mobilières de 1900 :

« Le Comptoir, dit ce rapport, est autorisé par ses statuts :

« 1° A escompter les effets de commerce paya-

bles à Paris, dans les départements, dans les colonies françaises et à l'étranger ; les effets, bons et valeurs émis par le trésor public, les villes, les communes et les départements ; les warrants ou bulletins de gages concernant les marchandises déposées dans les docks, entrepôts, magasins généraux, et en général toutes sortes d'engagements à ordre et à échéance fixe résultant de transactions commerciales ou industrielles ou d'opérations faites par toutes administrations publiques.

« 2° A faire des avances sur rentes françaises ou fonds publics étrangers ; sur valeurs émises par l'Etat, les départements, villes et communes et toutes autres administrations publiques ; les actions, obligations, parts d'intérêts des Compagnies de chemins de fer français et étrangers et généralement toutes entreprises industrielles de crédit.

« 3° A effectuer tous paiements ou recouvrements, à fournir et à accepter tous mandats, traites, chèques, lettres de change, cautions et notamment opérations à opérer pour le compte de tiers, achat ou vente de toute espèce de fonds publics et valeurs industrielles.

« 4° A soumissionner et émettre tous emprunts publics et toutes actions et obligations et à ouvrir toutes souscriptions pour le compte de tiers ou en participation.

« 5° A fournir et à recevoir des fonds en comp-

tes courants à un taux déterminé par le conseil d'administration.

« 6° A recevoir en dépôt, moyennant un droit de garde, toute espèce de titres et de valeurs.

« 7° A établir des agences succursales, tant en France que dans les colonies françaises et à l'étranger.

« 8° Il tient à la disposition du public les titres des principales valeurs de la ville de Paris, du Crédit Foncier et des grandes Compagnies de chemins de fer.

« 9° Il garantit les titres contre les risques de remboursement au pair.

« 10° Il se charge de toutes opérations telles que versements, libérations, renouvellement de feuilles de coupons, timbrage, conversion, transfert, production en faillites, encaissement de dividendes.

« 11° Il envoie des fonds dans toutes les localités de la France et de l'étranger par correspondance et par télégraphe. Il délivre des lettres de crédit payables dans le monde entier. Il consent des prêts hypothécaires sur navires français ou francisés; il fait, en un mot, aussi bien en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, commerce, finances, etc. »

Pour ses opérations d'escompte, cet établissement possède, nous l'avons vu, des conseillers d'escompte présentant une grande analogie avec certains organes de la Banque de France. Le

Comptoir d'Escompte possède 35 bureaux de quartier à Paris, 91 agences dans les départements et 28 à l'étranger. C'est le seul établissement français qui ait des agences aux Indes anglaises, en Australie, à San-Francisco, à la Nouvelle-Orléans, à Madagascar. Ces dernières ont mérité l'éloge du gouverneur, le général Galliéni, pour les progrès qu'elles ont fait faire au développement de la colonie. Il y a actuellement 6 agences dans l'île de Madagascar, à Tananarive, Majunga, Tamatave, Diego-Suarez et Mananjary.

Grâce à de pareils développements, la société a obtenu les meilleurs résultats. Nous avons vu dans le cours de cette étude les bénéfices successifs auxquels elle est arrivée.

En 1902, les bénéfices étaient de.	8.362.994
1903, —	8.381.329

Pour le dernier exercice de 1905, ils ont été de 8,908,842 francs. Ils avaient été en 1904 de 8,843,819 francs et la société a donné à ses actionnaires un dividende de 27 fr. 50. La parfaite situation du Comptoir d'Escompte résulte, du reste, du bilan publié au 31 décembre 1905 :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1905

ACTIF

Caisse :

Espèces en caisse et en banque.	102.951.208	39
Portefeuille.	547.221.116	43
<i>A reporter. . .</i>	650.172.324	82

<i>Report.</i> . . .	650.172.324	82
Reports.	63.531.456	44
Correspondants, « effets à l'en- caissement ».	57.642.433	33
Comptes courants débiteurs.	144.555.788	63
Rentes, obligations et valeurs diverses.	14.220.656	97
Agences hors d'Europe. . . .	8.546.119	23
Avances sur garanties.	133.835.425	37
Participations financières. . .	7.487.148	70
Comptes débiteurs par accep- tations.	124.213.449	58
Compte d'ordre et divers. . .	24.138.653	97
Immeubles.	13.087.669	94
Total.	1.211.431.126	98

PASSIF

Capital.	150.000.000	»
<i>Réserves :</i>		
Statutaire.	4.358.927	20
Diverses.	6.675.000	»
Spéciale.	5.000.000	»
Supplémentaire.	1.100.000	»
Immobilière.	1.510.820	»
Comptes de chèques et comp- tes d'escompte.	512.679.899	32
Comptes courants créditeurs.	328.292.937	67
Bons et dépôts à échéance fixe.	63.117.174	30
Acceptations	124.122.846	28
<i>A reporter.</i> . .	1.197.057.604	77

<i>Report. . . .</i>	1.197.057.604	77
Comptes d'ordre et divers. .	5.266.396	09
Compte des actionnaires. . .	198.283	95
Profitsetpertes(exercice1903)	8.908.842	17
Total.	1.211.431.126	98

Le compte de participation financière en 1901 et surtout en 1902 avait sensiblement diminué, il s'était relevé en 1903 et atteignait 14 millions. Il est aujourd'hui réduit à 7 millions, en diminution de 4,500,000 francs sur le montant du bilan précédent.

Ainsi, malgré de graves préoccupations d'ordre intérieur, la situation du Comptoir d'Escompte ne va cesser de progresser. Au regard des exigibilités de toutes sortes, se trouvent des disponibilités correspondantes d'une réalisation facile et largement assurée.

L'excédent des disponibilités sur les exigibilités est donc très appréciable et de beaucoup supérieur à celui de 1900. La situation du Comptoir d'Escompte est de ce chef de tout repos.

Comme l'observe le conseil d'administration, le Comptoir National d'Escompte s'attache principalement à l'escompte sous toutes ses formes. C'est cette branche de la banque qui fut la raison de son origine et qui doit alimenter la vie quotidienne de son exploitation. Grâce à la parfaite organisation de ce service, grâce à l'habileté et à l'expérience de ceux qui le dirigent, grâce aussi

au concours permanent du conseil d'escompte, les mécomptes survenus dans ses opérations ont été peu appréciables et d'importance minime.

Pendant l'année sociale 1903, le développement de la société a nécessité la création de trois agences nouvelles, à Tours, Versailles, Beauvais, où la maison Gromard a transmis à la société une excellente clientèle. Neuf sous-agences ou bureaux ont été créées la même année. D'autre part, vu les services que rendent au public les bureaux de quartier et de banlieue, ce réseau a été doté de trois nouveaux bureaux à Paris.

En ce qui concerne les agences de l'étranger, l'agence de Londres, celle de Liverpool et celle de Manchester continuent à être le siège d'affaires considérables. Celles de l'Australie suivent un cours régulier. A la Nouvelle-Orléans, les agences établies par le Comptoir d'Escompte voient leur marche entravée par des exigences et des revendications fiscales dont le règlement n'est pas encore tout à fait fixé. Dans les Indes Anglaises, cet établissement a concentré son activité à Bombay, dont l'agence a conservé des éléments encore intéressants de production. Les agences de Tunis se sont développées, celles de Madagascar, Tamatave, Majunga et Diego-Suarez continuent leur apport annuel de bénéfices. Enfin, à Bruxelles, il a été fondé aussi une agence qui est devenue le complément nécessaire du Comptoir National et dont les débuts font bien

augurer de l'avenir. Le Comptoir a, d'autre part, donné son intervention à un grand nombre d'affaires financières. De concert avec les autres établissements de crédit, le Comptoir a coopéré à l'émission des obligations 2 3/4 % de la ville de Paris, à des emprunts japonais, algériens, ottomans ; il a participé à l'augmentation du capital de la Compagnie Générale Française des Tramways, aux émissions d'actions de préférence des Raffineries et Sucreries Say et des magasins du Printemps.

D'une manière générale, cette façon de comprendre les affaires nous paraît excellente à tous les points de vue, et, pourvu que la société se garde de prendre des participations trop importantes dans les grandes entreprises industrielles, il semble que l'on peut approuver sans réserve le mode de gestion du conseil d'administration. Depuis sa fondation, le Comptoir a distribué les dividendes suivants à ses actionnaires :

1889	4 »	1896	25 »
1890	10 »	1897	25 »
1891	12 05	1898	26 25
1892	18 75	1899	27 50
1893	25 »	1900	27 50
1894	25 »	1901	27 50
1895	25 »		

Le dividende a toujours été en augmentant depuis la création du Comptoir. Au cours actuel et en supposant un dividende égal à celui des

trois années précédentes, le taux de rendement de l'action ressortirait à 4 fr. 75 environ, ce qui nous semble relativement avantageux étant données les qualités intrinsèques des titres. Le dividende distribué en 1905 est en effet de 27 fr. 50 par action de 500 francs.

Nous en avons fini avec le Comptoir d'Escompte, le dernier établissement que nous nous étions proposé d'étudier.

Comme pour les deux précédents, nous devons en terminant constater ses progrès et l'état prospère de sa situation. Il a lui aussi son caractère particulier. Plus que les autres, il a su étendre à l'étranger l'importance de ses relations et il s'est attaché à développer dans nos colonies, dans la mesure où ils peuvent se communiquer avec les siens propres, les intérêts généraux de notre pays. Ce n'est pas là son moindre titre de louange. Créé, aidé et considéré toujours comme un rouage indispensable à la bonne marche des affaires de la France, le Comptoir National d'Escompte a su s'acquitter de sa mission, en dépit de cruelles vicissitudes, avec une modération et une énergie qui ont fait de lui et d'une façon indiscutable « un des plus puissants instruments du crédit international ».



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE 	
CHAPITRE I ^{er} . — Le Crédit en banque	5
CHAPITRE II. — Origine des Sociétés de Crédit	15
Les Joint Stock Bank anglaises. — Les besoins auxquels elles répondaient. — Le scepticisme qu'elles ont soulevé.	15
CHAPITRE III. — Situation juridique des Sociétés de Crédit	33
§ I ^{er} . — Leur passage d'un régime d'autorisation à un régime de liberté. — Conditions particulières qui les régissent en Angleterre, aux Etats-Unis, en Espagne, en Russie.....	33
§ II. — Les Sociétés françaises de Crédit devant l'impôt.	44
CHAPITRE IV. — Opérations de Sociétés de Crédit ..	52
§ I ^{er} . — Opérations de Crédit proprement dites.....	52
§ II. — Opérations à commission.....	67
CHAPITRE V. — Développement et rôle économique des Sociétés de Crédit dans le monde moderne. — Situation de la banque privée vis-à-vis de ces institutions	73

DEUXIÈME PARTIE

MONOGRAPHIES DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

CHAPITRE I ^{er} . — Le Crédit Lyonnais	85
§ I ^{er} . — Fondation de la Société.....	85
§ II. — Historique et développement de la Société.....	86
CHAPITRE II. — Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France	114
CHAPITRE III. — Comptoir National d'Escompte de Paris	117

